7e ANNEE - PUBLICATION TRIMESTRIELLE
N° 22 - JANV.-MARS 1963
le N° 2 Fr. 50

PROGRAMME COMMUNISTE

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

SOMMAIRE

page

Kennedy est grand et Khrouchtchev est son prophète

Petits contre gros 6

Socialisme et Syndicalisme 12

L'économie soviétique de la révolution d'octobre à nos jours 24

Notes d'actualité 41

- Khrouchtchev le corporatiste
- Du syndicalisme révolutionnaire au titisme
- Mise au point sur notre conception de la démocratie syndicale
- Démocratie fascisante ou fascisme démocratique ?
- Monsieur Martinet corrige l'Histoire
- Thorez propose et le Capital dispose
- Compte rendu des réunions de lecteurs

Sommaire du N° précédent :

N° 21 — Octobre - Décembre 1962)

Il n'y aura pas de désarmement.
La "Révolution algérienne" est-elle une révolution ?
Révolution et contre révolution en Chine
Le développement historique de la production capitaliste
Notes d'actualité.

Réunions de Lecteurs

A PARIS :

Le Vendredi 1er Février à 21 h. Salle A, 10 rue de Lancry (X°)

" Parti et Syndicat "

A MARSEILLE :

Le Samedi 26 Janvier, à 21 h. à l'Artistic, Cours Joseph Thierry,

"Le marxisme révolutionnaire devant la crise du mouvement ouvrier international"

Les lecteurs et sympathisants de la revue y sont cordialenent invités.

Demandez IL PROGRAMMA COMUNISTA, journal bi-mensuel du Parti internationaliste d'Italie, en langue italienne : vous pouvez vous le procurer en envoyant la somme de 6 NF pour un abonnement annuel ou de 0 F. 30 pour un exemplaire à la Boîte Postale de la revue.

KENNEDY EST GRAND

ET KHROUCHTCHEV EST SON PROPHÈTE

Qu'a donc prouvé Cuba ? Que la Force prime le Droit. Que les petites nations ne sont rien et que les impérialismes sont tout. Que celui des U.S.A. bafoue le « droit des peuples ». Que celui d'U.R.S.S. trafique de la « révolution anti-impérialiste ». Qu'un « communisme » supposé a cédé à la force d'un capitalisme certain. Qu'avec la préjudicielle de la Paix, le Communisme ne triomphera jamais du Capital. Que le Communisme doit donc revendiquer la violence. Que le Khrouchtchevisme ne sait ni ne peut plus que flagorner les U.S.A., dissimuler les réalités impérialistes, glorifier le mercantilisme bourgeois qui règne en U.R.S.S. comme partout ailleurs. Que la connivence d'Etats armés jusqu'aux dents peut parfois ce que le pacifisme des peuples ne peut jamais. Que si la guerre n'a pas eu lieu, c'est uniquement que le temps de la guerre n'était pas encore venu.

Bref, Cuba n'a fait que confirmer toutes les « banalités dogmatiques » que cette revue défend depuis des années — et dont certaines ne sont pas inaccessibles même à des démocrates ou des « communistes » à la chinoise sans qu'ils soient aucunement en mesure d'en tirer des conclusions révolutionnaires, pourtant.

Nous, marxistes dogmatiques et extrémistes, nous avons des yeux pour ne pas voir et des oreilles pour ne pas entendre. Nous refusons d'un cœur endurci la Révélation des temps modernes. Kennedy est grand et Khrouchtchev est son prophète. L'humanité sera donc sauvée. Sans révolution.

***

*Tel est le dogme auquel, après « l'expérience cubaine », le monde entier devrait se convertir, quoiqu'en puissent penser les Chinois. Sa bassesse, sa vulgarité, sa bêtise démontrent mille fois mieux que nous pourrions le faire la vérité et la force de notre propre « dogme » marxiste. Ecoutons donc l'éclatante démonstration par l'absurde dont, depuis des semaines que dure l'affaire cubaine, l'« anti-dogmatisme » (c'est-à-dire l'anti-*marxisme*) khrouchtchevien nous régale.*

Répugnant à la banalité (comme si la première vertu de la vérité était, non d'être vraie, mais d'être rare), il prétend originalement que Cuba a mis l'humanité à seulement un cheveu du massacre atomique. Celle-ci a pourtant montré peu d'émotion. Oui, mais en revanche, un illustre philosophe anglais, vénérable par l'âge, s'est par contre énormément démené, ainsi que nombre d'intellectuels moindres, dans la gauche française en particulier. Les philosophes étant les plus perspicaces des hommes, cela prouve bien que la catastrophe était imminente. D'ailleurs Kennedy l'a confirmé.

Cette tragédie a pourtant trouvé le plus heureux dénouement. Ce qui le prouve, c'est que Mikoyan lui-même l'a dit. Sa très délicate mission à Cuba et à New-York aurait pu le porter à un certain pessimisme. S'il a malgré tout trouvé des raisons de contentement, l'Humanité en a davantage encore. C'est bien clair. Kennedy lui-même en a eu.

Une telle issue était presqu'inespérée. Si elle n'a pas beaucoup surpris les foules, c'est qu'elles sont inconscientes. Tous ceux qui font métier de penser pour elles ont bien dit que l'issue dépassait tous les espoirs permis. Si eux l'ont dit, c'est bien que c'est vrai.

On arrive maintenant au point essentiel. Si l'on ne se débarrasse pas des préjugés périmés du marxisme dogmatique, impossible de comprendre comment, contre tout espoir raisonnable, une telle tragédie a pu se terminer de façon si heureuse pour tous. Au contraire, si on reconnaît avec Khrouchtchev et Kennedy qu'à l'ère atomique, la Raison prime tout et qu'ainsi, par une heureuse ironie de l'Histoire, l'âge de la Bombe et des missiles marque le premier véritable triomphe de la Sagesse sur la Folie humaine, alors tout devient parfaitement clair.

Il suffit d'observer les faits sans idées préconçues. Les U.S.A. étaient prêts à envahir Cuba, non seulement à cause des missiles, mais d'une vieille inimitié : or ils ne l'ont pas envahie, et ont même bien promis de ne pas le faire ; et pourtant, l'inimitié dure. L'U.R.S.S. avait envoyé des armes non seulement défensives, comme on a longtemps cru, mais aussi offensives, comme on a appris plus tard. Elle l'avait fait non pour de ces intérêts égoïstes auxquels on peut toujours renoncer par un effort sur soi-même, mais en raison d'un devoir sacré et inviolable à l'égard de la révolution castriste : eh bien, elle les a quand même retirées. Cuba avait menacé de tirer sur les avions yankee qui violeraient son espace aérien : les canons se sont tus, et pourtant l'espace fut violé bien souvent. Tout le monde était dans son bon droit, et pourtant la guerre n'a pas éclaté : *ça prouve bien que le marxisme dogmatique a tort. Il prétend que la guerre n'est pas la violation du Droit, mais la défense de droits opposés. A Cuba, les droits s'opposaient nettement, mais il n'y a pas eu la guerre. Preuve que cette théorie abominable est fausse. D'ailleurs on le savait depuis longtemps. La dernière guerre mondiale (mais on ne connaissait pas encore les armes atomiques) a eu lieu parce qu'Hitler violait sans arrêt le Droit des gens tout en prétendant défendre celui de la grosse industrie allemande à l'« espace vital ». La preuve que les marxistes extrémistes sont des fascistes, c'est qu'ils le répètent. Et la preuve qu'Hitler mentait, c'est que moins de quinze ans après sa venue au pouvoir, la grosse industrie en question s'est aperçue qu'elle pou-*

vait fort bien se passer d'un empire, rien qu'en reconstruisant de façon pacifique tout ce qui avait été détruit, et moins de trente ans plus tard, en devenant le leader du Marché commun sans le moindre conflit armé. Ça ne signifie pas qu'il faille relâcher la vigilance à son égard (tout au contraire !) mais ça montre bien que les faits se rebellent contre certaines idées toutes faites.

Pour en revenir à Cuba, le 24 octobre 1962, Washington, Moscou, La Havane (et même Londres) saisissaient toutes ensemble le Conseil de Sécurité d'une plainte. Quand le Conseil de Sécurité est saisi, c'est que la sécurité est en danger, et donc que la guerre menace. Les extrémistes qui prétendent le contraire n'ont tout simplement pas le sens commun. Si elle n'a quand même pas éclaté, c'est que ces plaintes se trouvaient toutes trois fondées en droit (quoiqu'à un autre égard opposées) et qu'il s'est heureusement trouvé de grands hommes d'Etat — M. Khrouchtchev et M. Kennedy — pour le reconnaître. C'est ainsi que le pire fut évité.

Prenons Washington. Washington tremblait devant Cuba. Eh bien M. Khrouchtchev a eu le courage de reconnaître la justesse de ce tremblement. Il a reconnu le droit (et même le devoir) des U.S.A. de trembler devant Cuba. La preuve, ce sont ses lettres personnelles à Kennedy. Car si Cuba est petite, les missiles sont redoutables : ce sont des chefs-d'œuvre de la technique communiste. Khrouchtchev n'a pas hésité un instant à en faire l'aveu, ce qui prouve bien qu'à ses yeux, la Paix compte avant tout. Pourquoi donc, d'ailleurs, le droit de trembler, et de veiller à sa sécurité, ne serait-il reconnu qu'aux petits Etats ? C'est là une erreur du passé, et particulièrement du stalinisme. Par le passé, chaque Grand déniait ce droit à l'autre, sous prétexte que lui seul était véritablement menacé. C'était une injustice, et les injustices sont ferments de guerre. Pour la sécurité collective, la reconnaissance du droit de trembler doit être étendue également aux Grands Etats, même capitalistes, parce qu'ils sont bien plus importants pour la paix du monde que les petits. Reconnaître à son propre adversaire le droit à la sécurité, y compris quand on l'a soi-même menacée, voilà qui conduit au désarmement de façon presque fatale ; la preuve, c'est qu'après l'initiative hardie et neuve de Khrouchtchev (tout à fait impensable sous Staline !), les missiles ont rapidement quitté Cuba, et que dans la correspondance entre les deux K, il a même été question de liquider toutes les bases, aussi bien américaines *que russes dans le monde. Cela fera date dans l'Histoire. D'autant plus qu'après cela, même Fidel Castro n'a pas pu retenir ses Ilyouchines, principal obstacle au retour de la tranquillité.*

Prenons maintenant Moscou. On peut laisser de côté l'aspect politique. Khrouchtchev l'a traité à fond dans sa lettre du 27 octobre au président des U.S.A. ? Il lui a remontré que si l'U.R.S.S. avait tort de posséder des sortes de bases hors de sa zone naturelle d'influence, ce tort était partagé par les U.S.A. qui en avaient jusqu'en Turquie. Un tort partagé n'est pas encore un droit, mais enfin on ne peut déclencher la guerre là-dessus. Kennedy l'ayant reconnu, on peut considérer ce différend comme éclairci. En droit pur, pourtant, Moscou était tout aussi fondée que Washington à se plaindre, car le blocus dans la mer des Antilles gênait son commerce et celui d'autres Etats. La liberté du commerce est un principe tellement intangible de notre civilisation qu'on ne peut le violer qu'en cas de guerre. Pas plus que le capitalisme, le communisme ne

peut s'en passer. Le 27 octobre, Khrouchtchev écrivait à Kennedy : « Notre peuple, notre gouvernement et moi personnellement, en tant que président du conseil des ministres, nous ne sommes préoccupés que de développer notre pays et d'occuper une place digne parmi tous les peuples dans la concurrence économique ». Or sans commerce et liberté de commercer, comment occuper une place tant soit peu digne dans la concurrence ? C'est impossible. Ça prouve bien que sans commerce, aucun système social ne peut vivre. Les dogmatiques qui prétendent le contraire sont des ennemis du bonheur du peuple russe et de la paix des hommes. (Ce sont tout simplement des fous.) La preuve, c'est que dans la même lettre, Khrouchtchev écrivait : « Le développement de la culture, des arts, l'élévation du niveau de vie des peuples, voilà le champ de concurrence le plus noble et le plus utile, et vainqueur et perdant en retireront le bien-être parce qu'est ainsi fait le monde dans lequel l'homme vit et évolue. » La preuve que l'homme n'a aucun intérêt à en changer, c'est qu'à part certains pays sous-développés à l'impatience excessive, à part quelques aveugles qui ne voient pas les progrès incroyables de la paix et même du bien-être de la classe ouvrière, tout le monde en est content. Ceux qui disent le contraire sont des ennemis du communisme. Pour en revenir à Moscou et à sa plainte, elle se justifiait par le caractère illégal de la « quarantaine » lancée par les U.S.A. contre Cuba. La quarantaine n'existe pas. C'est le blocus. Or, légal en temps de guerre, le blocus est illégal en temps de paix, parce que c'est un acte de guerre. La meilleure preuve que c'est vrai est que des juristes occidentaux l'ont dit, et qu'ils n'étaient pas suspects de communisme. Et la meilleure preuve que les U.S.A. l'ont bien compris, c'est la bonne volonté dont Kennedy n'a cessé de faire preuve dans toute cette affaire, et dont Khrouchtchev l'a impartialement félicité. Aucun bateau soviétique n'a été attaqué ou saisi. Il est vrai que Khrouchtchev leur avait défendu d'approcher, mais c'est parce qu'il est le meilleur défenseur de la paix.

Prenons maintenant Cuba. Au premier abord, Fidel Castro a eu le moins beau rôle : la conscience universelle a bien compris qu'il n'était pas permis à des Etats si petits de mettre en danger la paix du monde entier. Mais à considérer froidement les choses, même lui était dans son droit. Sa thèse était que l'indépendance nationale comporte la liberté d'acheter des armes qu'on juge bon, qu'elles soient offensives ou défensives. Politiquement discutable, cette thèse est juridiquement inattaquable. Elle soulevait, quoique sous un autre angle, la question capitale de la liberté du commerce dont il a été question plus tôt. Sans la liberté d'acheter des uns, que devient en effet la liberté de vendre des autres ? Comment, sans les plus graves conséquences juridiques politiques et même économiques, refuser d'admettre que ces deux libertés ne concernent pas seulement les marchandises qui élèvent le niveau de vie des peuples, ou celles que on élèvnt le niveau culturel, mais aussi celles qui en élèvent le niveau de sécurité, comme les armes, surtout offensives ? En droit, donc, Castro avait raison. La preuve, c'est que Mikoyan a eu toutes les peines du monde à le convaincre.

Ainsi donc, l'expérience cubaine l'a prouvé, des intérêts vitaux peuvent entrer en conflit sans qu'on recoure pour autant aux armes. Il suffit pour cela de négocier. Si les dogmatiques continuent après ça à répéter que « la paix

n'est que l'équilibre des terreurs », c'est parce qu'ils ne comprennent rien à notre ère atomique. Mais quand le Désarmement sera achevé, ils ne pourront plus le dire, et alors ils disparaîtront. En attendant, à l'aide de ce principe cynique qui fut inventé par un ministre capitaliste, notons bien, à une époque qui n'était pas encore de coexistence pacifique, on ne peut expliquer tout au plus qu'une chose : c'est que Cuba ait cédé. Mais ça n'est qu'un côté tout à fait secondaire des graves événements qui se sont produits, et qui, surtout, auraient pu se produire.

Comment croire, par contre, que les Soviétiques aient eu peur des Américains, au moment précis où ceux-ci étaient obligés d'avouer la peur que leur inspiraient les missiles livrés à Cuba par l'U.R.S.S. ? C'est impossible. Ceux qui disent le contraire ne sont pas des réalistes. Cependant, ce serait une exagération stalinienne de prétendre que la bonne volonté des Américains ait été un simple effet de terreur. S'ils ont risqué le blocus illégal *(et donc facteur de guerre) de la mer des Antilles, c'est par certitude d'être militairement les plus forts. Quand on est militairement le plus fort, le facteur de terreur ne joue pas. Donc, de quelque façon qu'on retourne la question, le marxisme dogmatique a toujours tort.*

Tout cela prouve que les guerres ne sont plus du tout inévitables comme aux temps de Lénine. De notre temps, pour deux grands Etats modernes et pour leurs chefs, ce qui l'emportera presque nécessairement toujours, c'est le sens de leurs écrasantes responsabilités envers toute l'espèce humaine. Du temps des armes conventionnelles, il a pu faire défaut, et encore, dans des pays fascistes. Plus du temps des armes atomiques : Kennedy en est la preuve, et pourtant, il représente le premier capitalisme du monde. Une autre preuve, c'est qu'il y a eu par exemple 25 *ou* 30 *millions de victimes dans la dernière guerre (on ne sait pas exactement), dans une prochaine, il pourrait bien y en avoir* 80 *ou* 100 *millions, ou même plus. (On ne sait pas bien non plus). Cela change tout. La preuve, c'est que Kennedy et Khrouchtchev sont d'accord pour le dire, et l'étaient déjà en octobre, au plus fort de la menace de guerre. Preuve qu'on doit le croire, parce que comme l'un est président des Etats-Unis et l'autre chef du gouvernement de l'U.R.S.S. et secrétaire général du Parti communiste soviétique, ils ont forcément des idéologies très différentes.*

*
**

Pendant et après Cuba voilà, plus que jamais, ce que le dogme antimarxiste enseigne. Ça n'est même plus du révisionnisme. C'est le triomphe du Père Ubu.

PETITS CONTRE GROS !

(LE PROGRAMME DÉMOCRATIQUE DU P. C. F.)

Il est de bon ton, chez les bourgeois cultivés, de citer Marx et même assez souvent. Les philosophes aiment évoquer le « jeune Marx » et sa conception de l'aliénation, les sociologues flirter avec la notion de praxis, les économistes faire allusion à tel chapitre du *Capital.*

C'est pourquoi on peut s'étonner de n'avoir vu, à notre connaissance, aucun historien, publiciste ou journaliste bourgeois — pas plus au *Figaro* qu'à *France Observateur* — aucun dilettante de la politique (et ils sont nombreux aujourd'hui), personne, pour rappeler à propos des semaines pathétiques de l'Histoire de France que nous venons de vivre, une phrase pourtant bien connue et d'ailleurs justement célèbre du « 18 Brumaire ». Pourquoi donc la lutte retentissante des républicains contre le « pouvoir personnel » menée à grands renforts de rappels historiques anti-bonapartistes d'abord, et les ententes électorales de « type front populaire » ensuite et surtout, n'ont-elles pas invinciblement ramené à la mémoire de nos observateurs éclectiques et pondérés le souvenir de la phrase fameuse : « Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce ».

Si nous signalons ce curieux silence, ce n'est pas pour surprendre nos experts en flagrant délit d'ignorance historique ou de cécité politique : nous ne les prenons pas pour plus bêtes qu'ils ne sont. Nous savons très bien que s'ils ne disent rien — les plus intelligents d'entre eux au moins — c'est qu'ils ont choisi de ne rien dire ; parce qu'ils voient très bien où en sont les choses et qu'il leur faut surtout bien se garder de citer Marx à ce propos et en ce moment s'ils veulent jouer le jeu, c'est-à-dire laisser croire qu'il existe aujourd'hui en France une vie, c'est-à-dire une *lutte,* politique véritable. C'est précisément parce qu'ils craignent que la seule lutte vraie, la lutte de classe du prolétariat pour l'instauration de sa dictature, se rallume avec la modernisation de l'économie française que rendra d'autant plus sensible la maturation de la crise mondiale de l'économie capitaliste, qu'ils contribuent à entretenir la mystification stalino-thorézienne du Front populaire.

Le Front populaire fut en effet le deuxième acte d'une tragédie dont le premier avait été, dans les terribles années 20, l'adoption par la IIIe Internationale de la tactique du Front unique avec les partis sociaux-démocrates. La volonté de lutte réelle qui animait les prolétaires français à l'issue de la crise

de 1932-34 fut alors détournée de son but spécifique vers une alliance antifasciste de défense de la démocratie bourgeoise, englobant les partis des classes moyennes non-salariées, soutiens traditionnels du pouvoir du capital. En échange de quelques réformes — présentées encore aujourd'hui comme des conquêtes, alors qu'elles furent de simples concessions, ne menaçant en rien la stabilité de l'ordre bourgeois (les 40 heures sont aujourd'hui un souvenir !) — on fit accepter au prolétariat l'orientation de l'économie vers la préparation de la guerre sainte de défense de la démocratie, avant de le faire basculer à nouveau dans l'union sacrée, dont la Résistance n'était qu'une nouvelle mouture, aux côtés de Bidault et de de Gaulle. Pourtant, si le Front populaire fut une gigantesque duperie, nous n'avons jamais eu le cœur d'en rire tant était douloureuse l'opposition entre un mouvement de masse réel, qui s'accompagnait d'une joie d'action évidente, et les circonstances historiques dominantes de défaite générale du prolétariat mondial, qui l'obligeaient à suivre la ligne d'un parti et d'une Internationale soi-disant communistes mais condamnés à la trahison.

Il en va autrement aujourd'hui. Après la participation des staliniens au gouvernement de de Gaulle, c'est-à-dire à la phase première et décisive de la reconstruction de l'actuelle grandeur française, après leur soutien aux tentatives répétées de conserver dans une Union française (puis dans une « véritable Union française ») les richesses de l'empire, du Viet-Nam à l'Afrique noire et à l'Algérie, après leur passage ouvert enfin au réformisme des voies pacifiques, parlementaires et nationales au socialisme, après donc leur reniement total, khrouchtchevien, du bolchevisme et leur retour à la vomissure social-démocrate, le capital, qu'ils ont si bien servi, entend désormais que ses valets se confinent dans un rôle de bouffons. Et il y a vraiment de quoi rire à les voir se disputer les habits avec les vieux professionnels socialistes des galeries parlementaires. Ainsi a-t-on pu voir, dès que Scapin-Mollet eut lancé sa dernière astuce, Arlequin--Billoux s'en emparer aussitôt et implorer à genoux Pierrot-l'électeur de voter pour Moch-Fracasse.

*
**

Mais parce que le Capital les utilise encore, parce qu'il les utilise à fond, nous devons, aussi médiocres que soient leurs personnages, leur accorder notre attention. Cela n'est malheureusement que trop vrai : les idées dominantes d'une époque sont celles de la classe dominante qui les répand à profusion. La bourgeoisie, tout en montrant ses préférences, est assez sage pour laisser à chacune de ses « familles spirituelles » la liberté de s'exprimer. Mieux : elle leur fait la publicité la plus large. Le montreur de marionnettes de la télévision agite ses pantins sept minutes. Le peuple, comme au guignol de son enfance, s'effraie ou se rassure, rie ou pleure, crie oui ou non. Peu importe si le programme est toujours le même, on vit dans le présent, mercredi on aura oublié, jeudi on peut recommencer. Si cette puissante capacité d'oubli, condition fondamentale de toute inexpérience politique, est utilisée à plein par nos prestidigitateurs bourgeois, nul mieux que nos charlatans khrouchtcheviens ne sait en exploiter les immenses possibilités. C'est ainsi qu'ils en arrivent à faire propager par leurs militants un programme qui non seulement n'a plus rien de commun

avec celui de Marx et de Lénine, celui du *Manifeste* et les débuts de la IIIe Internationale, mais est en outre fondé sur la négation des conclusions fondamentales que le socialisme scientifique tire de l'évolution économique objective du capitalisme. Ils s'adressent ainsi, tout à la fois aux salariés en leur proposant des nationalisations, dont ils assurent qu'ils pourront en obtenir, au sein même du capitalisme, une gestion « démocratique », c'est-à-dire plus favorable à leurs intérêts, et aux petits-bourgeois « familiaux » (paysans, artisans, commerçants) en leur promettant de leur éviter la ruine dont les menace la concentration toujours plus poussée du capital. D'un côté, donc, un aménagement pacifique de la forme la plus caractéristique vers laquelle tendent au XXe siècle toutes les structures économiques bourgeoises : le capitalisme monopoliste d'Etat, et de l'autre la conservation de formes de propriété individuelle pré-monopolistes, sinon pré-capitalistes, typiques du XIXe siècle.

Il faut évidemment beaucoup d'adresse pour conserver longtemps un équilibre aussi instable, mais dans l'art périlleux qui consiste à dépasser dialectiquement d'aussi funambulesques contradictions, nos danseurs de corde khrouchtcheviens sont passés maîtres, et depuis longtemps. Admirons donc le plus méritant d'entre eux, le célèbre Thorez qui s'essayait, sans balancier, devant les ouvriers de Renault, à un de ses brillants exercices sans filet (*Humanité* du 2 octobre 1962) : « Redisons que ces nationalisations ne sont pas le socialisme, mais des mesures de caractère démocratique. Toutefois, combinées (sic) à un gouvernement démocratique, des nationalisations peuvent faciliter la marche de la classe ouvrière au socialisme en portant un coup à la domination des monopoles, à leur emprise économique et politique sur le pays, en aidant pratiquement contre les gros capitalistes expropriateurs les paysans travailleurs, les artisans, les industriels petits et moyens, tous ceux que d'un certain côté on nous reproche de soutenir comme si nous ne devions pas être avec ceux qui luttent pour leur existence ! En assemblant autour d'elle tous les exploités, tous les opprimés, la classe ouvrière crée les conditions d'une lutte victorieuse et démocratique pour le socialisme ».

Voilà donc les industriels petits et moyens transformés par la pitié progressiste et anti-monopoliste en « exploités et opprimés ». Voilà donc les salariés appelés, au nom de la marche démocratique au socialisme, à lutter pour l'existence de ceux que Thorez baptise ailleurs de « capitalistes modestes ». Comme s'il n'était pas évident que l'économie capitaliste — dont le développement, par définition, ne peut se poursuivre qu'au prix d'un bouleversement continuel des structures ; qui est, aujourd'hui encore plus qu'hier, perpétuelle et impitoyable concurrence — que le capitalisme donc, fait à tout moment, du capitaliste « modeste » soit un « gros capitaliste expropriateur », soit un petit capitaliste exproprié. Comme s'il n'était pas clair, depuis le *Manifeste*, que le parti du prolétariat ne peut proposer autre chose, aux membres de ces couches moyennes qui risquent à chaque instant de tomber dans le salariat, que de se placer sur les positions du socialisme, c'est-à-dire de défendre leurs intérêts de demain et non pas leurs intérêts d'aujourd'hui, qui sont déjà, en fait, leurs intérêts d'hier.

Le parti du prolétariat n'est pas sectaire. Il n'exige pas que la totalité de ces classes moyennes tombe dans les misères du salariat avant d'envisager la

prise d'assaut du pouvoir bourgeois. Il ne prétend pas leur imposer ce purgatoire, et ne demande pas mieux que les individus dont se composent ces couches sautent l'étape intermédiaire de la prolétarisation, qui n'a que trop duré ! Mais il ne peut et ne doit en aucune façon promettre à tous ces propriétaires familiaux et à tous les petits capitalistes en général ce qu'ils demandent, c'est-à-dire la conservation de leur propriété chérie. Le but du communisme est la suppression de l'anarchie de la production bourgeoise, source d'innombrables maux quotidiens, de crises et de guerres. Son moyen est la suppression de *toute* propriété privée. Cette suppression, le capital la réalise lui-même, jour après jour, inéluctablement, mais avec lenteur et au milieu d'une foule d'obstacles qui engendrent des contradictions douloureuses et qui deviendront toujours plus douloureuses. Le programme communiste est de la réaliser fermement, rapidement, afin, selon la formule célèbre « d'alléger les douleurs de l'enfantement ».

***

S'il est évident que la politique de défense des « petits » contre les « gros » est, plus encore que démagogie grossière destinée à piper les voix des naïfs désespérés, une tentative d'empêcher le prolétariat de se placer sur le terrain de la défense de ses intérêts de classe, la falsification des positions marxistes sur la question des nationalisations n'est guère plus difficile à saisir. Au risque de nous voir traiter de dogmatiques, nous rappellerons ce qu'en ont dit toujours, avec Engels, les orthodoxes. Le parti marxiste n'est pas « contre » les nationalisations, il les salue comme une nouvelle étape de la socialisation des forces de production. Mais cette étape, si elle est importante, n'est en rien décisive. La propriété nationalisée, étatisée, reste une propriété privée, la propriété d'une nation, groupe restreint qui en dispose à l'égard des autres groupes nationaux d'une façon privée tant qu'on demeure dans le système général mercantile de l'échange capitaliste. Les Houillères, par exemple, sont une propriété privée, aussi impitoyable que la pire des sociétés anonymes, pour les pays qui ne possèdent pas de charbon. C'est donc une ignoble supercherie que de dire, comme le fait Thorez, que les nationalisations « se trouvent détournées de leur destination » et ceci parce que nous vivons « dans un régime de réaction où la classe ouvrière est exclue de toute *participation* à la direction *générale des affaires* » (souligné par nous P.C.).

On se frotte les yeux à la lecture de pareilles calembredaines. Mais on a bien lu et il ne s'agit pas d'un lapsus. L'orateur précise d'ailleurs un peu plus loin : « C'est pourquoi si nous réclamons de nouvelles nationalisations, nous voulons leur démocratisation, et avant tout la démocratisation de celles qui existent, c'est-à-dire la participation *effective et majoritaire des travailleurs à leur gestion.* » On croit rêver. Qui peut donc « participer » à la gestion, avec les travailleurs ? Deux partenaires possibles et deux seulement : ou les « gros », c'est-à-dire le capital financier (et là, nous demandons un dessin), ou les « petits », les familiaux et les modestes, dont on aura promis, avant, de respecter la propriété. Donc, et en supposant possible ce qui est en réalité absurde dans le premier cas et bien problématique dans le second, *de toutes façons* il s'agit d'une « participation » sur la base du respect de la propriété privée, de la

nation, sur la base du respect de la *société bourgeoise*. Et c'est bien ainsi que Thorez l'entend : comme il ne compte pas dépasser ce cadre à lui imposé par l'alliance avec les couches petites-bourgeoises *et* françaises, ce cadre national, il ne lui reste plus qu'à faire cette économie française toujours plus bourgeoise, c'est-à-dire plus compétitive. Et notre super-patriote de se lamenter sur le déclin de la « créativité » française : « Dans le commerce international de la capacité inventive — les brevets d'inventions — et de la technologie — les licences de fabrication — notre pays qui fut le berceau des grands ingénieurs, importe aujourd'hui deux fois plus qu'il n'exporte. En 1959 la France a enregistré en matière de concession de licences un déficit net de plus de 36 millions de dollars. Nous sommes un pays techniquement déclinant avec un solde d'échange déficitaire même à l'égard de l'Autriche, à l'égard de la Suède, à l'égard du Danemark, et positif seulement à l'égard des pays sous-développés comme l'Espagne, le Portugal ou la Grèce ».

Ne nous étonnons pas que celui qui étale un aussi puant chauvinisme de grande puissance compte en dollars. Il est bien de la même famille que ce Charles Wilson, président de la General Motors Cy. — « Ce qui est bon pour la G.M.C. est bon pour les Etats-Unis » — puisqu'il ajoute : « Notre programme, les communistes de Renault le complètent pour leur part par une série de revendications destinées à placer ou à replacer l'entreprise à l'avant-garde du progrès technique dans l'industrie automobile et d'abord à développer les laboratoires de recherches... Ils doivent être félicités pour leur initiative heureuse et exemplaire, qui montre ce que l'application de notre programme apporterait aux travailleurs de la Régie Renault et à l'entreprise elle-même pour le bien du pays ».

Enfin, pour que nul n'en ignore : « Nous voulons le développement de l'électronique, nous voulons remettre effectivement la France aux premiers rangs du progrès scientifique et technique, ce qui n'est plus le cas, sauf de rares exceptions, et malgré les vantardises du pouvoir gaulliste ».

***

Là est la vraie victoire, non du gaullisme bien sûr, mais du capital. Notre Jourdain du XXe siècle s'est tellement imprégné de l'esprit de notre temps, il s'est tellement embourgeoisé qu'il fait du gaullisme sans le savoir. La technicité, l'efficacité, la France à l'avant-garde, la primauté de la France, la grandeur de la France, mais c'est le programme de de Gaulle ! Et ce programme n'est rien d'autre que la couverture idéologique de l'accumulation forcenée du capital financier français. Et c'est l'avenir ! Nous voulons parler de l'avenir immédiat. Si de Gaulle profite au maximum de la survie provisoire que l'échec de la IIIe Internationale a accordée au capitalisme, encore marche-t-il, en préparant les conditions matérielles objectives de la prochaine crise, dans le sens de l'histoire. Thorez, lui, va à l'encontre. Pas plus que l'économie bourgeoise, aujourd'hui hautement concentrée, ne saurait revenir à ses formes individuelles et libérales du siècle dernier, pas plus les institutions politiques bourgeoises ne sauraient revenir aux formes parlementaires qui n'étaient que la traduction des premières. L'histoire ne reverra jamais ni IVe, ni IIIe République, ni

Constituante d'aucune sorte. Et s'il est vrai que cet aspect du programme hybride khrouchtchevien est pure chimère, on peut espérer que l'autre, pour mieux adapté qu'il soit à un auditoire ouvrier, n'en finira pas moins de la même façon, au musée de l'histoire. Lorsque le prolétariat, grossi par la présente réforme des structures à laquelle travaille de Gaulle, se remettra en marche il sera difficile de lui faire à nouveau le coup du Front populaire. A l'actuelle dictature du capital, à ce « pouvoir du capital, par le capital, pour le capital » (Jeannette Vermeersch, *France Nouvelle* du 14-20 novembre 1962), il opposera alors non pas « le pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple », non pas la « démocratie véritable », non pas sa « participation à la direction générale des affaires » avec les familiaux, les modestes, les petits, les moyens, les milourds, les plumes et les coqs, mais sa lourde poignée prolétarienne, *sa propre et pesante dictature de classe, son pouvoir non majoritaire mais totalitaire.*

*
**

Le XXe siècle n'est pas le siècle de la démocratie : c'est celui du fascisme ou du communisme. Jusqu'ici le fascisme l'emporte. Si ce fait n'est pas clair pour beaucoup, cela tient à ce que les démocrates, les khrouchtcheviens en premier lieu, ont tout fait et continuent à tout faire pour l'obscurcir. Ce qu'ils ont présenté comme le caractère essentiel du fascisme — sa violence, dont l'emploi fut nécessaire précisément à cause de la menace immédiate et terrible que faisait peser sur l'ordre bourgeois la lutte violente du prolétariat — n'était qu'un aspect accessoire. Le caractère fondamental du fascisme était et reste l'intervention de l'Etat bourgeois non seulement dans la vie économique, mais dans tous les domaines de la vie sociale. Cette intervention, conséquence nécessaire du haut niveau de concentration du capital, et en particulier du capital financier, et destinée précisément à l'accélération continuelle du rythme de son accumulation, est un phénomène qu'on observe aujourd'hui partout. Ce que le démocratisme imbécile croyait spécifique de l'ère mussolinienne et de l'hitlérisme se manifeste en tous lieux, chaque jour, et tend à devenir la règle. C'est pourquoi nous affirmons : c'est le fascisme qui a gagné la guerre !

L'acte le plus lâche des Thorez fut précisément de lancer les prolétaires français à la défense de la sacro-sainte démocratie dans une guerre impérialiste ignoble dont la dictature du capital devait sortir nécessairement renforcée, nos valets ayant d'ailleurs bien pris soin de liquider matériellement les vestiges de l'Internationale de Lénine. Les conséquences de cette trahison sont celles dont Thorez se plaint sempiternellement, depuis quinze ans déjà. Mais le prolétariat restera sourd à ses pleurnicheries démocratiques. Et aux appels frénétiques qu'il lance pour la science française, pour la production française, pour la grandeur française, il répondra : Dictature internationale du prolétriat ! Abolition du salariat !

SOCIALISME ET SYNDICALISME

DANS LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS

PREMIÈRE PARTIE : 1876-1914

AVANT-PROPOS

Le mouvement syndical français — ou ce qui en reste dans la centrale qui se réclame impudemment de sa tradition historique — approche de son « heure de vérité » : le moment n'est plus loin où la C.G.T. devra renoncer à ses dernières attitudes d'*opposition* à la politique du patronat et du gouvernement. Devenue seulement vers 1936 un véritable syndicat de masse, elle n'a jamais été capable de maintenir hauts et fermes les principes fondamentaux du syndicalisme de lutte de classe, mais elle n'avait jamais encore confessé franchement son réformisme contrairement aux *Trade-Unions* anglaises ou aux syndicats allemands. Le moment est venu pour elle de « s'aligner ».

Depuis longtemps la vieille C.G.T. de tradition révolutionnaire n'existait plus : elle ne faisait que tenter de se survivre. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale son histoire n'a été qu'un tissu de menaces vaines et d'abandons scandaleux, de « réussites » trompeuses et d'échecs catastrophiques, de réunifications éphémères et de scissions durables. Pendant tout ce temps et toutes ces occasions, elle n'a cessé de perdre et de gaspiller en masse cette énergie prolétarienne de lutte et de révolte, toujours déçue mais toujours renaissante, qui naît de l'exploitation capitaliste et que l'exploitation capitaliste réveille toujours, mais que la traîtrise opportuniste fourvoie toujours en la canalisant vers des buts opposés à ceux du prolétariat révolutionnaire, tels la « restauration de la démocratie », « l'indépendance nationale », la « sauvegarde de la production », « l'expansion », etc.

Si les opportunistes et les renégats qui contrôlent l'actuelle C.G.T. ont pu, en dépit de maintes crises, conserver intacte leur influence sur les ouvriers les plus combatifs, dont le nombre va d'ailleurs en diminuant, cette influence ne pourra pas se maintenir pendant bien longtemps sur la base de cette « opposition » équivoque et superficielle qui est devenue de tradition dans ce syndicat. Depuis le Front Populaire de juin 1936 et, plus encore, depuis la Libération d'août 1944, la C.G.T. ouvrière a cessé d'être une organisation

prolétarienne. Politiquement, elle a adopté une plateforme de défense de la société bourgeoise et adhéré sans réserve à son idéologie. Pratiquement, elle s'est toujours refusée lors des grèves et conflits sociaux parfois violents qui se sont déroulés depuis la guerre, à déclencher de vraies batailles avec les moyens propres au prolétariat. Pourtant elle n'avait jamais encore avoué expressément, comme elle est en train de le faire depuis deux ou trois congrès, que pour conserver ses adhérents il lui fallait pratiquer la plus basse collaboration de classe à tous les échelons de son activité et dans les formes les moins équivoques.

La liquidation du parlementarisme traditionnel, c'est-à-dire l'éviction de la petite-bourgeoisie comme facteur de jeu parlementaire, l'essor vertigineux du productivisme, les diverses conséquences de la guerre d'Algérie sont sans aucun doute à l'origine de cette évolution, mais ils n'ont fait que précipiter et accentuer le processus souterrain qui depuis des années minait déjà la grande centrale opportuniste. Depuis la fin de la guerre, la C.G.T. allait accumulant et multipliant les compromis et les abandons qui devaient priver les travailleurs de leurs ultimes possibilités de résistance aux exigences draconiennes de l'exploitation. Lier le sort des travailleurs à l'expansion de la production nationale, c'était les lier eux-mêmes à *leurs entreprises*. Dès lors comment auraient-ils pu « prendre leur part » (!) de la trompeuse « prospérité » bourgeoise, sinon en se résignant aux formes jadis les plus haïes de l'exploitation capitaliste : travail aux pièces, heures supplémentaires, salaire au rendement, etc., qui augmentent les « rentrées » de l'ouvrier sans diminuer le profit de la sacro-sainte entreprise ? Tout cela n'empêcha d'ailleurs pas les ouvriers de tomber dans le piège du crédit qui, pour un peu de confort douteux, leur met au cou le carcan certain des traites à échéance et aggrave encore leur dépendance à l'égard de l'employeur. Leur combativité, et bien entendu leur unité ainsi ruinées, la C.G.T., responsable en fait de cette ruine, put se plaindre qu'elle était dans l'impossibilité de défendre les conditions de travail des ouvriers par la faute des ouvriers. Ces plaintes sont au fond tout ce qui l'ont distinguée des autres centrales, ouvertement conformistes. Si elle a signé des accords d'entreprise interdisant les grèves pour toute une année, c'est « parce qu'elle y a été obligée » : pardi ! A-t-elle été également « obligée » de réclamer sa propre participation aux discussions sur l' « intéressement » des ouvriers, dont elle continue platoniquement à condamner le principe ? Il lui faut maintenant, pour conserver quelques lecteurs à sa presse syndicale, s'aligner sur l'abjecte propagande bourgeoise qui endort les travailleurs en leur faisant miroiter les progrès de la technique, le luxe à la portée de toutes les bourses, les vacances populaires, la mode et le sport. Tous ces détails caractéristiques même s'ils paraissent de simples détails démontrent que le masque d'intransigeance de la C.G.T. est près de tomber, qu'elle va être obligée de renoncer jusqu'à cette hostilité de façade contre le patronat et le gouvernement qui lui servait à dissimuler sa collaboration de classe effective.

Cette déchéance, si elle a pour résultat immédiat et brutal de décourager et de rejeter dans l'inaction ceux qui conservaient quelque foi dans la valeur combative de la C.G.T., a aussi son aspect positif. Accentuant aujourd'hui

la division et l'impuissance des ouvriers, elle rendra pourtant plus difficile, lors de la reprise générale de la lutte prolétarienne, les diversions et le sabotage que les dirigeants syndicaux ont jusqu'ici réussis avec une facilité déconcertante. Plus l'appareil syndical se bureaucratise et se sépare de la base ouvrière, plus les manœuvres dilatoires de ses dirigeants sont malaisées et plus grandes sont les chances d'une radicalisation des mouvements. La possibilité d'une orientation de classe des luttes à venir suppose cependant une condition qui est loin d'être remplie : la formation d'éléments solidement imprégnés des principes fondamentaux de l'action prolétarienne, la présence du parti de classe — fût-il encore à l'état embryonnaire — dans toutes les agitations. Pour en arriver là un effort énorme est nécessaire, d'autant plus difficile à accomplir que la jeune génération politique est particulièrement inavertie des expériences passées. C'est précisément pour combler cette lacune que nous avons entrepris le raccourci historique qu'on va lire.

Que notre but soit bien clair. Nous ne « découvrirons » rien ; nous ne « révèlerons » rien, contrairement à tous ces « réhabilitateurs » aujourd'hui fort prisés... même par la presse bourgeoise. Nous chercherons seulement à attirer l'attention des lecteurs (et particulièrement des jeunes) sur les points les moins compris sinon les moins connus de l'histoire du mouvement syndical, sans autre prétention que de reconfirmer les principes que le marxisme a tirés de toute l'histoire et de toutes les formes de lutte de la classe ouvrière. Plus particulièrement, contre le préjugé profondément enraciné en France, et qui veut que le *syndicat* soit une forme plus apte que le *parti* à défendre les intérêts ouvriers et à conduire le prolétariat à la victoire, nous voulons prouver historiquement que s'il est arrivé *une seule fois dans l'histoire* que les principes de la lutte de classe intransigeante soient défendus par une organisation *autre* que l'organisation politique du prolétariat, il n'est pas un cas où ce dernier soit sorti d'une période de dépression et de reflux en se passant des principes et de la vision programmatique révolutionnaire qui sont l'apanage exclusif du *parti*.

Dans ce pays où, pour diverses raisons historiques, il n'a jamais existé de grand parti du nom de marxiste (carence fatale pour le prolétariat non seulement français mais international), les contrastes sociaux n'en ont pas moins été aigus, nous laissant des expériences riches d'enseignements. Après le triomphe définitif des formes politiques bourgeoises, l'expansion du capitalisme aux dépens des modes antérieurs de production devait fatalement déterminer d'amples luttes sociales ; celles-ci n'ont cependant pas été encadrées par une organisation *marxiste* mais par le *syndicalisme révolutionnaire*, né au sein des organisations syndicales, mais marqué par une idéologie qui mieux que le marxisme répondait aux traditions de pensée de la France ex-« révolutionnaire » et longtemps petite-bourgeoise. L'orientation qu'a prise dès le départ le mouvement ouvrier français a eu pour effet de retarder l'implantation du marxisme en son sein ; c'est pourquoi son histoire met dans un relief particulier toutes les lacunes du syndicalisme et des idéologies qui en relèvent directement ou non. En effet, si durant deux décennies au moins les représentants de l'école syndicaliste ont détenu le monopole de toute l'énergie ouvrière existante, ils ont démontré par leur chute dans la collaboration de classe à l'éclatement de la guerre de 1914, ne pas avoir été mieux

armés contre la corruption du système bourgeois que les hommes politiques qui, eux, y avaient succombé par opportunisme électoral. Ce fait suffit à réfuter définitivement la fable puérile de la « supériorité » du syndicat sur le parti en tant qu'expression du prolétariat. Il prouve en outre que le maintien d'un programme et d'une attitude révolutionnaires jusque dans les époques de réaction n'est pas simplement une question d'organisation !

Lorsqu'éclata la guerre impérialiste, les hommes de syndicat comme ceux de parti tombèrent avec ensemble dans la collaboration de classe : voilà ce que nous enseigne la première partie de notre historique syndical. Quand, sur tous les fronts de la lutte, la classe ouvrière est battue, ce sont *toutes ses organisations* qui passent sous le contrôle direct ou indirect des agents du capitalisme. Mais ce que nous enseignera la seconde partie, c'est que, de cette situation de défaite, le parti *seul,* à l'exclusion de tout autre type de groupement, peut tirer le prolétariat. La troisième partie de l'histoire du syndicat, qui n'est pas encore conclue dans les faits, n'est pas non plus maigre d'enseignements à ce propos. Après la seconde vague opportuniste qui emporta l'Internationale de Moscou et ses divers partis comme la première avait emporté la Seconde Internationale, non seulement la *déviation syndicaliste* a dévoyé les rares énergies révolutionnaires survivant à la débâcle et ainsi retardé considérablement le regroupement de l'avant-garde ouvrière, mais encore des tendances authentiquement *politiques* et issues du mouvement *communiste* et *prolétarien* (le trotskysme par exemple, ou encore la tendance des « communistes de conseils ») ont perdu, en voulant agir à tout prix sur le terrain limité que s'assigne tout syndicalisme doctrinal, la tradition révolutionnaire qu'elles avaient recueillie de la bouche même des victimes de la contre-révolution stalinienne. Dès lors que des tendances et des mouvements se réclamant du marxisme veulent conjurer la débâcle de *toute* la classe ouvrière en se confirmant dans le cadre étriqué des entreprises, dès lors qu'ils escomptent découvrir la voie de la reprise sociale par la pratique routinière des revendications immédiates et en invoquant le mythe de la « conscience spontanée » de classe, dès lors qu'ils s'essayent à accroître leur propre force numérique dérisoire par des regroupements hybrides à mi-distance entre le parti et le syndicat, ils se perdent eux-mêmes en tant qu'éléments de tradition et de continuité révolutionnaires, car ils abandonnent irrémédiablement le terrain *politique* qui est celui de la révolution sociale, pour se cantonner sur le terrain *économique* qui est celui de la société en vigueur et où le prolétariat ne peut donc qu'aménager son esclavage, non s'en libérer.

Voilà donc la grande leçon qui nous reste de la longue période de confusion et d'impuissance dont nous commençons à peine à entrevoir l'issue : la lutte du prolétariat, sous toutes ses formes, ne peut être qu'une lutte *politique* ; à plus ou moins brève échéance une telle lutte vise à la *prise du pouvoir,* à la disposition par le prolétariat de la totalité des moyens de production. C'est par cette voie et par cette voie seule que la classe ouvrière peut non seulement s'affranchir de la servitude salariée, mais affranchir la société tout entière des lois meurtrières et infâmes de l'économie mercantile. Quand le prolétariat est lancé dans cette voie, qui est sa véritable voie de classe, il n'y a pas de problèmes distincts qui intéresseraient, les uns l'activité syndicale,

les autres l'activité politique ; il n'y a pas d'opposition de buts et de moyens entre le syndicat de classe et le parti de classe. Si la divergence survient, si les deux organismes se combattent, c'est un indice de reflux ou de stagnation de la lutte prolétarienne, c'est la preuve qu'une partie de la classe ouvrière demeure ou passe sous l'influence de la bourgeoisie capitaliste, c'est que l'un des deux organismes est devenu l'auxiliaire de la bourgeoisie auprès des travailleurs. Dans le camp de la trahison, on a vu souvent le *parti* car aucune forme d'organisation prolétarienne peut être totalement imperméable aux influences ennemies. Mais chaque fois le syndicat l'a suivi (s'il ne l'avait pas précédé) dans cette évolution fatale et d'une façon d'autant plus néfaste et honteuse qu'elle se dissimulait sous le masque de l'*autonomie formelle* du syndicat ouvrier à l'égard non seulement du gouvernement, mais de tout parti, le parti n'étant jamais composé de « seuls travailleurs ».

Par nature, l'activité syndicale tend à s'enfermer dans des revendications limitées à certains secteurs de la production, à certaines catégories de salariés, chaque syndicat de métier se préoccupant des membres de sa profession, chaque union locale s'intéressant en priorité à sa région. Sur cette base, la classe ouvrière ne peut maintenir une unité de classe ; dans le cadre limité de la profession ou de la localité, c'est le capitalisme qui dicte aux ouvriers leur propre comportement, qui est concurrence et auto-destruction de leur force collective ; ou alors il faut qu'un grand nombre de travailleurs adhère au même but politique révolutionnaire, en d'autres termes que vive le parti de classe.

C'est pourquoi, lorsqu'il s'agit, comme dans la situation présente, de reconstruire, et le *syndicat* et le *parti*, on ne saurait admettre la moindre distinction de nature entre revendication « économique » et revendication politique. Toute lutte, même la plus élémentaire et la plus limitée, doit concourir au renforcement du prolétariat et à sa réorganisation en vue de sa mission politique de révolution. Toute lutte doit en premier lieu permettre aux ouvriers de surmonter la *concurrence* à laquelle le capitalisme les pousse nécessairement et que la trahison opportuniste ne fait qu'exacerber. Si la fonction essentielle du syndicat *comme organisme de la classe ouvrière* est de combattre cette concurrence et d'en dénoncer les effets désastreux, *a fortiori* le syndicat ne peut-il, sans perdre son caractère de classe, l'*encourager*. Or c'est ce que font *tous les syndicats* sans exception aujourd'hui, depuis les syndicats chrétiens jusqu'à la C.G.T. en passant par la visqueuse Force Ouvrière.

On comprend aisément que lorsque les alliés du capitalisme sont parvenus à monopoliser la direction des syndicats, grâce en particulier aux liens puissants qui lient les travailleurs non révolutionnaires à la prospérité bourgeoise, les syndicats ne peuvent redevenir des organisations de classe par la seule spontanéité des syndiqués, divisés et découragés ; il faut pour cela la lutte longue et persévérante d'une avant-garde organisée et consciente. Toute l'histoire que nous allons ici retracer démontre qu'en dehors du *programme historique* du prolétariat et de l'expérience des luttes qu'il a déjà menées pour sa réalisation il n'y a pas de « conscience prolétarienne ».

— I —

CADRE HISTORIQUE ET SOCIAL DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS

Un trait dominant du mouvement.

L'histoire du mouvement syndical en France peut être divisée en trois phases. La première occupe la période qui s'étend de 1876 à la guerre mondiale de 1914. La seconde dure de 1914 jusqu'aux lendemains du second conflit impérialiste de 1939-45. La dernière enfin s'achève avec l'avènement du gaullisme et la guerre d'Algérie.

La première époque est essentiellement marquée par l'échec du syndicalisme révolutionnaire dans sa tentative de suppléer le mouvement socialiste embourbé dans la collaboration de classe et le parlementarisme à la tête des luttes ouvrières. Les syndicalistes, en dépit de leurs intentions révolutionnaires, étaient aussi conformistes dans le *but* que les socialistes l'étaient dans leurs *moyens* d'action et c'est pourquoi, pas davantage que ces derniers, ils ne pouvaient résister à la débâcle politique lors de l'éclatement de la guerre impérialiste.

La seconde période témoigne d'un effort révolutionnaire tout aussi infructueux, celui qui fut entrepris cette fois par le jeune parti communiste français, en vue de mobiliser toutes les forces vives du mouvement syndical dans la perspective tracée par la Troisième Internationale. Echouant dans leur tentative d'arracher les masses à l'influence des dirigeants réformistes, les communistes, que quelques transfuges du syndicalisme révolutionnaire avaient rejoints, laissèrent s'accomplir la scission syndicale de 1921 qui isola des ouvriers les militants les plus actifs ; puis, quelques années plus tard, ils refirent l'unité avec les traîtres de la seconde internationale et leurs acolytes syndicaux, la grande unité de honte de 1936 qui prépara l'embrigadement du prolétariat international dans la seconde guerre impérialiste.

La dernière phase est l'aboutissement logique de cette succession d'échecs ; c'est la phase de la trahison totale et générale de toutes les tendances politiques ou syndicales du mouvement ouvrier, de leur passage déclaré au service du capitalisme, du contrôle direct ou indirect de l'Etat bourgeois sur toutes les organisations syndicales, de la défaite des ouvriers jusque dans leurs dernières tentatives de résister à l'exploitation. Dans cette phase, la division du mouvement syndical ne se fait plus entre révolutionnaires et réformistes, mais entre divers complices syndicaux du capitalisme. En fonction de sa clientèle propre, chaque centrale participe à sa façon au sabotage général de la lutte ouvrière et toutes, de la C.G.T. à F.O. et à la C.F.T.C., elles se rangent délibérément sous le drapeau de la bourgeoisie : intérêt supérieur de la production et grandeur française. Au-delà de cette phase qui est loin d'être terminée perce pourtant la possibilité d'une reprise prolétarienne dans laquelle le syndicat pourra retrouver sa fonction de lutte de classe : la crise

qui mûrit au sein de la société bourgeoise décadente doit en effet non seulement entraîner dans sa chute les partis capitalistes, ses suppôts traditionnels, et les opportunistes aujourd'hui placés à la tête des syndicats, mais ressusciter le parti révolutionnaire, sans lequel toute cette pourriture saura encore se survivre longtemps.

L'étude de ces trois phases du mouvement syndical met en évidence une caractéristique frappante du mouvement ouvrier français : c'est la réapparition constante, après des phases plus ou moins longues de diffusion plus ou moins efficace des positions révolutionnaires, de l'influence idéologique de la petite-bourgeoisie au sein des organisations de travailleurs. Le prolétariat français, comme classe révolutionnaire, a été littéralement décapité par l'écrasement de la Commune et pareille épreuve ne pouvait pas ne pas lui laisser une empreinte indélébile. S'il faut de longues décennies de luttes et de propagande pour arracher le mouvement ouvrier à sa gangue originelle d'idéologies petites-bourgeoises, il suffit d'une seule bataille perdue pour en compromettre tous les résultats. Quand cette bataille survient avant que ce travail de préparation ait été achevé — voire même tant soit peu avancé, comme ce fut le cas pour l'héroïque prolétariat parisien — les conséquences de la défaite n'en sont que plus lourdes.

Dans ses formes élémentaires et immédiates, la lutte ouvrière se développe *à l'intérieur* du cadre juridique et social de l'exploitation capitaliste. Elle exprime, le plus souvent avec violence, la révolte des travailleurs contre la situation dans laquelle elle les enferme, mais elle ne les détache que *passagèrement* d'un système de valeurs auquel ils sont liés, par des liens non seulement économiques, mais idéologiques et moraux. Ces liens, la lutte journalière peut momentanément les affaiblir, mais seule l'organisation politique de classe peut véritablement les combattre. Possédant la vision d'*autres* rapports de production que ceux de l'exploitation de la force de travail, elle s'est déjà émancipée de leurs effets politiques et moraux et peut donc dans des circonstances favorables en émanciper aussi de façon plus ou moins large et durable, le reste de la classe ouvrière. Mais si cette organisation est détruite, ses militants fusillés ou déportés, ses adhérents dispersés par la répression, il est fatal que l'emprise ennemie se rétablisse plus vigoureusement encore.

En France, plus que partout ailleurs, l'idéologie qui enchaîne le prolétariat au capitalisme, c'est le culte de la *démocratie*. Des premiers flottements politiques du Parti Ouvrier de 1880 aux saturnales belliqueuses de 1914 et 1939, pas un reniement, pas un abandon qui ne s'y soit accompli sans célébrer la démocratie, la démocratie à conquérir, la démocratie à défendre... ou à « rénover ». Au début de leur histoire, les ouvriers se heurtaient journellement au cadre légal de la démocratie et finissaient par se dresser contre elle les armes à la main, *mais sans le savoir*. Par la suite, grâce à l'expérience, à la critique et à la diffusion des principes socialistes, ils prirent conscience de cette équation capitale : démocratie = capitalisme, misère et exploitation. Mais ce progrès considérable fut sans cesse remis en cause par les échecs et la stagnation de la lutte sociale. Tout reflux de l'agitation révolutionnaire réintroduisait en effet dans les fractions avancées de la classe ouvrière les revendications de

« liberté » et de « justice » dont la lutte précédente avait pourtant démasqué le contenu d'esclavage et d'oppression.

Pour toute la période qui s'étend de 1830 à 1871, cette règle ne trouve pas d'exception, comme il est compréhensible puisqu'il a fallu un demi-siècle à la bourgeoisie française pour conquérir sa forme propre de gouvernement, et qu'elle ne l'a conquise qu'avec l'aide du prolétariat, toujours sollicité, toujours massacré dès le premier avantage militaire acquis sur la monarchie. Mais comment expliquer que lorsque tout mobile historique d'alliance entre prolétariat et bourgeoisie eût disparu avec la stabilisation définitive de la démocratie capitaliste, le parti prolétarien solidement constitué quelques années après la Commune et, cette fois, solidement campé sur la base du marxisme, ait à nouveau, par la suite, succombé au préjugé démocratique et, ce coup-ci, sans lutte et sans répression ? C'est ici qu'un examen plus serré de la société française et de son historique contemporaine apparaît nécessaire.

La faiblesse théorique qui devait conduire le Parti Ouvrier français à la collaboration de classe de la première guerre mondiale ne relève sans doute pas de raisons exclusivement nationales puisque la même déchéance attendait presque toutes les sections de l'Internationale Socialiste. Une défaite historique du prolétariat moderne n'est jamais un phénomène purement national, mais il n'en est pas moins vrai que les signes avant-coureurs de la faillite de la Seconde Internationale se sont manifestés d'abord en France, que la trahison bellico-patriotarde s'y est affirmée d'une façon plus totale que dans les autres pays, et que, quand en 1939-45 le mouvement communiste succomba à son tour à la deuxième union sacrée, ce fut encore en France qu'elle commença, ce fut encore le parti « communiste » français qui en donna le ton, battant tous les records de l'abjection chauvine.

Quand les principes internationalistes ne sont pas plus solidement ancrés dans la classe ouvrière d'un pays, quand la déroute idéologique y reprend toujours les mêmes thèmes et s'y habille des mêmes formules aussi surannées qu'odieuses, une explication historique devient nécessaire. Dans le cas de la France elle devra montrer pourquoi et comment la révolution bourgeoise a dû pour abattre le féodalisme, faire appel à une classe destinée à devenir son pire adversaire : le prolétariat. A la suite de cette coalition éphémère entre bourgeoisie et prolétariat embryonnaire, l'antagonisme éclata à plusieurs reprises. Explosion *nécessaire*, eu égard au « niveau historique » général de développement de la société moderne, *précieuse* en ce qui concerne la formulation définitive du programme historique du prolétariat international, mais trop *précoce* pour ce qui regardait l'état qualitatif et quantitatif des forces de la classe ouvrière française et qui, chaque fois, devait donc se conclure par une défaite totale de cette dernière.

Formé dans une société au passé rempli de luttes politiques, le prolétariat français s'est donc épuisé dans des révoltes sanglantes en vue d'abolir le capitalisme *avant* que le développement de ce capitalisme lui en ait fourni la force. S'il a ainsi écrit les premières pages glorieuses du mouvement qui devait conduire à la victoire prolétarienne de l'Octobre russe, s'il a tracé avec son sang les lignes immuables du programme révolutionnaire de sa classe, il y a

perdu une énergie historique qu'il ne devait plus jamais reconquérir, même quand l'industrialisation capitaliste fut venue grossir ses rangs de centaines de milliers d'hommes, et qu'il eut assimilé les principes fondamentaux du socialisme moderne.

Deux grandes révolutions bourgeoises.

Une classe ouvrière donnant l'exemple de la lutte révolutionnaire la plus radicale avant même d'être arrivée à son plein épanouissement dans le cadre national ; un prolétariat livrant le premier assaut historique au capitalisme dans un pays où le capitalisme n'avait pas encore atteint son maximum d'expansion ; telles sont les contradictions qui expliquent toute l'évolution ultérieure du mouvement ouvrier français (et en particulier ses caractères originaux sur le plan syndical) et qui se comprennent mieux à la lumière d'une comparaison entre les révolutions bourgeoises française et anglaise.

En Angleterre, la bourgeoisie fit sa révolution avec ses seules forces de classe. Elle sut combiner toutes les méthodes d'accumulation primitive, exproprier brutalement la paysannerie, s'incorporer la nouvelle noblesse, réformer la religion et spolier l'Eglise. C'est pourquoi quand le prolétariat se manifesta, ce fut immédiatement comme classe opprimée et opposée à l'Etat bourgeois, et non pas comme allié de la bourgeoisie révolutionnaire ainsi qu'en France.

En France, où la bourgeoisie manufacturière n'était que faiblement développée, où, longtemps abritée à l'ombre protectrice de la monarchie, elle s'était montrée impuissante contre les corporations et complice de la propriété foncière, la révolution bourgeoise fut essentiellement l'œuvre de la petite bourgeoisie appuyée par le prolétariat naissant ; pour « l'exporter » à travers l'Europe, le premier Bonaparte sollicita en outre la paysannerie. C'est pourquoi jusqu'à son achèvement tardif et laborieux, on assista à des périodes plus ou moins longues de coalition entre petite-bourgeoisie et prolétariat, qui laissèrent une durable empreinte jacobine sur les partis et groupements ouvriers, et qui s'expliquent finalement par le fait que la révolution française fut relativement *tardive.*

En Angleterre la classe ouvrière n'intervint pas *avant* le plein développement des formes capitalistes ; en France elle fut un artisan de la lutte politique qui assura leur triomphe. En Angleterre le capital modela d'emblée la structure sociale à l'image de ses intérêts (1) ; en France la bourgeoisie eut besoin de tout un siècle pour diriger son propre Etat et, avant d'y parvenir, elle dut subir l'intervention, sur la scène politique, de toutes les classes de la

(1) Alors qu'en France, encore en 1896, la majorité de la population (70 %) est rurale (et en grande partie liée à la parcelle) et que les 9/10 de l'industrie sont constitués par de toutes petites entreprises de 3 à 4 ouvriers, en Angleterre, *dès 1834,* date de la venue au pouvoir de la bourgeoisie, la nouvelle « loi sur les pauvres » supprime l'assistance paroissiale aux indigents valides, exproprie des masses de travailleurs à domicile et de paysans et provoque un afflux extraordinaire de main-d'œuvre dans la grande industrie.

société : bourgeois et propriétaires fonciers en 1830, prolétaires en 1848, paysans ralliés aux aigles fanés du second Bonaparte en 1851, prolétaires encore dans la glorieuse Commune de 1871. Mais pendant toute cette période la petite-bourgeoisie fut toujours présente. Rarement héroïque mais toujours bruyante ; éloquente mais lâche, oscillant sans cesse entre le capital et le prolétariat, elle conquit à sa façon sa participation au pouvoir en investissant progressivement les assises du capitalisme, en se casant au Parlement, en s'infiltrant dans l'administration, pour finalement, lorsque la forme républicaine de gouvernement fut établie sans retour, se hisser jusqu'au timon de l'Etat, qu'elle tint en main pendant plus de cinquante ans au service du capital.

Ce rôle considérable de la petite-bourgeoisie dans l'histoire du capitalisme français doit être expliqué, car c'est lui qui a fait le plus puissamment obstacle au triomphe du marxisme en France et déterminé la maladie endémique des organisations politiques et syndicales du prolétariat français. On connaît déjà ses origines, mais la durée de son influence pernicieuse ne peut s'expliquer uniquement par le passé révolutionnaire. Si on comprend que celui-ci ait facilité l'influence de la petite-bourgeoisie sur la classe ouvrière, on ne comprend pas que cette influence n'ait cessé de s'accroître pendant plus de cinquante ans, *au sein de la société bourgeoise tout entière*, des partis, de l'administration, de l'Etat. A cela il doit y avoir des raisons économiques.

Ces raisons résident dans les formes parasitaires du capitalisme français. Par suite des vicissitudes internationales et de l'inégal développement des ressources énergétiques du pays, le capital financier se développa bien plus vite en France que le capital industriel. Cela a eu en politique deux conséquences qui ont longtemps masqué aux contemporains la signification véritable des luttes qu'ils menaient. A cause de la faiblesse relative du capital industriel, la bourgeoisie française parvint très tard à une unité de classe (2).

---

(2) « Sous les Bourbons c'était la grande propriété foncière qui avait régné, avec ses prêtres et ses laquais. Sous les Orléans c'étaient la haute finance, la grande industrie, le grand commerce, c'est-à-dire le *capital* avec sa suite d'avocats, de professeurs et de beaux parleurs. La royauté légitime n'était que l'expression de la domination héréditaire des seigneurs terriens, de même que la monarchie de Juillet n'était que l'expression politique de la domination usurpée des parvenus bourgeois. Ce qui, par conséquent divisait entre elles les fractions, ce n'était pas de prétendus principes, c'étaient leurs conditions matérielles d'existence, deux espèces différentes de propriété, le vieil antagonisme entre la ville et la campagne, la rivalité entre le capital et la propriété foncière. » « ... Nous parlons de deux intérêts de la bourgeoisie, car la grande propriété foncière, malgré sa coquetterie féodale et son orgueil de race, *s'était complètement embourgeoisée* par suite du développement de la société moderne. » (K. Marx ; *Le dix-huit brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte*). Dans toute la littérature marxiste il n'est peut-être pas de description plus mordante, plus féroce, plus *exacte* des grands mouvements de transformation de la jeune société capitaliste. Marx y a décrit l'anatomie de la société française avec un luxe de détails qui n'ont pas seulement le mérite de l'exactitude mais qui ont valeur générale d'anticipation sur tous les événements qui devaient se dérouler jusqu'à la fin du siècle. En expliquant *en 1852*, comment les deux fractions royalistes de la bourgeoisie française sentaient tout à la fois que la seule forme possible de leur domination était la république et que cette république porterait la lutte de classe à son degré maximum, Marx dénonçait, vingt-cinq ans à l'avance, la bourde monumentale des opportunistes socialistes qui tremblaient à tout instant devant le fantôme de la restauration monarchique.

Longtemps partagée entre deux et même trois fractions royalistes, elle finit par adopter la république uniquement par peur du prolétariat, sans pouvoir cependant conjurer le spectre de la république sociale incarnée dans la brève Commune de 1871. Même après l'écrasement de celle-ci, elle continua à bouder la forme républicaine dont la nécessité et l'efficacité faisaient cependant de moins en moins de doute. La petite-bourgeoisie, au contraire, s'en montra très vite partisan résolu parce qu'elle en attendait une importance politique que la monarchie lui avait presque toujours refusée, et que par « démocratie » elle entendait précisément sa propre importance. Cela ne l'empêcha pas de tirer parti de son républicanisme comme d'une position anti-bourgeoise auprès du prolétariat, lui insufflant sa propre crainte d'une réaction « monarchique » qui menaçait bien davantage ses intérêts à elle que ceux des ouvriers.

Dans ces querelles de surface de la bourgeoisie, il ne pouvait s'agir pourtant d'un retour à des formes pré-capitalistes et les bagarres... parlementaires entre républicains et réactionnaires ne servaient qu'à masquer un phénomène plus profond : la promotion de la petite bourgeoisie *comme instrument du capital financier*. Dans cette fonction, la petite bourgeoisie était irremplaçable. Il fallait créer les conditions les plus favorables à l'accumulation du capital, c'est-à-dire entretenir la confiance des petits épargnants, garantir aux « bas-de-laine » de la campagne la paix sociale contre les « partageux », neutraliser le prolétariat en utilisant l'argument irrésistible de la « menace de la réaction » et de la nécessité de « l'unité autour de la République », besognes dans lesquelles les jacobins en pantoufles et les héritiers dégénérés de la grande « Montagne » de 1793 excellaient. Parvenus à la direction de l'Etat, ils surent d'ailleurs joindre à ces talents la corruption des cadres syndicaux, la provocation à l'égard des ouvriers et l'utilisation désinvolte de l'armée contre les grévistes de la ville et des champs.

Indispensable donc pour drainer l'épargne dans les coffres du grand capital et pour créer le climat politique propice aux placements lucratifs et aux spéculations, la petite bourgeoisie ne l'était pas moins pour décourager les luttes ouvrières et détourner le prolétariat de ses objectifs de classe. Ceci explique déjà en grande partie pourquoi le mouvement ouvrier, pris dans le grand jeu de la « défense républicaine » a pu se laisser surprendre, contaminer et pourrir par les divers émissaires de la petite bourgeoisie.

Deux formes de corruption du prolétariat.

Il est un autre facteur d'importance historique qui consolida cette influence et lui permit de se perpétuer jusqu'à nos jours : c'est l'impérialisme et la conquête des colonies. On ne souligne pas assez, en général, que 1880, date de la constitution des organisations ouvrières de masse, fut aussi celle où le capital financier suffisamment concentré entreprit sa campagne d'expansion mondiale en commençant, à la pointe des baïonnettes, le pillage systématique de l'Asie et de l'Afrique. En même temps qu'il augmentait la puissance du capital financier, le produit de ses rapines assurait à la petite-bourgeoisie, qu'elle fût rentière, administrative ou parlementaire, une part appréciable

des profits, et en outre des alliés indéfectibles dans les couches supérieures du prolétariat, grâce à la corruption que des miettes de ces profits rendait possible.

Si cette corruption d'éléments issus de la classe laborieuse eut, en fin de compte, les mêmes résultats que la corruption « à l'anglaise », elle n'en revêtit pas moins des formes différentes. En Angleterre, l'exploitation coloniale avait assuré à la bourgeoisie une paix sociale sans fissure. En France, elle ne put empêcher des luttes de classes provoquées par l'industrialisation plus récente et qui ne cessèrent pas tout au long de la Troisième République. Depuis longtemps déjà, depuis la faillite du Chartisme, le mouvement ouvrier anglais s'était orienté vers une politique réformiste. Sur le continent (et en particulier en France), le réformisme mit un demi-siècle encore à triompher, précisément en raison du retard de l'industrie européenne sur l'industrie anglaise. Délaissant l'industrialisation du pays pour des spéculations à l'extérieur, le capitalisme français entretenait l'anachronisme social du pays, c'est-à-dire la prédominance numérique de la paysannerie sur les classes urbaines, de la petite-bourgeoisie sur le prolétariat industriel, des rentiers sur les entrepreneurs. En Angleterre, le prolétariat étouffait sous le poids de la prospérité capitaliste. En France, il ne parvenait pas à s'organiser en dépit de trois décennies de luttes épuisantes à cause du poids de l'archaïsme social.

Les influences combinées de tous ces facteurs agirent de façon à rendre très difficile la formation d'un véritable grand parti prolétarien. La puissance du capital financier entretenait des formes de parasitisme social qui constituaient, en même temps qu'une source permanente de corruption idéologique des diverses couches ouvrières, un obstacle énorme à la formation d'un vaste prolétariat industriel. L'importance de la petite-bourgeoisie et son rôle politique étaient tels qu'ils eurent finalement raison des principes intransigeants du noyau marxiste du socialisme français. L'existence de mille petits métiers, la dispersion des ouvriers dans une multitude d'entreprises rendaient impossible la formation de vastes organisations syndicales et laissèrent, en fin de compte, la direction des syndicats existants aux tendances issues de l'Anarchisme. Face à ces tendances, enfin, le parti marxiste perdit très tôt la partie, renforçant les éléments sains du mouvement dans leurs préjugés antipolitiques alors qu'il aurait dû les regrouper sur une véritable plate-forme de classe.

C'est ainsi que, quand la grande crise de régime du capitalisme éclata avec la guerre impérialiste 1914-18, le prolétariat français fut le seul de tout le continent à ne pas disposer, au sein des vieilles organisations dégénérées, d'une fraction radicale capable de reprendre le flambeau révolutionnaire de la lutte prolétarienne qui figurait dans sa tradition et dont la flamme avait été ravivée par la révolution bolchevique.

(*A suivre.*)

L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE de la Révolution d'Octobre à nos jours

IV. — LE TRIOMPHE DU « SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS »

SOCIALISME ET POPULATION

L'apologétique soviétique veut utiliser l'évolution de la population pour prouver l'existence du socialisme en Russie. Elle se base sur les données suivantes : augmentation de la population — élévation du rythme d'accroissement de la population — diminution radicale de la mortalité — natalité supérieure à celle des autres pays — augmentation absolue et relative de la classe industrielle — augmentation de la population urbaine et diminution de la population rurale — diminution absolue et relative de la classe paysanne. Ces transformations seraient telles qu'on ne pourrait les comparer à rien de ce qui s'est passé dans un autre grand pays pendant n'importe quelle période de quarante ans. Nous entendons prouver que ces sauts miraculeux reproduisent ceux que de la révolution capitaliste a fait faire à tous les grands pays du monde. Nous comparerons donc les données russes aux données présentes et passées des pays que tous disent capitalistes.

La courbe démographique russe.

Le territoire russe a varié de la manière suivante :

1914 : 22, 3 millions de Km².
1918 : 21, 5 millions de Km². La baisse est due à la formation des Etats indépendants de Finlande, Esthonie, Lettonie, Lithuanie et Pologne.
1939 : 21, 6 millions de Km² : annexion de territoires polonais partagés avec l'Allemagne ; incorporation des Républiques baltiques, de la Bessarabie et de la Bukovine du nord arrachées à la Roumanie, de l'Ukraine occidentale et d'une partie de la Carélie finlandaise.
1945 : 22, 4 millions de Km², c'est-à-dire presque la même surface que l'empire tsariste en dépit de l'invasion d'immenses territoires après l'éclatement de la guerre avec l'Allemagne. L'augmentation correspond aux annexions vers l'ouest aux dépens de l'Allemagne (Prusse orientale) et de la Pologne, et en Asie de Sakhaline et des îles Kouriles. D'autres avantages territoriaux ont été obtenu au détriment de la Turquie et en Asie centrale.

C'est en 1919 et en 1943 que le territoire a été le moins étendu, sans qu'il soit facile de donner les chiffres ; notons simplement que deux commissaires du Reich hitlérien administrèrent deux provinces (l'Ostland et l'Ukraine).

Voyons maintenant les variations de la population. En 1913, l'empire tsariste comptait 159 millions d'habitants, dont 120 en Russie d'Europe (1). En

(1) La densité était donc, tout comme aujourd'hui, très variable ; de 7 habitants au km² pour l'ensemble du pays, elle passait de 21,6 hab./km² en Russie d'Europe à 2,3 hab/km² en Russie d'Asie.

1926, la population était tombée à 147 millions (2). De 1926 à 1939, la courbe de la population remonte. En 1939, avant les annexions, on a 170, 6 millions d'habitants, soit une augmentation de 23, 6 millions en 13 ans ; moyenne brute : 2 millions par an.

Les annexions englobent 12 millions de Polonais, 3 millions de Roumains, 5, 5 millions de Baltes. On peut accepter le chiffre de 21 millions en comptant les autres populations annexées. En 1940 la population de l'U.R.S.S. s'élève à 191, 7 millions.

Ce gain sera payé cher par la terrible hémorragie de la seconde guerre mondiale, évaluée à l'étranger à 17 millions d'hommes. Les Russes n'ont donné de chiffres qu'au 31 décembre 1949. A ce moment, la Russie a été non seulement rétablie dans ses frontières, mais son territoire s'est accru de tous les territoires annexés. La population est évaluée à 180, 2 millions d'hommes, soit une perte de 11, 45 millions en 10 ans. Mais puisque les annexions de 1945 ont porté sur 1, 4 millions d'hommes, la perte réelle est de 12, 9 millions. Si l'on admet que l'accroissement démographique annuel avait dû être, ne disons même pas de 2 millions comme plus haut, *mais seulement d'un million*, cela fait 10 millions supplémentaires qui manquent. La guerre a donc fait une saignée de 22, 9 millions au moins, c'est-à-dire bien plus que le chiffre admis en Occident (17 millions). On a ensuite les chiffres suivants :

1950	: 183	millions	1956	: 203	millions
1951	: 186	—	1957	: 206	—
1952	: 190	—	1958	: 209	—
1953	: 193	—	1959	: 212	—
1954	: 196	—	1960	: 216	—
1955	: 199	—	1961	: 220	—

Natalité et population.

En 48 ans, la population est donc passée de 159 à 220 millions, soit une augmentation de 38 % qui, si l'on tient compte des 46 millions de morts des guerres, s'élève à 67 %. Un accroissement de 38 % en 48 ans serait-il inconnu dans l'histoire et s'expliquerait-il par... le socialisme ? Il suffirait de citer une dans une période de 48 ans comme ci-dessus, les U.S.A. ont vu leur population seule donnée pour réduire à néant ces vantardises : entre 1902 et 1950, donc augmenter de *92 % !* Mais voyons néanmoins les chiffres pour plusieurs pays, aux conditions très diverses : émigration, immigration ou population stable.

---

(2) Les pertes énormes de la guerre impérialiste et de la guerre civile avaient été en partie compensées par un accroissement de la population qui, en 1913 était de 17 pour 1.000 et en 1926 de 24 pour mille, soit de 2,7 à 3,4 millions d'habitants par an. En ne retenant que le chiffre de 2 millions, en 1926 la population aurait dû s'élever à 159 millions plus 26 millions, c'est-à-dire 185 millions. En admettant que les territoires perdus à l'ouest aient eu alors 15 millions d'habitants, cela donne 170 millions, soit 23 millions de plus que le chiffre réel de 1926. Les pertes s'élèveraient donc à 23 millions d'habitants, mais on voit que le chiffre n'est pas du tout sûr.

Pour les U.S.A., en considérant des périodes de *40 ans seulement*, on obtient :

1790-1810 : 230 %
1830-1870 : 210 %
1870-1910 : 132 %
1910-1950 : 65 %.

Pour l'Italie (périodes de 43 ans seulement) on a :

1860-1903 : 43 %
1913-1956 : 35 %.

Voyons maintenant la Russie tsariste elle-même :

1762-1796 (34 ans) : 89 %
1813-1851 (36 ans) : 50 %.

On voit donc que les 38 % effectifs et les 67 % calculés de l'accroissement soviétique n'ont rien d'extraordinaire.

Mais, pour éliminer l'effet des guerres, des révolutions et des migrations de populations dans un sens ou dans l'autre, considérons la marche démographique elle-même, l'excédent de naissances sur les décès, et voyons si le « miracle » apparaît. En 1913, on avait 47 naissances pour 1 000 habitants, ce qui est un chiffre énorme ; en 1926, 44 ; en 1940, 31,7 ; en 1950, 26,5 ; ce chiffre reste ensuite à peu près stationnaire. Comparons avec un pays « prolifique », l'Italie. En 1902, 33,4 naissances pour 1 000 habitants ; en 1915-18, 18 ; en 1920, 32,2 ; en 1938, 23,8 ; en 1939-45, 18,3 ; en 1946, 23. De 1913 à 1954 on est passé en Russie de l'indice 100 à l'indice 57 ; en Italie, de 100 à 58 : rien de surprenant. En Russie la natalité baisse comme dans tout le monde bourgeois moderne.

En Europe les 26 pour 1 000 ne sont dépassés que par les 28,4 Yougoslaves et les 28,1 de Malte ! Va-t-on invoquer le socialisme pour les expliquer ?

Aux U.S.A., le taux de natalité baisse d'abord, selon la loi générale, mais on a ensuite les chiffres suivants : 1950, 23,5 ‰ et 1954, 24,9 ‰. Effets de la « prosperity » ! Le chiffre est voisin du chiffre russe, en tous cas !

De toutes les façons, la Russie est battue par le Canada (28,7), les pays d'Amérique centrale, de loin, toute l'Amérique du Sud (le Venezuela passe, entre 1920 et 1956, de 29,9 à 46,8 !), tous les Etats asiatiques (sauf le Moyen Orient).

Recul de la mort.

La baisse de la mortalité est encore plus exploitée par l'apologétique soviétique. Voyons les chiffres :

1913	30,2	pour mille
1926	20	—
1940	18,3	—
1950	9,6	—
1955	8,4	—

soit en 43 ans une diminution de 27 % de la mortalité. On ne compte pas... la mortalité de la guerre impérialiste !

Mais la diminution de la mortalité est, elle aussi, une loi générale liée aux progrès de la médecine, bien que le climat et la situation économique aient également une influence. Prenons encore l'Italie, où la mortalité est cependant favorisée par une haute densité rurale et urbaine, sans élévation correspondante du niveau de vie. On a :

1901	22 pour mille
1913	18,7 —
1954	9,1 —

soit une diminution de 48 %, sans « socialisme ». Où est le miracle russe ?

Du reste beaucoup de pays européens ont une mortalité inférieure au 8,4 pour mille officiel de la Russie. La Hollande est à 7,5 pour mille. La France a le plus mauvais chiffre des grandes nations : 12. En Union sud-africaine (socialisme ? !), la mortalité pour les populations blanches est à 4,6 ; le Canada est à 8,2 ; en Asie, le Japon est à 8,2 et Formose (!) à 8,1. La courbe russe est donc identique à celle des pays typiquement capitalistes. Si la Russie peut se vanter d'avoir 12 fois plus de personnel sanitaire qu'en 1913, c'est que la modernisation de la structure sociale a pu avancer plus vite en Russie dans le domaine des services publics que dans le domaine économique et technique, du fait du capitalisme d'Etat. Rien de socialiste là-dedans.

L'augmentation de la population.

Considérons maintenant l'excédent des naissances sur les décès :

1913	16,8 pour mille
1956	17,2 —

La différence est faible avec la Russie tsariste. Comparons avec l'étranger. D'abord les pays d'excédent supérieur :

Formose : 36,4 ‰.
Venezuela : 35,7 ‰.
Nouvelle-Zélande : 17,8 ‰.
Israël : 21 ‰.
Yougoslavie : 17,6 ‰.

Les U.S.A. ne sont pas loin de la Russie dans la course à l'excédent des naissances : 15,7 ‰. La densité des U.S.A. est de 21 hab/Km², celle de la Russie entière est de 9 hab/Km² tandis que celle de la Russie d'Europe est de 27 : voilà l'explication de la ressemblance. Ou bien Kennedy construit-il le socialisme ?

Viennent ensuite les pays de capitalisme développé et de densité voisine du maximum :

France : 6,8 ‰.
Allemagne de l'ouest : 5,3 ‰.
Suède : 5 ‰.
Belgique : 4,8 ‰.
Angleterre : 4,2 ‰.

Une thèse résulte de tout ceci : ce sont les éléments anti-socialistes d'une

structure sociale qui déterminent un taux d'accroissement naturel élevé. Parmi ces élémens, il faut compter la présence des économies familiales, de l'association entreprise-famille, et l'institution de la famille monogamique, dont autrefois le dernier des socialistes savait qu'elle était une forme dépassée et dont le *Manifeste* montrait qu'elle était minée par la production capitaliste. Il y a ensuite la tendance à « produire des producteurs » qui naît de l'impulsion à accumuler, fatale dans toute économie mercantile et de la course à la superindustrialisation qui en résulte. En général, toute économie dont la structure oppose l'intérêt individuel à l'intérêt social a pour effet une augmentation de la population : l'instinct de possession conduit à l'instinct de possession sexuelle, non pas au sens physiologique mais économique, aux institutions héréditaires et familiales qui favorisent la prolification.

La société socialiste amènera une limitation rationnelle des unions fécondes en fonction de l'âge et de la santé, et une planification réelle des activités qui, pour ne pas être une parodie, devra commencer par compter non pas en unités monétaires mais en unités naturelles, dont la première est bien l'animal-homme.

En conclusion, si le chiffre russe n'a rien de surprenant puisqu'il est dépassé par celui de pays moins avancés et approché par celui des pays de faible densité comme les U.S.A., ce n'est pas lui qu'il faut admirer, mais ceux des pays qui, mieux que la Russie, ont su freiner l'accroissement naturel !

Densité de population.

Les chiffres de densité de population sont importants parce que le degré l'Etat capitaliste donne des résultats différents de ceux du capitalisme libéral d'industrialisation suit nécessairement la densité, bien que dans ce domaine puisqu'il choisit les zones d'implantation des industries, à l'échelle nationale seulement il est vrai, alors que le capitalisme libéral avait pour champ d'action le monde entier.

En 1955, la densité de la Russie européenne était de 27 hab/Km², celle de la Russie d'Asie de 2,6 hab/Km² ; en moyenne, la densité était donc de 9 hab/Km². Les Etats-Unis ont une densité de 21 hab/Km².

Ce qui explique la défaite sur toute la ligne de la Russie, par rapport aux U.S.A., dans le domaine de l'industrialisation, c'est qu'en Russie celle-ci était liée à l'accroissement naturel de la population exclusivement puisqu'elle s'était enfermée dans ses frontières et que l'échange international de marchandises ne jouait qu'un rôle secondaire dans son économie et l'échange humain un rôle nul.

Avec un taux d'accroissement démographique égal ou même inférieur (pour la décade 1920-30, par exemple) à celui de la Russie, les U.S.A. se sont développés avec une énorme rapidité grâce à une forte immigration provenant du monde entier. De 1790 à 1950, la densité des U.S.A. a ainsi augmenté de 40 fois ; pendant le même laps de temps, la densité de la Russie européenne quadruplait seulement : c'est pourquoi les U.S.A. ont rejoint et dépassé l'An-

gleterre et lui ont arraché la place de premier producteur capitaliste. C'est pourquoi la Russie ne rejoindra ni ne dépassera les U.S.A.

Pendant que la Russie stalinienne se retranchait du monde, sa population augmentait de 26 % contre les 78 % d'augmentation de la population américaine ; soit une augmentation de 35 % plus forte. Avec le temps, l'écart ne peut qu'augmenter.

C'est là le résultat de la victoire du « socialisme dans un seul pays » de Staline sur l'internationalisme de Lénine-Trotsky-Zinoviev. Un autre coup terrible au développement, non pas du socialisme, mais de l'industrie capitaliste russe, est représenté par les pertes de guerre. Le tsar avait immolé 23 millions d'hommes à l'Entente, Staline presque autant aux Occidentaux. Cela excluait que la révolution capitaliste russe puisse rejoindre les U.S.A.

Les 26 millions d'hommes perdus en 1916 seraient devenus 45 millions en 1957 avec le taux d'accroissement cité de 17 pour mille. Les 23 millions perdus en 1943 seraient devenus 34 millions. Sans les deux guerres, la population serait donc plus forte de 79 millions d'hommes, soit 39,5 % de son chiffre de 1957. Pour rattraper cette perte avec un taux d'accroissement de 17 pour mille, il faudrait exactement 20 ans. Le tsar et Staline ont donc fait cadeau au capialisme de l'Ouest d'une avance de 20 ans sur celui de l'Est.

L'urbanisation.

Un autre résultat qui, selon la presse soviétique, ne pourrait s'expliquer que par le socialisme, est l'augmentation de la population urbaine par rapport à la population totale, ce qui n'est pas la même chose, notons-le, que le chan- de distinguer la population urbaine de celle des campagnes et la distinction établie ne correspond pas nécessairement à la population qui travaille dans l'industrie et les services administratifs et économiques, d'une part, et celle gement de la composition sociale de la population. Il n'est pas toujours facile qui se consacre à l'agriculture, d'autre part. Quelle est la population minimum qui permet de considérer une localité comme urbaine ? La statistique russe semble établir la limite de 10.000, mais il est douteux que même dans un tel Cela n'est vrai que là où l'habitat rural est dispersé. Les sources russes donnent centre la population soit entièrement occupée à autre chose qu'à l'agriculture. en tous cas les chiffres suivants :

Années	*Population urbaine en millions*	*% du total*	*Population rurale en millions*	*% du total*
1913	28	17,5	131	85,2
1938	56	32,5	115	67,5
1940	61	32	131	68
1956	87	43,5	113	56,5
1958	99,8	47,7	109	52,3

Dans les 25 premières années, le taux d'urbanisation a donc doublé. Après les annexions de 1940, léger recul. En 45 ans, le taux d'urbanisation est devenu 2,7 fois plus fort. Phénomène socialiste ? Voyons les U.S.A. !

Années	*Population urbaine en %*
1790	5
1830	8,7
1870	25
1910	45,1
1950	61,5

De 1830 à 1870, l'augmentation de 8,7 % à 25 % peut être traduite par les indices 100 et 287. Elle est supérieure à celle de la Russie en *45 ans* (de 17,5 % à 47,7 %) qui donne les indices 100 et seulement 272. L'urbanisation américaine bat largement avec ses 61,5 % celle de la Russie avec ses 47,7 %, bien que le minimum choisi par les statistiques soit certainement supérieur à 10.000. Si le socialisme est en cause, alors l'Amérique est plus socialiste !

Pour trouver le même taux d'urbanisation que dans la Russie tsariste de 1913 (17,5 %), il faut remonter en 1885 aux U.S.A. Quarante-trois ans plus tard, en 1890, il est déjà de 38,5 %, pas très inférieur aux 43,5 % russes de 1956 : les deux courbes ne diffèrent donc guère. On trouve le taux de 43,5 % aux U.S.A. vers 1906. Cinquante ans de retard ! et autre désastre de la « construction » du socialisme dans un seul pays ! Au reste, un traité italien de 1940, de l'Institut des études de politique internationale, donne la série suivante pour la Russie européenne qui ruine un bluff de plus des Soviétiques :

Années	*Population urbaine en %*
1724	2,5
1796	4,1
1851	7,8
1897	12,8
1910	18,1

Le phénomène avait donc commencé bien avant la révolution de 1917 et l'indice de la population urbaine de la Russie tsariste était passé de l'indice 100 à l'indice 231 en 59 ans, un accroissement très grand pour un régime politique pré-capitaliste.

Quand le socialisme entrera dans la structure sociale, un de ses plus importants symptômes sera l'abaissement de la densité des territoires urbains, le démembrement progressif des villes en agglomérations plus petites et l'extension de la population sur tout le territoire, y compris le territoire dit rural. Phénomène exactement inverse de celui que l'on constate actuellement, en Russie et ailleurs !

L'évolution démographique de la Russie est donc en règle avec les lois du capitalisme. La société bourgeoise — de Russie ou d'ailleurs — a besoin voir tuer beaucoup, parce qu'elle a besoin d'accroître vertigineusement la d'un « prolétariat » parce qu'elle a besoin de naissances nombreuses pour pou-population et la production dans les périodes « pacifiques », entre deux phases de destructions massives et de massacres sanglants.

V. — DU « SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS » A L'ETAT CAPITALISTE

Les investissements.

La masse monétaire des investissements annuels tend à croître, comme le montre, du reste, l'augmentation progressive du volume annuel de la production. Mais le truquage des indices de la production industrielle se retrouve ici : si le volume global des investissements annuels augmente bien, le pourcentage de l'augmentation annuelle, lui tend au contraire à diminuer progressivement, comme on peut facilement le constater.

La plus grande partie des investissements est prévue par le plan d'Etat : 5 % seulement en sont exclus. Mais les investissements effectués directement par les kolkhoses restent hors du plan également ; si, au début, ils étaient de peu d'importance, leur poids économique est allé croissant, jusqu'à permettre aux kolkhoses d'acheter à l'Etat le parc national de machines et de tracteurs. L'importance relative de ces investissements peut être déduite d'une comparaison avec le volume monétaire total des plans de production : en 1955, le total des investissements kolkhosiens atteignit 18,8 milliards de roubles, soit 12,5 % du plan général et 13,2 % du plan d'Etat. Or en 1929 les investissements kolkhosiens n'étaient que de 0,4 milliards. Une telle progression témoigne de l'accroissement du poids économique, social et donc politique du secteur privé-coopératif sur le secteur étatique.

Une autre rubrique des investissements est dénommée « travaux de construction et de montage ». Il s'agit de ces énormes frais de capital fixe — travaux publics, ponts, routes, etc... — que tout Etat, même le plus libéral, a toujours engagé et qui constituent aujourd'hui la bouée de sauvetage lors des petites crises économiques, tout comme la serre chaude des spéculations frauduleuses. Par exemple, sur 625,3 milliards investis durant le dernier plan quinquennal 1951-55, 394,8 — soit 63 % — furent destinés à des « travaux de construction et montage ».

Pourtant, la baisse de la production agricole, pour laquelle, toutefois, les plans prévoient une augmentation de dépenses, vient contredire cette orgie d'investissements dans l'industrie en général. Dans l'agriculture, classique talon d'Achille de tout mode de production mercantile, les résultats économiques et la production elle-même vont de désastre en désastre. Il sera nécessaire de revenir sur ce dernier argument pour mettre une fois encore en évidence la nature strictement capitaliste de l'économique soviétique, au sein de laquelle la faible production de denrées alimentaires affecte surtout le prolétariat des villes, la paysannerie tirant essentiellement son alimentation de la petite économie familiale, qui échappe à la statistique et à tout contrôle.

Les adjudications.

Dans la société soviétique, d'un « type nouveau » selon les thuriféraires moscovites, continue d'opérer l'instrument de spéculation économique le plus fameux, celui-là même qui a rempli les chroniques scandaleuses de tous les

temps, avant même que le mensonge soit diffusé par l'imprimerie : l'adjudication !

Pour le Ve plan quinquennal, sur un total de 625 milliards d'investissements, 394,8 étaient destinés à des travaux de construction et de montage. Cela peut sembler étrange, mais c'est pourtant vrai : dans cette société vantée comme socialiste, sur ces 394,8 milliards, 332,3 ont été « donnés en adjudication ».

Les statistiques officielles courantes sont fort sybillines, mais elles nous permettent malgré tout d'établir des rapports utiles pour développer nos considérations, La première année du premier plan quinquennal, le rapport entre les travaux en adjudication et le travail global est bas : 25 %. On peut en déduire que les trois quarts des travaux étaient alors réalisés directement par l'Etat. Au cours des cinq années du IIe Plan, le pourcentage augmente : 25 %, 25 %, 27 %, 34 %, 48 %, ce qui donne 33 % en moyenne pour le plan. Au cours du IIIe Plan, interrompu par la guerre, le pourcentage monte à 56 % et pendant la guerre à 59 %. Dans le IVe Plan, il augmente jusqu'à 73 % et dans le Ve jusqu'à 81 %. Il s'agit, donc, d'un phénomène généralisé et irréversible, désormais enraciné dans l'organisation économique. Que les habituels laudateurs l'appellent adjudication « socialiste » pour en justifier l'existence ne change pas un atome à sa nature pleinement capitaliste.

L'Etat, donc, dépense environ 80 à 90 milliards chaque année en travaux de construction et d'installation au moyen de contrats avec des organismes « spéciaux ». Or il est bien connu qu'un contrat n'est stipulé que si les contractants ont des intérêts opposés, sans quoi la raison d'être du contrat disparaîtrait. En fait, le contrat est une série de normes par lesquelles les parties protègent réciproquement leurs intérêts contre des empiètements de l'une ou de l'autre. Donnons ici, par parenthèse la ennième définition du socialisme : le socialisme est une économie dans laquelle on ne fait pas de contrats !

Le mécanisme est à peu près celui-ci. L'Etat réserve une certaine somme d'argent pour construire, par exemple, un barrage. Lorsque l'ouvrage sera achevé, d'un côté l'Etat remettra la somme fixée et de l'autre il prendra possession du barrage.

On procédait déjà ainsi à Thèbes, à Ninive et dans la Rome antique. La seule différence c'est qu'en Russie soviétique l'adjudicataire n'est pas une vulgaire société capitaliste, mais une « organisation spéciale ». Le truc est toujours le même : X à la place du capitaliste on met l'organisation impersonnelle, anonyme, acéphale. Mais dans l'Occident en pleine putréfaction, il y a longtemps que le capital est représenté par des « organismes », par des « personnes morales » et que les capitaines d'industrie ont été remplacés par les directeurs et par les « techniciens ». Et c'est précisément en vertu de cet équivoque aspect « populaire », « public » que l'Etat capitaliste, même et surtout dans les pays de vieille tradition bourgeoise, se présente comme l'Etat « de tous », le représentant des intérêts « de tout le peuple ».

« L'organisation » n'est pas seulement le moderne capitaliste dépersonnalisé, mais elle est même le capitaliste sans capital. L'entreprise de travaux publics adjudicataire n'a pas de demeure fixe et elle n'a pas de patrimoine

immobilier : son chantier, c'est l'Etat, l'adjudicateur, qui le lui fournit. En Russie, les capitaux que l'Etat et le plan allouent pour les travaux publics et les constructions ne sont pas versés à la Gosbank, ou banque centrale d'Etat, par laquelle passent les opérations financières des industries gérées par l'Etat : ils sont versés à des banques, une fois encore, « spéciales », qui les tiennent à la disposition des « organisations spéciales » depuis le premier kopeck. Mais même en Occident il suffit qu'une entreprise montre un contrat d'adjudication avec l'Etat pour se voir ouvrir un crédit qui garantisse ses avances jusqu'au premier versement de l'Etat. Tandis que le vieil entrepreneur devait risquer tout en avançant le capital nécessaire, aujourd'hui l'« organisation spéciale » n'avance rien et ne risque rien : tout repose sur les épaules de l'Etat.

L'Etat qui a eu le courage d'être « capitaliste » n'a pas celui d'être « opérateur économique » ; il n'est qu'une bourse gonflée de capital-argent qu'il distribue à d'autres pour leur permettre d'agir dans l'économie.

Les « organisations spéciales », les « opérateurs économiques » se gorgent de plus-value au détriment du rendement social de la machine productive ; leur ambiance est la plus favorable à la corruption de la classe des salariés et à la formation, grâce à la distribution de quelques miettes, d'une misérable « aristocratie ouvrière », au sens où Lénine employait cette expression. Enfin, les dernières mesures de décentralisation économique, outre qu'elles impliquent une large autonomie des entreprises, développent jusqu'aux conséquences les plus... occidentales le « système des adjudications ».

Constructions et logements.

Dans ce domaine, les statistiques russes prennent le mètre carré pour unité, alors que celles des autres pays considèrent le nombre de pièces ou l'unité-logement : une comparaison directe avec d'autres économies nationales en est donc rendue plus difficile. La révolution d'octobre hérita en grande partie d'*isbas*, plutôt que de véritable maisons en maçonnerie, car, déjà, les constructions existantes ne parvenaient pas à abriter les travailleurs que la jeune industrie russe commençait à faire affluer vers les villes. Dans la jeune république socialiste, l'urgente remise en ordre de l'économie exigeait en premier lieu un minimum de production pour survivre, mais on ne put empêcher que le processus de prolétarisation s'accélère. Le logement constituait donc alors une question importante, mais il a fallu la phase contre-révolutionnaire qui se prolonge aujourd'hui pour qu'il devienne un problème tragique. Très exactement, la tragédie commença lors du transfert forcé vers les usines modernes d'énormes masses humaines arrachées aux campagnes.

Les données dont nous disposons indiquent que, de 1919 à 1928, 42,9 millions de mètres carrés furent construits au total, dont 23,7 par les organismes d'Etat et les coopératives, et 19,2 par les personnes privées. Donnons maintenant la série de ces chiffres par quinquennat :

1929-1932	38,7	(dont 32,6	et 6,1)
1933-1937	42,2	(dont 37,2	et 5,0)
1938-milieu 1941	42,0	(dont 34,4	et 7,6)
10-7-1941 - 1-1-1946	49.8	(dont 41,3	et 8,5)

1946-1950	102,8 (dont 72,4 et 30,4)
1951-1955	151,7 (dont 112,9 et 38,8)
1956	41,0 (dont 29,5 et 11,5)
1957	52,0 (dont 38,5 et 13,5)
1958	71,2 (dont 46,7 et 24,5)
1959	80,4 (dont 53,2 et 27,2)
1960	85,1 (dont 57,8 et 27,3)

Pour le septennat 1959-65, les prévisions tournent autour de 650-660 millions de mètres carrés.

Nous négligerons de mettre mieux en évidence l'insuffisance tragique des constructions de logements : le but essentiel de cette étude n'est pas de démontrer d'une manière particulière la faible capacité productive de l'économie russe, mais de relever, avant tout, les caractères strictement capitalistes du mode de production qui, aujourd'hui, s'est définitivement stabilisé en Russie, et de marquer l'incapacité endémique de la forme capitaliste à produire pour satisfaire les besoins sociaux. Nous nous contenterons donc de convertir approximativement les mètres carrés en pièces. En supposant qu'une pièce correspond à 18 mètres carrés, on obtient 55.000 pièces pour chaque million de mètres carrés construits. En supposant, en outre, qu'un logement comporte quatre pièces, nous voyons que, par exemple, pendant le quinquennat 1951-55, 8,3 millions de pièces auraient été construites, soit 2,08 millions de logements. La moyenne annuelle pour ce quinquennat s'établit donc à 416.000 logements ; c'est relativement peu par rapport à l'Allemagne, par exemple, dont la moyenne s'élève à 386.000, mais avec une population trois fois plus faible, à peu près, que celle de la Russie.

Cependant, pour la construction, la question la plus importante reste celle de la croissance de l'investissement « privé », directement encouragée par le « cours nouveau » dit de « déstalinisation ». Cet investissement privé suppose tout d'abord l'épargne individuelle d'une fraction privilégiée de la population et donc la présence et le développement d'une classe de petits-bourgeois, intellectuels, techniciens, militaires, etc..., capables d'accumuler une part non consommée de leur revenu. Par ailleurs, cet investissement privé est stimulé par des prêts de l'Etat ; c'est l'intérêt politique de l'Etat capitaliste d'élargir ces couches petites-bourgeoises et de les unir dans un goût commun pour le « placement » de leurs économies.

Constructions hors de prix.

En Occident — intelligemment encouragée par les capitalistes et les économistes au service du capital — triomphe la manie de posséder sa propre maison. La Russie n'a rien à envier à l'Occident sur ce point : victoire de l'« émulation » ! On tend à y développer cette unité maison-famille qui est l'équivalent urbain et industriel de la formule kolkhosienne dans les campagnes, basée sur l'étroite relation entre la famille et le lopin de terre, la famille et la micro-entreprise, la famille et la chaumière.

Il est indiscutable qu'en Russie la rareté des logements est catastrophique

pour une économie basée sur le développement industriel et mercantile, et que les couches misérables de la population n'apprennent qu'aujourd'hui ou n'ont appris que depuis peu d'années ce qu'est un logement aux structures stables. Mais tout indique que le pullulement des chantiers de construction n'est pas destiné à donner un toit à ces couches pauvres et peu exigentes, mais à satisfaire les couches petites-bourgeoises et une aristocratie ouvrière — ou mieux : un corps de mouchards des ouvriers — dont le mode de vie « existentialiste » et snob singe la mode du monde capitaliste d'Occident. Nous pouvons déduire cela de l'importance des prix de revient de la construction et des « réprimandes » lancées dans les congrès par les chefs « communistes », au reste bien pourvus d'appartements à la ville et de « datchas », à la campagne, dans lesquels fleurissent tous les artifices de l'architecture et de la construction bourgeoises contemporaines, insipides ou triviales. Le temple de la construction moderne n'est plus le foyer familial ou la chambre dédiée aux ancêtres, à la romaine, c'est la salle de bains aux couleurs changeantes où trône une robinetterie monumentale et chromée, aux formes toujours plus étranges !

Bien que les statistiques soviétiques ne soient pas très précises sur la répartition des investissements, et en particulier sur la somme totale consacrée à la construction, on peut déduire des chiffres publiés pour le Ve plan que 131 millions de mètres carrés (112,9 millions construits directement par l'Etat, plus 18 millions correspondant au financement par l'Etat, au travers de prêts, de constructions privées), soit 7,2 millions de pièces moyennes, ont coûté à l'Etat 82,4 milliards de roubles. La division effectuée, on obtient un peu plus de 7 pièces pour 82.300 roubles. Le résultat exact est de 11.400 roubles par pièce. Si vraiment le rouble valait 1,225 NF en 1955 comme cela découle de la parité au quart de dollar (1 dollar vaut 4,90 NF), le coût d'une pièce serait de 13.965 NF !

Comparons avec les chiffres d'un pays occidental, l'Italie par exemple où les coûts de la construction sont bien connus par le plan Vanoni de constructions d'Etat. On voit que la construction coûte trois fois et demie plus cher en Russie qu'en Italie, où le plan Vanoni chiffre chaque pièce construite à 500.000 lires, soit 3.950 NF. Mais un demi-million de lires est déjà le prix de construction d'une maison bourgeoise et le plan Vanoni démarra avec 300.000 lires par pièce, soit 2.370 NF, pour les logements ouvriers. Encore faudrait-il déduire le prix du terrain de cette somme ; contentons-nous de noter qu'il est demeuré assez bas pour les maisons ouvrières que nous considérons ici, les terrains expropriés étant très éloignés du centre des villes. Quoi qu'il en soit, on voit que le « socialisme » russe ne se serait même pas libéré de la plus odieuse de toutes les spéculations bourgeoises, la spéculation sur les terrains à bâtir.

13.965 NF pour une pièce, le chiffre ne peut que surprendre et faire naître des doutes. 131 millions de mètres carrés construits en cinq ans multipliés par la hauteur moyenne d'un étage — 4 mètres, grosso modo — nous donnent un volume de construction de 524 millions de mètres cubes, que l'on peut arrondir à 600 millions en ajoutant le volume des escaliers et des couloirs. Ces 600 millions de mètres cubes ont coûté 82.400 millions de roubles, soit 137 roubles ou 168 NF au mètre cube. Cette somme représente trois fois le

coût d'une maison de luxe en Italie que l'on construit pour 7.100 lires ou 56 NF le mètre cube (1). Donc, de deux choses l'une : ou bien la valeur du rouble, son pouvoir d'achat déterminé par comparaison avec les prix de toute la gamme des produits de première nécessité, est énormément inférieure au quart du dollar ; ou bien le coût de la construction en Russie est trois fois supérieur à celui qu'il atteint dans les autres pays dans des conditions équivalentes. Si l'on admet la première hypothèse, le niveau de vie tombe au tiers de sa valeur ; si l'on admet la seconde il s'en déduit que dans la construction des maisons en Russie, lors de ces « adjudications » dont nous avons déjà parlé et dont l'existence est officiellement admise (Annuaire Soviétique officiel, discours de Boulganine au XXe Congrès), les mystérieuses « organisations spéciales » et leurs « opérateurs » difficiles à identifier réalisent un bénéfice de 200 % au moins, au détriment de l'Etat et donc des travailleurs de l'industrie. Il n'est pas possible de trancher entre ces deux hypothèses en cherchant à déterminer le pouvoir d'achat du rouble : les prix des marchandises ne sont pas officiellement fournis par la statistique. Mais nous pouvons risquer une réponse moyenne. Le pouvoir d'achat du rouble doit être d'un huitième de dollar, soit de 0,62 NF ; quant à la construction soviétique, elle coûte 1,75 fois plus que dans les pays occidentaux, ce qui permet de réaliser un surprofit de 75 %.

Nous avons entendu Khrouchtchev tonner contre cette « situation scandaleuse » et nous le croyons. Mais, faisant une analogie avec la construction il a également ajouté : « Pour améliorer la vie de la famille soviétique il faut augmenter la production des ustensiles ménagers qui facilitent les travaux domestiques : machines à laver, appareils électro-ménagers, machines à coudre, ustensiles de cuisine perfectionnés, en diminuant en même temps le prix de ces produits. » Mais après cette mielleuse apologie de la pire bigoterie domestique petite-bourgeoise, Khrouchtchev a dû se mordre la langue en repensant aux repas en commun de Lénine, et il a évoqué une amélioration de la nourriture collective : « organiser l'alimentation publique de manière que pour la masse des travailleurs il soit plus avantageux d'utiliser les repas tout prêts que d'acheter les produits alimentaires pour préparer les repas à la maison... » « pour libérer des millions de femmes de nombreux travaux domestiques... » Mais nous croyons que les femmes américaines sont moins bourgeoises, qui résolvent le problème en faisant faire la vaisselle à leur mari ! Pauvre communisme ! avoir capitulé devant les comptes économiques ne serait encore rien ; mais il a reculé devant le problème de l'égalité des sexes comme devant celui des cultes religieux, tous problèmes qu'avec la force révolutionnaire des masses le parti marxiste résout sans calculs planificateurs, avec seulement quelques volées de bois vert et sans même une effusion de sang.

Mais c'est le drame des chiffres, des prix qui trouble le sommeil des dirigeants moscovites qui, avec les changements radicaux et récents de l'organisation productive, ne font qu'admettre chaque jour un peu plus qu'ils sont en train de perdre le « défi » de la « compétition pacifique ».

---

(1) Il s'agit, comme dans nos calculs sur les chiffres soviétiques, du volume total de la construction : cubage de la maçonnerie *et* cubage d'air.

Le drame des « coûts ».

De la part des dirigeants soviétiques ce ne sont que jérémiades : nous ne parvenons pas à élever la productivité du travail ! Nous ne parvenons pas à abaisser les coûts de production ! Un marxiste ne peut s'en étonner. Lorsque la révolution prolétarienne se pose un problème à la manière bourgeoise, elle le résout plus mal que la bourgeoisie. Imaginons que les victorieux fabricants et banquiers de la révolution française se soient attachés à reconstituer la Table Ronde du roi Arthur, la Chevalerie de Charlemagne et ses monastères-phalanstères, au lieu de répandre les nouvelles formes de production bourgeoises : ç'aurait été la famine endémique ! Les prétendus bolcheviks ont posé le problème en termes mercantilistes ; ils ont ainsi renoncé aux ressources qui font de l'économie communiste — *inconcevable, économiquement, sans l'oxygène de la révolution internationale* — une forme productive de plus haut rendement social. Ils se sont noyés dans l'équation bourgeoise des coûts de production et des prix ; aujourd'hui, les tenailles des coûts et des prix se referment et les serrent à la gorge.

Le socialisme résoudra la question du rendement du travail par la réduction résolue du temps de travail et, au lendemain de la victoire révolutionnaire il donnera une impulsion formidable dans ce sens en *intervenant despotiquement* dans les rapports de production comme l'indique déjà le *Manifeste Communiste.* Le résultat immédiat pourra bien être une augmentation des *coûts,* même exprimés en temps de travail, cela est certain, mais le socialisme y répondra en taillant sans merci dans la consommation inutile et imbécile, des non-prolétaires et des classes moyennes avant tout (les *intellectuels* ont surtout besoin d'un régime spartiate, sans drogues et sans alcools), mais aussi des travailleurs eux-mêmes que la révolution doit entraîner vers des mœurs opposées à celles de la décadence actuelle. Les révolutionnaires qui avaient envahi le somptueux château de Versailles étaient vêtus « sans culottes » et leurs femmes, dignes furies révolutionnaires, s'habillaient d'une tunique rude et sobre. Aujourd'hui le mouvement moscovite et ses représentants à l'étranger, à moins qu'ils ne s'emparent, « émulativement », des modes et des styles du cinéma d'outre-Atlantique, enseigneront aux ouvriers à endosser le smoking au moment de la « révolution », car pour eux elle ne signifie plus rien d'autre que l'entrée des représentants des ouvriers dans le gouvernement bourgeois : Togliatti et Nenni sous le cylindre de Mussolini, Thorez et autres insectes parfumés au Coty, Gallacher au baise-main d'Elisabeth !

Khrouchtchev, parlant du problème des constructions, a déclaré : « Nous avons condamné les *méthodes artisanales* et les *dépenses inutiles* dans la construction... Nous ne pouvons admettre que des millions de roubles soient gaspillés en décorations absurdes pour satisfaire le mauvais goût de certains architectes... Les logements doivent être aussi confortables que possible, les édifices doivent être *solides, économiques, beaux...* » Boulganine, lui, avait révélé que les ingénieurs et les architectes soviétiques avaient été expédiés en Occident pour y apprendre à réduire les coûts de production ! Mais il n'y ont entendu que les slogans dont abuse Khrouchtchev lui-même : industrialiser, standardiser, imposer à celui qui ne sait qu'en faire le confort stéréotypé et vanté par une publicité envahissante. Prendre l'architecture et l'urbanisme modernes

pour une recherche intelligente en vue d'atteindre le meilleur résultat humain et social avec des moyens réduits et à moindres frais, c'est vraiment une énorme bévue de nos « émulateurs ». La spéculation, qui naît du système des adjudications et de l'ambiance générale mercantile, trouve son terrain idéal à l'ombre de l'Etat-financier ; c'est elle qui provoque la hausse des coûts de production par le jeu de la publicité et des pots-de-vin et pour le plus grand bien du profit.

Seul l'écoulement plus ou moins souterrain d'un profit capitaliste peut expliquer que la maison russe coûte le double qu'ailleurs, même si l'on compare à des maisons non seulement plus *confortables*, plus *belles*, plus *solides*, mais encore soumises aux caprices des architectes, sans usage de préfabriqués commerciaux et construites avec des moyens « artisanaux ».

Lorsque le capitalisme mourra, nous sortirons de la sinistre platitude du produit moderne. La maison n'est pas exactement une marchandise, ne serait-ce que parce qu'elle n'est pas transportable ici et là, mais enracinée dans le sol naturel. Les Russes, enfoncés jusqu'au cou dans les pratiques capitalistes de l'industrie internationale des constructions en adjudication et des logements, qui traverse la période de plus grande dégénérescence de cette activité humaine, perdent leur temps et leur peine à chercher dans cette méthode bourgeoise le moyen d'abaisser les prix, sans voir que c'est seulement la méthode pour exalter scandaleusement le profit et le surprofit du capital qui non seulement existe chez eux, mais qui, si les chiffres ne nous ont pas trompés, y est plus virulent que partout ailleurs.

Propriété et droit.

Après avoir démontré l'existence de la catégorie capitaliste du profit et donc les caractères capitalistes de l'économie russe en général, nous pourrions considérer l'argument comme épuisé. Mais il faut, pour fermer la boucle de notre démonstration et dissiper ce soupçon qu'il existe en Russie un mode de production « spécial », ni capitaliste ni socialiste, dire encore quelques mots sur la question du logement. C'est là, en effet, une question essentielle, car elle se relie à la production elle-même — donc à l'économie en général — et à la propriété.

Selon les slogans officiels, la propriété privée n'existe pas en Russie et donc les propriétaires des moyens de production ont disparu. Avant tout, on peut constater que le Code Civil russe admet l'existence de trois types de propriété : étatique, coopérative et privée. Le seul fait d'admettre l'existence de ces trois types révèle la nécessité impérieuse pour l'économie russe de donner droit de cité à une institution simplement inadmissible pour la société socialiste. Aucune propriété, quelque soit son nom, ne pourra subsister dans le socialisme. Selon de droit romain, le propriétaire du sol possède également ce qui est au-dessus et au-dessous du sol, *usque ad coelum et inferos*. Mais cette propriété simultanée est supprimée, non seulement dans certaines législations modernes, mais aussi dans celles qui s'inspirent du droit germanique médiéval, pour lequel la mine souterraine et la fabrique établie sur le sol ne sont pas soumises aux mêmes lois que le sol. Dans le droit russe, malgré la suppression de la propriété de la terre par la révolution communiste, la propriété de l'habitation privée — trans-

missible par héritage, commercialisable et libre de redevances à payer à l'Etat — retrouve droit de cité. La « libre » commercialisation de l'habitation ne suppose pas seulement son libre usage, mais sa propriété au sens propre.

Or, la Constitution de 1936 a également étendu le droit de propriété aux petites entreprises commerciales et industrielles employant peu de salariés, et à l'entreprise personnelle du kolkhosien : « la propriété personnelle de l'entreprise annexée au lopin de terre sus-mentionné, de la maison d'habitation, du bétail productif, de la volaille et du menu outillage rural » (Art. 7). Le Code Civil — art. 182 — déclare « valide la vente d'édifices d'habitation non municipalisés ou démunicipalisés » à condition que « par cet acte l'acquéreur ou sa famille n'en vienne pas à détenir plus d'une propriété ».

Donc le droit de propriété existe et se manifeste en même temps que le droit de commercer : droits bourgeois beaux et bons !

Mais, paradoxalement, la propriété privée des habitations jouit, en Russie, de conditions privilégiées : elle ne paie pas de loyer à l'Etat pour le sol. Comme Engels l'expliqua il y a un siècle dans sa classique « Question du logement », le loyer ne pourra être supprimé d'un seul coup car la conservation du patrimoine immobilier suppose que l'on consacre un certain temps de travail à son entretien. Mais, précisément, les épargnants, les petits privilégiés — pires encore que les grands — doivent être solidement maintenus sous le talon de la dictature prolétarienne qui, dans ce cas précis, se manifesterait par de lourdes taxations imposées par l'Etat expropriateur. Dans la Russie soi-disant socialiste, non seulement les bases étendues d'un développement de la « libre » propriété existent, mais encore l'évolution actuelle leur donne une vigueur qui grandit de jour en jour. Laissons parler Khrouchtchev (discours au XXe Congrès) : « En plus des constructions financées par l'Etat, il faut développer plus largement les constructions financées par des fonds individuels, aider les ouvriers et les employés à se construire une maison au moyen de leur épargne personnelle, augmenter la production et la vente à la population de matériaux de construction, de maisons préfabriquées ».

C'est là le langage même des théoriciens du « bien-être » à la Keynes ; c'est le langage des porte-paroles attitrés des Etats modernes, ouvertement capitalistes, qui visent — mais en vain — à brouiller toutes les frontières entre les classes, à mêler toutes les couches sociales dans le but de tenter d'assurer leur propre survie.

Le point de vue marxiste est l'opposé exact de celui de Khrouchtchev. Dans les Statuts de la Première Internationale, les logements et les terrains urbains étaient considérés comme des « sources de vie ». Leur appropriation, non pas sociale mais personnelle, peut être « subie » *temporairement* par une économie socialiste en développement ; en aucun cas elle ne peut être encouragée, défendue et développée à la manière krouchtchevienne qui est purement et simplement bourgeoise, en rien socialiste.

Au cours de l'histoire, ce sont les grands capitalistes qui exproprient les possesseurs individuels, comme Marx l'a abondamment montré ; par la suite, ils sont eux-mêmes progressivement remplacés par l'Etat capitaliste. « A un

certain degré le développement, même la forme de la société par actions ne suffit plus ; le représentant officiel de la société capitaliste, l'Etat, doit assurer sa direction... L'appropriation capitaliste constitue la première négation de cette propriété privée qui n'est que le corollaire du travail indépendant et individuel. Mais la production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux phénomènes de la nature. C'est la négation de la négation. Elle rétablit, non pas la propriété privée du travailleur mais sa propriété personnelle, fondée cette fois sur les acquisitions de l'ère capitaliste, sur le travail associé, sur la possession en commun de la terre et de tous les moyens de production créés par le travail » (1). Mais Dühring trouvait cette formulation trop hermétique et Engels prit la peine de la clarifier encore : « Pour quiconque comprend l'allemand cela signifie que la propriété privée s'étend à la terre et aux autres instruments de production, et la propriété personnelle aux produits, donc aux objets de consommation. »

Engels cite également le fameux passage de Marx dans le Premier Livre du *Capital :* « Une réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs, et dépensant, d'après un plan concerté, leurs nombreuses forces individuelles comme une seule et même force de travail social... ». Dans cette association « le produit total des travailleurs unis est un produit social. Une partie sert de nouveau comme moyen de production et reste sociale ; mais l'autre partie est consommée et, par conséquent, doit se répartir entre tous ». Pour Marx la propriété personnelle concerne donc seulement la fraction du produit social mise à la disposition du consommateur ; elle s'évanouit donc à l'instant même où le produit est consommé, ce qui la sauve de l'expropriation ! Il est bien clair que l'habitation, le sol, etc., ne peuvent être consommés, mais utilisés ; aucune forme de propriété n'est donc admissible à leur endroit — la propriété personnelle moins que toute autre —, sous peine de retomber dans le droit bourgeois.

Dans le socialisme, l'usage des logements sera accordé aux membres de la société, mais ils ne seront pas « attribués » comme le dit la phraséologie moderne de l'Etat paternaliste qui pourvoit à tout et prévoit tout dans l'intérêt... du capital ; en aucun cas ils ne seront « attribués » à des familles ou à des personnes privées. L'idéal russe de la propriété kolkhosienne, petite-bourgeoise, est le plus détestable, précisément parce qu'il prétend réaliser des pas en avant alors même que du seul point de vue bourgeois il parcourt à reculons l'histoire douloureuse de l'espèce humaine, la repoussant cent ans en arrière et l'éloignant — au lieu de la rapprocher comme le font inconsciemment et inéluctablement les grands Etats industriels — de son passage historique au socialisme. Aujourd'hui, le prolétariat trouve des conditions plus difficiles dans sa lutte séculaire pour son émancipation, car il doit affronter deux ennemis, plus réactionnaires l'un que l'autre : l'Occident capitaliste et l'Orient kolkhosien.

KHROUCHTCHEV LE CORPORATISTE

Le premier numéro de cette revue, en 1957, était consacré aux fondements du programme communiste, complètement opposé aux revendications anarchistes d'autonomie locale ou régionale et à leurs sous-produits « modernes » : la gestion ouvrière des entreprises (conseils d'usine) ou l'ouvriérisme syndicaliste. Reprenant la polémique que Lénine développa en 1921 contre ce qu'on appelait alors l'« opposition ouvrière » — et selon laquelle « la tâche d'organiser la production nationale revient au Congrès des Producteurs de toute la Russie, réunis en syndicats de production, lesquels élisent un organe central qui dirige toute l'économie nationale de la république » —, nous concluions en ces termes :

« Laissez faire encore un peu Nikita « Khrouchtchev et vous verrez qu'avec ses « sovnarkhoses il adoptera cette vieille pro« position avec l'aggravante qu'il ne s'agira « pas de syndicats nationaux, mais seule« ment de syndicats régionaux de produc« tion. Au lieu de considérer la conquête « du contrôle de l'économie nationale comme « un simple tremplin vers celui de l'éco« nomie internationale, tous ces gens s'en« ferment dès qu'ils le peuvent dans des « limites régionales et locales afin de pour« suivre leur marche imbécile vers les *au« tonomies;* cela n'aura jamais d'autre résul« tat que d'encourager des initiatives et des « entreprises de nature capitaliste. »

Le marxisme « dogmatique », « talmudiste » et « abstrait » a l'étrange vertu de discerner et de prévoir plusieurs années à l'avance l'évolution des faits « concrets » ! Ouvrez le n° 893 (28-11/4-12-62) de *France Nouvelle* et vous y trouverez, point par point, à propos des réformes lancées par Khrouchtchev au cours de la dernière session du comité central du P.C.U.S., la confirmation des conséquences que nous avions mises en évidence à partir du « tournant » du XXe Congrès. Après le passage d'une économie dirigée centralement à une économie décentralisée, nous voici arrivés au stade de l'autonomie des entreprises. Une telle évolution s'inscrit dans la logique même de l'économie russe que nous n'hésitons pas à qualifier — et ce n'est pas d'aujourd'hui ! — de *capitaliste*. En fait, selon *France Nouvelle*, « ... la réforme des institutions de l'Etat porte sur quatre points : 1) C'est d'abord une redistribution des tâches en matière de planification. De nombreuses critiques avaient été adressées au « Gosplan » jugé trop tâtillon et partant trop peu méthodique, compte tenu des besoins actuels de l'industrie. Un conseil de l'économie de l'U.R.S.S. lui est substitué pour l'exécution des plans annuels. Et le nom de Gosplan de l'U.R.S.S. passe désormais à l'ex-Conseil économique de l'Etat, chargé de l'établissement des plans à long terme. (L'*Unità* — organe central du P.C. italien — dit plus nettement : « Le Gosplan et le Conseil Economique de l'Etat » seront transformés « de centres planificateurs en centres d'étude des perspectives économiques »...) (N.d.R.) Concernant les *pouvoirs du chef d'entreprise*, le Comité Central estime qu'ils doivent être étendus, aussi bien à l'usine qu'au chantier, les ouvriers se trouvant, de leur côté, plus étroitement associés à la gestion. Un projet de loi en ce sens sera soumis au Soviet Suprême. (L'*Unità* déjà citée parle « d'extension des droits des chefs d'entreprise » et de « plus grande liberté accordée aux entreprises » — N.d.R.). Deux réformes essentielles vont modifier la *structure des Sovnarkhoses*. D'une part, leur nombre se trouvera notablement diminué (toujours le souci d'éviter l'éparpillement)... Mais, parallèlement, une plus grande indépendance doit leur être accordée, notamment pour ce qui regarde le droit de décision et le droit de mise en œuvre des ressources locales. »

L'autonomie des unités productrices de base, qui n'est qu'une autre face de l'idéal bourgeois et capitaliste de l'autonomie de l'homme, de l'individu, de la personne humaine, atteint ainsi son point culminant dans le pays « modèle » du socialisme : maximum d'autonomie aux républiques ; maximum d'autonomie, à l'intérieur de celles-ci, au sovnarkhoses ou syndicats de production ; maximum d'autonomie à l'intérieur de ceux-ci, aux « entreprises » incarnées par leurs « directeurs » et leurs ouvriers appelés, comme dans le plus puant des capitalismes « modernes » et « populaires » à « une participation plus active à la direction de la production ». Devant une économie basée sur ces critères fondamentaux, com-

ment peut-on donc encore s'étonner que réapparaissent et se fortifient les catégories typiques de l'économie capitaliste, la marchandise, l'échange, l'argent, le profit et tout le reste ? Pour Marx, le socialisme n'est pas — et il ne peut être — une mosaïque de champs d'action autonomes où agissent diverses organisations économiques. Le socialisme est « transformation de la production de marchandises en production socialiste, en production effectuée par la société et pour la société ». En brisant les anneaux inséparables de cette construction grandiose, on ne peut aboutir qu'à une société non socialiste, à une société mercantile, basée sur l'échange, à une société *capitaliste*. C'est ce que l'histoire russe confirme aujourd'hui, démontrant « inconsciemment » le théorème de Marx.

⁂

Mais ce n'est pas encore là le plus important dans les réformes annoncées par Khrouchtchev. La décentralisation, l'autonomie des entreprises ne sont que l'épilogue d'un processus que nous avons analysé longuement (le lecteur pourra se reporter à notre n° 7 consacré à la publication du *Dialogue avec Staline*, à notre brochure sur le XXe Congrès : *Dialogue avec les Morts*, à notre n° 18 pour ce qui concerne le XXIIe Congrès, et à la série d'articles en cours de publication sous le titre de *l'Economie soviétique de la révolution d'octobre à nos jours*) et dont les différentes phases ne sont qu'autant d'étapes vers une confession pleine et définitive de la nature capitaliste de la société russe. Dans les nouvelles réformes khrouchtcheviennes, quelque chose justifie notre rappel de l'« opposition ouvrière » de 1921. Bien sûr, nous ne mettons pas dans le même sac l'« opposition ouvrière » et le Khrouchtchevisme, c'est-à-dire, d'une part une tendance que nous avons toujours combattue et continuerons à combattre comme une variante de l'immédiatisme opportuniste *au sein du mouvement ouvrier*, et, d'autre part, un Khrouchtchev passé avec armes et bagages *dans les rangs de la classe ennemie* et incarnant les intérêts de celle-ci à la direction d'un Etat qui fut, autrefois, celui du prolétariat en armes. Mais le dernier tournant khrouchtchevien confirme que *toutes* les déviations, même les plus naïvement « honnêtes », finissent, tôt ou tard, par se rejoindre.

Dans la vibrante perspective léniniste, s'il était bien reconnu que dans la Russie arriérée l'étape du développement économique mercantile était inévitable, cette admission était indissolublement liée au maintien des leviers du pouvoir entre les mains du *parti de classe*, à l'exercice par le parti de classe d'une dictature politique centralisée tendue vers la révolution mondiale à l'extérieur et dépassant, à l'intérieur, toute division professionnelle par catégories productives, comme toute tendance des « secteurs productifs » à l'autonomie réciproque. En 1957, toujours, nous écrivions :

« Seul le parti possède dans son programme les caractéristiques d'une société non capitaliste et non mercantile telles qu'elles résultent d'une véritable étude marxiste, d'une prévision critique et scientifique libre de tout utopisme, et ceci justement dans la mesure où il n'est pas astreint à se calquer sur l'organisation que le mode capitaliste impose à la classe productrice. Hésiter sur la nécessité de la forme Parti et de la forme Etat conduit à noyer dans la confusion l'antithèse des formes communistes et des formes capitalistes dont le parti marxiste était bien conscient, et à renier complètement les buts programmatiques. Il suffit de penser aux postulats du programme marxiste (abolition de la division technique et sociale du travail, ce qui veut dire suppression des limites entre les différentes entreprises de production, abolition du contraste entre ville et campagne, synthèse sociale de la science et de l'activité humaine pratique) pour comprendre que toute esquisse « concrète » d'organisation et d'action prolétariennes qui se proposerait de refléter la structure actuelle du monde économique se condamnerait du même coup à ne pas sortir des caractères et des limites propres aux formes capitalistes actuelles, et en même temps qu'à ne pas comprendre, à être anti-révolutionnaires. Seuls le parti et l'Etat prolétariens dans lesquels la société de demain se cristallise avant même d'avoir une existence historique, et qui ne correspondent à aucun matériel et à aucun modèle emprunté au monde bourgeois, offrent une issue à ces schémas « concrets » d'organisation sociale, même si le prolétariat ne les découvre qu'après une longue série de luttes. Dans les organes que nous appelons « immédiats » et qui sont modelés par la physiologie sociale actuelle, rien d'autre ne peut virtuellement se cristalliser, si ce n'est la répétition et la sauvegarde de celle-ci. »

Cela, nous le disions contre tous les « immédiatistes » qui repoussent la forme Parti (partisans de la gestion ouvrière, des communes anarchistes ou des conseils d'entreprise, syndicalistes, ouvriéristes, etc...).

Or voici que l'histoire nous apporte la preuve de leur convergence avec les positions russes actuelles, avec l'expression de la structure sociale russe, complètement et définitivement intégrée au capitalisme mondial. Cette preuve, c'est Khrouchtchev lui-même qui nous la donne avec sa toute-dernière réforme : *le Parti organisé par catégories professionnelles !*

Le stalinisme avait déjà vidé le parti bolchevik de son programme marxiste révolutionnaire en détachant ses tâches *économiques* immédiates en Russie de la perspective politique d'attaque mondiale de la classe ouvrière contre l'ordre bourgeois. Ainsi le stalinisme avait-il fait le lit du capitalisme dans la « mère-patrie » russe. Le khrouchtchevisme, après avoir sanctionné officiellement la réapparition sur la scène sociale de toutes les catégories propres à l'économie capitaliste, dépouille le Parti, jusque dans la forme même, de tous ses traits distinctifs. Le parti n'est plus l'organe qui exprime les intérêts généraux, non pas seulement d'une classe, mais de l'humanité entière et de son avenir : Khrouchtchev le rabaisse au rang d'un organe *corporatif*. Ce parti divisé en compartiments étanches, on n'y adhère pas en vue du heurt international entre bourgeoisie et prolétariat, mais en fonction de la place que l'on occupe individuellement dans les structures professionnelles typiques du capitalisme, industrie et agriculture, ville ou campagne dont la *séparation* et le *conflit* sont l'expression la plus aiguë de l'infâme déshumanisation bourgeoise. Un tel parti n'est plus l'organe qui préfigure la société sans classes, il exprime et renforce, au contraire, les contradictions inhérentes à la société *divisée* en classes. Le stalinisme avait déjà brisé l'avant-garde ouvrière en la séparant en deux tronçons qui se tournaient le dos : celui qui « construisait le socialisme dans un seul pays » et celui qui ne construisait rien du tout, et surtout pas l'organisation révolutionnaire armée correspondant à un programme de subversion sociale. Ce résidu « constructeur » de l'avant-garde — devenue l'arrière-garde opportuniste — le khrouchtchevisme le divise à nouveau en deux branches, l'une industrielle et l'autre agricole. Ses membres, les voici séparés en « hommes des villes » et en « hommes des champs », occupés chacun à construire leur propre... socialisme, leur propre capitalisme en réalité !

La démocratie, qu'elle soit classique ou populaire, finit toujours ainsi. Elle part de l'exaltation de l'« homme », de l'« individu », de la « liberté » et finit nécessairement par emprisonner les « individus autonomes » dans les alvéoles économiques et professionnelles où le mécanisme producteur de profit les a déjà enfermés. L'abandon du Parti et de l'Etat comme bases de la prise et de l'exercice du pouvoir en vue de détruire jusqu'au dernier vestige de capitalisme (et donc de division en classes) dans le monde, aboutit toujours au même point. La gestion ouvrière des entreprises, le syndicalisme, l'autonomie des « producteurs » ne sont que les affluents de ce grand fleuve : le corporatisme fasciste. C'est là tout le sens de ces trente-cinq dernières années : les liquidateurs de Benito et d'Adolf gèrent pieusement l'héritage du fascisme et du nazisme. Le Duce et le Führer voulaient l'encadrement professionnel et corporatif de leurs « peuples » pour que le régime de la propriété et du capital, de la marchandise et du profit fonctionne à pleine vapeur ; leurs héritiers démocrates, de part et d'autre du rideau de fer, veulent la même chose et dans le même but. Le malheur est que jusqu'à présent, non seulement ils ont réussi, mais ils sont parvenus à faire croire que c'était là la « voie qui conduit au socialisme ».

L'entreprise fabrique du profit Capitaliste...

Comme les nuages annoncent la pluie, de même, depuis le XXe Congrès — le Congrès du « Grand Tournant » —, les réunions du comité central, les congrès ou les sessions du Soviet Suprême annoncent un déluge de mesures, de réformes, de changements, de rectifications qui, balayant les formes sociales équivoques du passé, mettent à nu le contenu réel des rapports sociaux soviétiques.

Ahurir, stupéfier, voilà le slogan du capitalisme moderne. La Russie, dernier né des pays capitalistes, a merveilleusement assimilé son cours accéléré de publicité. De congrès en congrès, à l'occasion de chaque réunion de ses appareils d'Etat, elle a lancé de sensationnelles nouvelles pour démontrer aux masses écrasées par des nécessités vitales que l'heure de vérité approchait. Et voici que l'heure de vérité a sonné : les « méthodes » du capitalisme occidental — nous apprend-on enfin — sont parfaitement utilisables pour la « construction » du « communisme ». Est-ce là le langage des tragédiens de l'Apocalypse moderne du Capital, ou bien celui des pitres et des bouffons de la contre-révolution pour l'instant triomphante ?

Un bref communiqué de l'Office central de statistiques de l'U.R.S.S. (les renseignements économiques russes sont, ces temps-

ci, des plus maigres) donne les résultats industriels pour les neuf premiers mois de l'année en cours. On y apprend que la productivité du travail s'est accrue de 6 % et que *les profits des entreprises ont atteint le taux de 18 %*. S'il s'agissait du profit net, le taux de 18 % serait énorme vis-à-vis de ceux des pays capitalistes de l'Occident où le taux moyen du profit oscille autour du taux moyen d'intérêt, soit 5 à 8 %. Un taux de profit élevé révèle une économie dans laquelle le volume de la production est relativement faible par rapport aux forces productives. Ce n'est là qu'une autre manière de présenter la loi de baisse du taux de profit, pour laquelle une baisse tendantielle du taux de profit accompagne la croissance du volume des profits. Plus l'économie est développée, plus le volume du profit est grand mais plus son taux est bas, contrairement à ce que soutenait Staline — contre Marx ! Le taux russe de 18 % ferait pâlir d'envie n'importe quelle entreprise occidentale.

C'est précisément ce haut profit, ou plus exactement l'existence même du profit comme catégorie du mode de production russe qui a poussé les gouvernants et les dirigeants soviétiques, si sensibles, comme on sait, aux « réalités concrètes », à affronter récemment la « nouvelle réalité soviétique », une réalité fondée sur le capital et qui se meut sous l'impulsion exclusive du profit.

On a vu dans l'article ci-dessus quelles décisions la « réalité nouvelle » a dicté à la dernière session du comité central. Mais il y a des mois que la *Pravda* a ouvert ses colonnes et que la radio d'Etat prête ses antennes à des économistes, à des directeurs d'entreprise ou à des dirigeants du parti qui, tous, aboutissent à la même conclusion : il est temps de lâcher la bride à l'*Entreprise*, maintenant que le mécanisme capitaliste domine incontestablement l'économie tout entière. Dans toutes ces déclarations officielles nous lisons la confirmation des thèses que notre courant à affirmées depuis des dizaines d'années, avant même que les « réalités » économiques ne deviennent évidentes, prouvant par là la puissance de la dialectique marxiste. La Russie a fait une marche d'écrevisse depuis l'Octobre rouge jusqu'à un nouveau Février blanc : voilà notre thèse. Mais aujourd'hui ce sont les professeurs d'économie soviétiques qui disent la même chose — dans leur langage puant de valets du capital, il est vrai !

Rappelons brièvement quelques étapes, nous réservant de revenir plus complètement sur l'argument dans un prochain numéro. En janvier 1960 fut lancée la « Nouvelle méthodologie du calcul économique », qui complétait la « Méthodologie transitoire » de 1956. Le but de la nouvelle méthode était de permettre un véritable calcul économique aux entreprises russes. Mais, pour effectuer ce juste calcul, il fallait rechercher dans l'économie les éléments à mesurer et les unités de mesure. Ce n'est pas que les éléments à mesurer n'existaient pas auparavant ; ils n'avaient pas attendu la nouvelle méthode, ni Khrouchtchev, ni même Staline — tout comme la « nouvelle » unité de mesure est passablement vieille. Mais les éléments et leur unité n'étaient pas appréciés à leur juste valeur par tous les opérateurs économiques. La nouvelle méthode devait donc dire en toutes lettres que, pour mesurer les résultats économiques, il fallait « courageusement » admettre que la production et l'économie en général devaient être considérées du point de vue de la *valeur*, être tout entières réduites en valeur, à un dénominateur commun permettant de comparer les denrées alimentaires à l'acier et les chaussures aux canons. La nouvelle méthode n'avait plus qu'à établir solennellement qu'« une détermination exacte des résultats économiques n'est possible que sur la base du calcul de la valeur ». Toutefois, ce n'était encore là qu'un résultat « académique ». Passant à la pratique, la nouvelle méthodologie établissait que le calcul de la valeur devait être appliqué par chaque entreprise pour établir si elle était rentable ou non.

On donna donc la formule du rendement de l'entreprise : « différence entre le produit annuel de l'entreprise en prix homogènes et son coût de production ». Finalement, voilà à quoi devait servir la valeur : à mesurer combien coûte la production d'une marchandise et combien elle doit être vendue pour réaliser une certaine marge de profit !

En 1961, sur la lancée de la nouvelle méthodologie, apparut une « nouvelle méthode mathématique d'organisation et de planification de la production », due au professeur L.V. Kantorovich. La « méthode mathématique » donnait une série d'équations dont la signification était aussi simple que claire : produire plus, en dépensant le moins possible de capital et en gagnant le plus possible.

Tant que l'économie russe parcourut sa phase d'accumulation primitive, tant qu'elle dut construire son infrastructure économique pour la production du capital ou, après la guerre destructrice, reconstruire ces structures sur le même rythme que de vulgaires

pays capitalistes comme l'Allemagne, le Japon, l'Italie ou la France, tant que, comme l'on dit couramment, Staline fut vivant, le but de la bourgeoisie russe fut de créer et de renforcer les prémices de sa propre survie dans n'importe quelles circonstances, sans lésiner sur le prix, sans marchander, autrement dit, sur les sacrifices exigés des travailleurs vivants, dont le prix de revient est négligeable et qu'on utilise même parfois gratuitement (*La Pravda* elle-même, avec l'hypocrisie humanitaire des bourgeois parvenus et honorables, ne nous parle-t-elle pas aujourd'hui des fameux « camps de travail » staliniens ?). Mais lorsque tout cela fut bien assuré, la bourgeoisie eut la certitude d'être une classe bien vivante et en pleine action; le mécanisme de l'économie capitaliste prit son élan et ses lois imposèrent ouvertement leur dictature.

...et les économistes entonnent ses louanges

1962 marque une nouvelle étape importante dans l'histoire du capitalisme russe : l'exaltation du profit et de l'autonomie de l'entreprise. Après le Ve plan quinquennal, abandonné en cours de route, on assista à une floraison printanière de plans divers — de 7 ans, de 15 ans, de 10 ans, de 20 ans — qui ne faisaient qu'annoncer l'abandon de la planification et de la centralisation — au reste *capitalistes* — de la période précédente. Or voici que le nouvel astre du firmament de la théorie économique russe, le professeur Liebermann, annonce un « nouveau plan » pour « stimuler plus efficacement toute l'activité économique » : « les entreprises doivent être intéressées à utiliser les ressources productives non seulement dans la phase d'exécution des plans, mais également dans la phase d'élaboration ». L'idée centrale de Liebermann consiste « à faire parvenir les plans à l'entreprise seulement pour le volume global et l'assortiment de la production et pour les livraisons... L'entreprise, sur la base du plan global, devra elle-même élaborer un plan définitif dans les plus petits détails, entre autres également pour la productivité du travail, les règlements intérieurs, les salaires, le coût de la production, l'accumulation, les investissements et l'introduction de moyens techniques plus modernes ».

Répondant à certaines objections, Liebermann a ajouté par ailleurs : « Quelques économistes affirment que l'on ne doit pas donner trop de relief au concept de « profit », parce qu'il s'agit d'un élément capitaliste. Mais cela n'est pas vrai. Nos profits n'ont rien de commun avec les profits capitalistes. Ils servent avec succès la cause de l'édification du communisme. »

L'Etat passe les commandes et devient le « client » par excellence des entreprises productives. Celles-ci prennent les commandes à un certain prix et, pour le reste, c'est-à-dire pour fixer le coût de production, l'emploi et la rétribution des techniciens et des ouvriers, elles se débrouillent. Le directeur de l'entreprise de mécanique Nevskii à Léningrad, V. Andreev, dit de son côté : « Moi, directeur d'usine, puis-je, par exemple, consulter un seul économiste pour améliorer l'analyse économique ou la planification ? Puis-je employer un ingénieur spécialiste de mécanisation, pour essayer d'économiser l'emploi de cinq ouvriers ? A toutes ces questions, comme à des dizaines d'autres semblables, la réponse est la même : je ne peux pas ! Tout cela est décidé d'en haut. » Mais à partir de maintenant, tout cela va changer : les directeurs pourront embaucher et licencier, établir chacun pour son compte et en tenant compte de la « réalité concrète de l'entreprise », le niveau des salaires et la longueur de la journée de travail. Ils deviendront, en somme, dans la plus entière liberté, les patrons vrais et propres de l'entreprise. Mais c'est exactement ainsi que cela se passe dans les entreprises de l'Occident capitaliste qui, comme les entreprises russes, établissent des bilans prévisionnels — des plans d'entreprise — pour tenter de prévoir leurs frais et leurs rentrées dans les différentes rubriques. Donc en Russie, si nous comprenons bien, chaque entreprise aura son « plan », mais ce sera un « plan » qui ne tiendra pas compte des « plans » des autres. En fait, comme le soutient Liebermann, il ne suffit plus de produire, *il faut produire avec une marge de profit*. Ce n'est qu'à cette condition qu'une entreprise pourra survivre ; sinon elle subira le sort de cette entreprise qui, selon l'*Economieskaia Pravda*, ne payait plus de salaires depuis deux mois, à laquelle les banques refusaient des avances et qui dut fermer ses portes. En bon français et suivant le droit bourgeois cela s'appelle : faire faillite !

Produire pour le profit ! Mais dans l'entreprise on produit du profit sur la peau des prolétaires ! Là-dessus Khrouchtchev annonce la réforme du parti lui-même : un « nouveau » parti sur des bases corporatives, articulé en deux secteurs, industriel et agricole ! Il faut que tout saute en l'air pour laisser place nette au culte de la réalité capitaliste, au culte de l'usine, au culte de l'entreprise dans laquelle on tente d'étouffer la révolution.

DU SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE AU TITISME

Un lecteur s'étonnait un jour de notre « acharnement » à critiquer les syndicalistes-révolutionnaires qu'il trouvait pourtant « si proches de nous ». Nos raisons sont bien simple : en dépit de sa phraséologie extrémiste, le syndicalisme est une *déviation* du mouvement prolétarien. Sous l'angle qui nous intéresse, celui des conditions théoriques et politiques de reconstruction du parti de classe, la tradition syndicaliste n'est pas moins nocive que toutes les expressions classiques de l'opportunisme. Dans les diverses fractions d'avant-garde qui se veulent marxistes et révolutionnaires, son influence, avouée ou inconsciente, est d'autant plus tenace qu'elle a toujours joui en France d'un prestige nullement usurpé.

Si nous lui donnons acte de son glorieux passé, si nous réservons notre haine et notre mépris pour les renégats qui usurpent le nom de « communistes », nous devons cependant dénoncer sans indulgence les séquelles d'une idéologie qui, en contre-partie d'une brillante activité de lutte, n'en a pas moins constitué, par sa confusion et son idéalisme politique, un continuel obstacle à la transformation du mouvement ouvrier français en véritable mouvement prolétarien.

Il serait difficile d'ailleurs, devant l'évolution ahurissante des derniers représentants du syndicalisme révolutionnaire, de résister à la tentation de les fustiger quelque peu, d'autant plus qu'ils semblent en offrir eux-mêmes, de gaieté de cœur, des occasions réitérées. Aussi nous en prendrons-nous, encore une fois, à leur organe le plus conséquent, « *La Révolution Prolétarienne* » et, particulièrement, aux « Notes d'économie et de politique » n° 475 de septembre dernier, où Louzon traite de cette question, en vérité très intéressante, de l'« *accumulation en société collectiviste* ».

⁂

Comment accumuler du capital en société collectiviste ? C'est cette interrogation saugrenue, ce problème aberrant, qui constituent la préoccupation essentielle de Louzon, et qu'il traite avec le plus grand sérieux du monde, démontrant, sinon le bien-fondé de ses soucis théoriques, du moins les méfaits de l'évolution irrésistible qui contraint toutes les *écoles* politiques, même les plus dignes, qui sont « passées à côté » de l'interprétation exacte des problèmes et fondements de la révolution prolétarienne, à payer leur tribut idéologique à la farce immonde du « socialisme » à la Tito et à la Khrouchtchev.

L'accumulation, nous explique Louzon, s'accomplit automatiquement en régime capitaliste où, dit-il, « plus l'entreprise que possède un capitaliste sera importante, plus elle aura d'ouvriers, et plus elle fournira de plus-value, donc de bénéfices à son propriétaire. Par conséquent, celui-ci a intérêt à réinvestir dans son affaire le plus possible de ses profits, puisqu'ainsi il deviendra de plus en plus riche. »

« Mais dans une société socialiste, écrit plus loin Louzon, une société ou une entreprise n'est plus la propriété d'un homme qui la dirige comme il lui plaît, mais où elle est *gérée* par l'ensemble des ouvriers qui y travaillent, il n'en est plus de même. Ceux-ci n'ont pas intérêt à ce que leur entreprise s'accroisse. Que leur entreprise devienne plus importante, qu'elle occupe davantage d'ouvriers, et, certes, alors les bénéfices seront plus élevés, mais comme *ces bénéfices seront à répartir* entre un plus grand nombre de travailleurs, le bénéfice de chacun, toutes choses égales d'ailleurs n'en sera pas augmenté. »

⁂

Ce phénomène, dit Louzon, se manifeste déjà dans les coopératives de production existant au sein du capitalisme et ajoute-t-il, « dans cette « société généralisée » qu'est une société socialiste selon l'expression de Marx, *il n'y a pas de raison qu'il en soit autrement.* » Ainsi dans le collectivisme selon Louzon, il est bien clair que *bénéfices, profit* et *capital* subsisteront. Et son « syndicalisme » frôle ici dangereusement la doctrine de Khrouchtchev qui n'a jamais affirmé autre chose. Mais lorsque Louzon précise qu'en dehors de l'Espagne révolutionnaire de 36, la Yougoslavie est le seul pays à réaliser une « gestion collective » de l'économie, c'est le syndicaliste qui réapparaît. Pourquoi en effet cette préférence pour Tito au détriment de Khrouchtchev ? Tout simplement parce qu'en Yougoslavie, si nous l'en croyons, les liens entre l'Etat et les entreprises sont lâches, le *conseil d'entreprise*, représentant des travailleurs, jouissant d'une très large autonomie qui ne peut que séduire le fédéraliste qui sommeille chez tout syndicaliste formé aux traditions d'antan. Mais par contre, rien ne saurait davantage le hérisser que le système existant en Russie où l'Etat est encore — quoique de moins en moins — l'instrument d'un certain centralisme économique.

Dans leur substance intime les deux modes de production sont pourtant identiques et seuls leur niveau de développement est différent. Si s'accomplit la réforme actuellement envisagée en U.R.S.S. et qui tendrait à conférer aux directeurs d'entreprise les prérogatives de véritables chefs d'industrie, si cette mesure s'accompagnait de quelques décisions paternalistes propres à « intéresser » leur personnel à la rentabilité de l'entreprise, la discrimination de Louzon entre Tito et Khrouchtchev n'aurait plus de base économique et on ne voit guère ce qui pourrait le retenir dans l'évolution qui le conduit jusqu'au seuil du khrouchtchevisme. Mais le terrain parcouru jusqu'ici est largement suffisant pour montrer à quel niveau on tombe lorsqu'on veut à tout prix trouver *dans les formes actuellement existantes* une « voie » vers le socialisme.

Il y aurait beaucoup à dire sur la confusion que cette impatience « immédiatiste » engendre ou entretient. On se bornera ici à critiquer la « gestion collective » selon Louzon sur les trois points suivants : 1° son influence sur les rapports entre les salariés, la production et le capital ; 2° la nature et le rôle de l'Etat qui la garantit ; 3° le « niveau » économique qu'elle exprime dans les pays où elle peut, effectivement, se réaliser.

⁂

Puisque nous avons affaire à des gens particulièrement soucieux d'enregistrer des résultats *immédiats* dans l'amélioration de la condition ouvrière et dans la préparation du prolétariat à son futur rôle de classe dirigeante, il convient d'abord de se demander une chose. Le *partage des bénéfices* qui constitue la pierre angulaire de ce « collectivisme » modifie-t-il substantiellement la condition du travailleur exploité, diffère-t-elle sensiblement des formes classiques de rétribution en vigueur dans les pays capitalistes d'Occident ? La réponse à ces deux questions, c'est Louzon, lui-même qui nous la fournit. « En Yougoslavie, écrit-il, toutes les entreprises, tant industrielles qu'agricoles, sont des entreprises autonomes, indépendantes les unes des autres. Tout comme une entreprise capitaliste, chacune d'elles travaille *comme elle l'entend, vend comme elle l'entend, au prix qu'elle entend et répartit les bénéfices entre ses membres comme elle l'entend.* »

L'entreprise, travaille comme elle l'entend. Mais elle travaille dans les *conditions du marché,* où les meilleurs produits l'emportent sur leurs concurrents, où les entreprises les plus puissantes évincent les plus faibles, où les « marginales » doivent se contenter d'un profit plus bas. L'entreprise « collectivisée » yougoslave, « comme toute entreprise capitaliste » (Louzon dixit) doit donc respecter en son sein la division du travail et la loi de la valeur, payer cher l'ingénieur, l'ouvrier qualifié, lésiner sur le salaire du manœuvre et du non-spécialisé. *Elle vend comme elle l'entend,* c'est-à-dire aux prix les plus bas pour conquérir sa place sur les marchés ou la conserver : elle intensifiera donc au maximum le rendement, la productivité, fera la chasse aux « temps morts », placera au premier plan de ses objectifs et de son organisation le souci de la fameuse *rentabilité* chère à Khrouchtchev. *Elle répartit ses bénéfices comme elle l'entend,* et il y a tout lieu de parier que, là aussi, elle respectera la hiérarchie de la qualification salariale, ne saurait-ce que pour s'assurer le dévouement de catégories solidaires des intérêts d'entreprise et stimuler le zèle de la chiourme d'atelier. Mais quand bien même elle procéderait au partage des bénéfices sur un mode égalitaire, cela ne changerait rien au caractère d'oppression du travail salarié, cela n'amoindrirait nullement le despotisme de fabrique, cela n'apporterait aucun remède à la fièvre productiviste qui est inséparable de la production moderne. Bien au contraire cette oppression n'en serait que plus lourde car elle reposerait sur le mobile de l'intérêt immédiat du salarié en conférant à la parcelle du profit qui lui est restituée une plus grande valeur stimulative. Plus la participation au bénéfice apparaît comme équitable plus le travailleur est désarmé devant cette course au rendement qui est la condition même de la survie de l'entreprise dans l'économie de marché. Et en soulignant ces points nous négligeons encore, et délibérément, les autres aspects négatifs et anarchiques de la concurrence d'entreprise à entreprise.

Tout cela, si Louzon, dans son enthousiasme pro-titiste, l'a oublié, les capitalistes, eux, ne l'ignorent pas. Sans attendre les « innovations » du type yougoslave, ils ont introduit la *participation aux bénéfices* dans le salariat classique sous des formes diverses et variées qui vont du paternalisme traditionnel « intéressant » le personnel au chiffre d'affaire dans les grands établissements commerciaux, jusqu'au « capitalisme populaire » qui délivre aux ouvriers des grandes usines de l'Allemagne de l'Ouest des titres d'action émis par la société qui les dirige. Dans le capitalisme décadent tout l'arsenal des formes variées de rétribution de la force de travail n'est mobili-

sé que dans le but de *diviser* les ouvriers. Les primes à la productivité, à l'assiduité, au rendement, à la qualification du travail, le *tutti quanti* des dernières trouvailles dans la recherche de la corruption économique du prolétariat relèvent d'un procédé identique, dans sa nature, à celui qu'utilisent les entreprises yougoslaves, c'est-à-dire un procédé qui consiste à restituer aux ouvriers, à des fins de division, de concurrence entre eux et de stimulation productive, une parcelle plus ou moins importante du profit d'entreprise qui, par ailleurs, leur a été arraché. Qu'on nous épargne de développer ici les conséquences néfastes de ces méthodes sur la combattivité et la solidarité au sein de la masse des travailleurs. Terriblement efficaces lorsqu'elles sont appliquées dans des pays où le caractère capitaliste de l'économie n'est pas contesté, quel ravage n'opèrent-elles pas dans les Etats où l'exploitation de la force de travail se dissimule sous l'étiquette de « démocratie populaire » ou de « socialisme » : même les plus chevronnés des syndicalistes révolutionnaires, on vient de le voir, s'y laissent prendre !

Les choses seraient-elles différentes chez Tito parce que *tout le profit* d'entreprise y est réparti ? *Tout*, c'est beaucoup dire puisque il y a, comme Louzon l'explique plus loin, plusieurs rubriques de dépenses importantes à servir avant de procéder au partage des bénéfices entre ouvriers. Le pourcentage du chiffre de profits distribué que nous communique l'article ne nous apprend absolument rien puisque nous n'avons aucune idée de la masse totale de ce profit. Nous gagerions pourtant que le surplus que cette répartition ajoute au salaire de chaque ouvrier ne diffère guère, dans le meilleur des cas, de celui qui est consenti à leurs camarades exploités de L'Ouest « bénéficiant » de semblables systèmes « d'intéressement ». S'il n'en était pas ainsi on ne comprendrait pas que les dirigeants yougoslaves, tout en se plaignant que le marché européen leur soit « arbitrairement » fermé, puisssent se vanter de disposer d'une *main-d'œuvre extrêmement bon-marché !*

De toute façon l'importance quantitative de la tranche de profit partagée entre les ouvriers n'entre nullement en cause dans la caractérisation sociale de la manœuvre. A la limite on pourrait concevoir une entreprise où serait partagée entre les travailleurs la totalité des bénéfices, c'est-à-dire *la différence* entre le coût de production du produit et son prix sur le marché. Une telle entreprise, si elle était viable, ne cesserait pas d'être capitaliste (sauf que son cycle de production ne s'élargirait jamais, et c'est ce qui, pratiquement, la rend impossible) et, paradoxalement, elle continuerait à exploiter la force de travail de ses ouvriers co-associés. L'exploitation capitaliste et le poids social du capital ne reposent pas, en effet, sur le simple bénéfice d'entreprise qui n'est qu'*une partie* de la plus-value, mais sur la totalité, à l'échelle de la société, du *travail non payé* que le socialisme entend, lui, restituer, non pas à l'individu, mais *à la société*. Et c'est pourquoi tant que le mécanisme de répartition du produit fonctionne dans le cadre de la production et de l'appropriation *mercantiles*, l'exploitation de classe subsiste et tout effort pour la limiter qui ne s'oriente pas *contre* les rapports de production existants et leur expression juridique et politique n'est que vain subterfuge qui, en définitive, ne parvient qu'à les perpétuer.

Il convient d'apporter ici une précision, car toute la confusion actuelle entourant ces épineuses questions provient en grande partie de la défaite de la révolution socialiste européenne et de la prétention insensée de « faire du socialisme » dans la seule Russie arriérée des années 1927-1930. On doit admettre en effet que la socialisation intégrale du sur-travail qui constitue l'objectif du prolétariat victorieux dans la révolution sociale ne peut être effective qu'à la condition que cette victoire survienne au moins dans un pays capitaliste développé. Si elle reste limitée dans d'autres pays, au niveau de développement beaucoup plus bas, comme ce fut malheureusement le cas dans la Russie de Lénine, le mécanisme mercantile d'échange de la force de travail contre salaire, et donc de *l'accumulation*, doit survivre durant un temps plus ou moins long, jusqu'à ce qu'une victoire du prolétariat se produise dans un pays économiquement avancé. La grande erreur théorique de Louzon, lorsqu'il écrit que, dans une société socialiste, l'intérêt de cette société est « de diminuer la consommation d'aujourd'hui, afin d'accroître les possibilités de consommation de demain », c'est de prendre cette exigence qui ne se pose que dans un pays arriéré et isolé où le prolétariat a pris le pouvoir, pour une exigence permanente, éternelle du socialisme, lequel au contraire ne peut être atteint que lorsque la révolution prolétarienne a été victorieuse dans des pays à niveau productif et culture industrielle hautement développés. Il est bien vrai, donc, que l'Etat du prolétariat victorieux

dans des conditions comme celles de la Russie de 1917, devait conserver les bases mercantiles de l'économie (et même sous certaines conditions les développer). Mais il s'efforçait du moins d'en réduire la portée sociale et, particulièrement, recherchait la réduction la plus grande de la hiérarchie salariale que Lénine entendait limiter à deux catégories : celle des spécialisés et celle des non-spécialisés. Que le salaire doive subsister un certain temps, soit, mais limité aux catégories que lui imposent le bas niveau technique de la production et l'inégalité de qualification de la force de travail existante, mais violemment expurgée de tous les modes de rémunération basés sur une hiérarchisation artificielle et déployés dans le seul but de diviser les ouvriers. Les bolcheviks, après une tentative héroïque mais infructueuse en vue de supprimer salaire et argent, ont dû, c'est exact, revenir à ces catégories haïes, mais jamais ils n'ont envisagé *d'intéresser* le travailleur au profit d'entreprise, ce qui constitue, non seulement la plus odieuse contrefaçon du socialisme, mais encore propage parmi les salariés la mentalité la plus réactionnaire, celle du « producteur indépendant », celle du petit-bourgeois.

⁂

Il est temps maintenant de parler de la *nature* de l'Etat yougoslave. Nous avons voulu suivre Louzon pas à pas, et garder cela pour la bonne bouche. « Comment, écrit-il, prélever sur les bénéfices réalisés par chaque entreprise les sommes qui sont nécessaires pour accroître les moyens de production ? C'est ici que *l'Etat* intervient et *qu'il doit nécessairement intervenir.* » Il le fait, nous explique-t-on, en prélevant 50 % sur les bénéfices « soit à peu près le montant des impôts prélevés par l'Etat français sur les bénéfices des sociétés ». Les 50 % qui restent sont répartis entre les membres de l'entreprise, les constructions de locaux et installations à caractère social pour le personnel, l'agrandissement et la modernisation de l'entreprise. « La société, écrit encore Louzon, n'est pas qu'une somme *d'intérêts particuliers,* elle a des intérêts généraux qui ne se résolvent point en intérêts particuliers. La société représente les intérêts de l'homme de demain autant, si ce n'est plus, que ceux de l'homme d'aujourd'hui. Il va de soi que ces intérêts ne peuvent être assurés que par un organisme qui dépasse, qui transcende si l'on me passe ce mot, les individus d'aujourd'hui et leurs intérêts immédiats. Et c'est cela qui pose des limites à l'anarchisme. »

L'ironie réside ici en ce qu'un syndicaliste révolutionnaire, donc le représentant d'une école qui a toujours considéré l'Etat *en général* comme le mal fondamental des sociétés, en vienne à adorer ce qu'il a brûlé. Mais le plus grave, c'est que cette conception de l'Etat est une conception *bourgeoise.* Cette fiction le représentant comme l'expression des intérêts généraux contre les intérêts particuliers c'est derrière elle que la bourgeoisie a toujours dissimulé sa *dictature,* et cela le marxisme l'a, depuis longtemps, démasqué. Tout Etat (« même l'Etat le plus démocratique, le plus républicain » dit Lénine) est *Etat de classe.* L'Etat du prolétariat victorieux sera également un Etat, c'est-à-dire un appareil pourvu de force de contrainte et de répression. Lénine l'a brillamment rappelé aux sociaux-démocrates révisionnistes : le prolétariat victorieux a besoin d'un Etat pour réprimer la résistance des classes dépossédées dont il serait puéril d'attendre qu'elles se résignent passivement à leur nouveau sort. Du point de vue des intérêts du prolétariat et du socialisme c'est donc une aberration de penser que l'Etat puisse être, ou *redevenir* le représentant collectif de toute la société. Au seuil d'une telle situation, qui ne peut advenir que lorsque les classes sociales — prolétariat compris — et leurs contrastes d'intérêt ont disparu, l'Etat *dépérit,* puis disparaît. Ces rudiments étant rappelés, nous avons le droit de poser à Louzon la question suivante : l'Etat de la gestion collective de Tito est-il l'Etat du prolétariat yougoslave ou celui de la bourgeoisie ?

Même si nous ne savions pas ce que représente, socialement, un Etat né, non pas d'une insurrection révolutionnaire des paysans et des ouvriers, mais de leur participation, sous couvert de « libération nationale » à une guerre *impérialiste,* nous trouverions, dans la description évoquée plus haut des raisons suffisantes qui nous interdisent de le considérer comme « non-capitaliste ». Cet Etat, nous dit Louzon, prélève 50 % des bénéfices pour élargir la production. Quelle production ? Une production qui travaille pour le profit, en retire de quoi exploiter de la force de travail et veut, en « s'élargissant » en exploiter davantage ; qui, dans la mesure où elle accèdera au marché international, échangera ses produits contre des marchandises et, au travers même de cet échange, ira grossir la masse du capital mondial, lui-même échangeable contre des masses tou-

jours plus grandes de force de travail. Cet Etat, pensons-nous est *capitaliste*, par sa fonction économique comme par son origine historique et sociale.

Il faut ici répondre à une objection pour nous banale. Puisque l'Etat yougoslave est capitalistes où se trouvent donc les bénéficiaires sociaux de cette production, si ce ne sont pas les travailleurs d'entreprise ? Pour répondre à la question nous n'avons pas besoin de nous en prendre aux « bureaucrates » théorisés par Djilas. A un stade avancé de la production capitaliste, la création de ses rapports de production peut devancer, dans certains pays et sous certaines conditions, l'apparition de la classe sociale qui en est la bénéficiaire traditionnelle. Même lorsque le facteur social bourgeois est qualitativement et quantitativement insignifiant — comme c'est le cas dans les ex-colonies et dans la plupart des pays sous-développés — il suffit que l'Etat ait des caractéristiques politiques et sociales non-prolétariennes pour qu'il assure la genèse des bases économiques du capitalisme. Lorsque cet Etat *n'est pas* l'Etat révolutionnaire du prolétariat, c'est-à-dire celui qui sort incandescent et bannière déployée d'une profonde révolution sociale, lorsqu'il est l'Etat d'un amalgame où dominent les catégories de la petite bourgoisie urbaine et rurale, l'intelligentsia et les « boutiquiers », il établira obligatoirement des rapports de production capitalistes. Le développement économique et social d'une telle structure trouvera toujours « sa » classe bourgeoise, dût-elle, à la limite, la recruter parmi les parasites, les affairistes, les « directeurs » et les « beaux esprits » qui foisonnent dans le « socialisme » selon Tito et Khrouchtchev.

⁂

Cette confusion concernant la nature de l'Etat et de l'économie yougoslave, cette collusion — que certains trouveront peut-être « immorale » — entre le vieux syndicalisme et le titisme, voire le khrouchtchevisme, tout cela découle d'une erreur aussi ancienne que l'opportunisme ouvrier : la prétention de détruire le capitalisme sans s'attaquer, par la dictature prolétarienne, à ses catégories fondamentales, notamment au salariat, qu'on entend au contraire « améliorer » en y adjoignant une partie de la plus-value. La vraie position marxiste que nous revendiquons se distingue très nettement de ces vaines tentatives. Ce qu'il faut faire disparaître, dans la future économie, ce n'est pas la fraction de produit qui représente le *surtravail*, et qui doit être mis à la disposition, non plus des classes privilégiées, mais de toute la société, mais le *salariat*. C'est le salariat qui est le fondement de l'exploitation capitaliste puisque celle-ci repose sur les vertus miraculeuses de la force de travail capable de produire plus qu'elle n'exige pour son entretien et sa reproduction. C'est le salariat qu'il faut abattre parce qu'il est souche de capitalisme dans les pays où le mode capitaliste n'est pas encore dominant, comme c'est le cas dans les pays afro-asiatiques, parce que c'est lui qui l'a fait renaître dans la Russie d'octobre où une révolution prolétarienne, battue sur le plan international, n'avait pu qu'en décapiter les superstructures.

Or la gestion collective selon Tito-Louzon est doublement contraire à cette perspective. D'une part parce qu'en ajoutant une parcelle de profit au salariat elle en perpétue l'existence. De l'autre parce que, *si elle pouvait* intégralement aboutir à ses objectifs, elle en arriverait à la limite, *à faire perdre à la société* la masse de produits que représente la plus-value et qui, dans le socialisme, doit être socialisée. Ce deuxième aspect d'un partage intégral du profit dans la gestion collective est tellement impensable que Louzon a voulu en conjurer la perspective en applaudissant à l'intervention autoritaire qui *impose* aux entreprises yougoslaves une certaine accumulation, et c'est là le secret de sa réconciliation avec l'Etat « en général ». Mais sa solution est la pire que puisse envisager un syndicaliste « révolutionnaire » puisqu'elle accepte à la fois l'éternité du salariat et de l'instrument de coercition qui en garantit l'existence.

Pour préparer les voies de son propre dépérissement le rôle d'un Etat prolétarien serait précisément de s'attaquer tout de suite au mécanisme mercantile d'échange de la force de travail contre salaire. Pour cela il lui faudra, le plus rapidement possible, substituer au système de la rétribution *en argent*, le système des « bons » ou attestations de travail, non accumulables et strictement échangeables contre des produits de consommation, et d'autre part, de généraliser les divers services gratuits (transports, logement, etc.). Il est bien évident que de telles mesures supposent un haut niveau productif dans l'ensemble de l'économie, la suppression du gaspillage et de l'anarchie inhérents au mode capitaliste de production, la planification réelle des besoins et ressources, toutes choses en face desquelles se dresse *comme premier obstacle*, l'existence même des *entreprises indé-*

pendantes, libres de vendre aux prix qui leur conviennent, de produire dans les conditions qui les satisfont et disposant de cette autonomie qu'admire Louzon. C'est une thèse fondamentale du marxisme que celle qui énonce le rôle historique progressif de la concentration et de la centralisation capitaliste et son caractère *favorable à la révolution socialiste à venir*, tandis que l'éparpillement et l'autonomie productive sont des facteurs réactionnaires et défavorables au futur socialisme.

Il faut insister ici sur la grave erreur commise en cette matière par tous les adversaires du centralisme, des libéraux aux démocrates petits-bourgeois, des anarchistes aux syndicalistes qui imaginent que *les libres associations* liées entre elles par les rapports du marché constituent une forme supérieure à celle qui résulte de la tendance capitaliste à la concentration. Il leur est peut-être facile de tourmenter ou de falsifier les formules. Mais la « coopération généralisée » dont Louzon emprunte complaisamment la formule à Marx n'est pas, comme il le pense, la généralisation des coopératives organisées sur le mode mercantile. C'est au contraire un système de rapports basé sur l'éviction de tout fractionnement, de toute concurrence, de tout « secret de production », de tout *esprit d'entreprise*, c'est tout l'opposé de la « gestion collective » à la Tito ou du kolkhosianisme à la Staline ou à la Khrouchtchev. Ce n'est pas le lieu ici de débattre si ces formes bâtardes, véritables repoussoirs de socialisme, sont dues à des raisons politiques, comme en Russie où la contre-révolution stalinienne, abandonnant la lutte du prolétariat international s'est alliée à la petite paysannerie en la « stabilisant » dans les kolkhoses, ou à un compromis avec une classe ouvrière peu développée. Mais ce qu'il faut affirmer tout ce suite c'est qu'elles expriment l'une et l'autre *un retard* et non une pointe de développement économique de chaque pays considéré. Les exalter, ce n'est pas seulement applaudir au triomphe de la contre-révolution sur le prolétariat, c'est aussi vénérer le plus bas niveau du capitalisme et sa voie la plus tortueuse vers l'économie moderne. Là encore ce n'est pas un hasard si l'un des ultimes représentants d'une idéologie du passé croit y déceler la forme de l'avenir.

⁂

La critique que nous venons de faire n'a d'autre but que de rappeler, dans la grande confusion des soirs de défaite de la classe révolutionnaire, qu'elles doivent être les premières mesures économiques et sociales de la révolution ouvrière, quel corps de doctrine et de théorie les intègre dans un *programme* qui constitue non seulement la ligne à suivre au cours des phases victorieuses, mais aussi le point de ralliement des forces dispersées par l'échec. On s'est borné ici, et on s'y tiendra, à la critique « économique » des formules d'organisation productive qui laissent intact les mobiles et les instruments de production capitaliste. De toutes ces formules anti-marxistes qui ont fleuri dans le mouvement ouvrier, de Proud'hon à Sorel, de Jaurès à Blum et de Staline à Khrouchtchev, la plus anti-historique et la plus vile est celle qui entend conférer à l'ouvrier ce double-visage de salarié vendant sa force de travail et de « coopérateur » qui perçoit une partie du produit de sa propre exploitation. Elle est l'expression la plus conséquente de leur caractère commun à toutes : la renonciation au rôle révolutionnaire du prolétariat. Ce dernier ne retrouvera sa voie de classe, même pour ses seules luttes immédiates, qu'en s'inspirant, dès aujourd'hui, de la volonté délibérée de détruire, par le feu et par le fer s'il le faut, le salaire, l'argent, l'entreprise, tout ce carcan *infâme* qui l'opprime et qui l'avilit.

MISE AU POINT SUR NOTRE CONCEPTION DE LA DÉMOCRATIE SYNDICALE

Dans « La Révolution Prolétarienne » de novembre, sous le titre « Comédie ou démonstration de force », R. Hagnauer, nous fait l'honneur de citer un passage d'un de nos articles (1). En conclusion d'un large panorama consacré à la tension russo-américaine à propos de Cuba et voulant stigmatiser l'impérialisme russe, l'auteur y pose les éternelles questions de la liberté et de l'autorité, du socialisme et de l'Etat : « Peut-ont confondre, écrit-il, l'étatisme avec le socialisme, et peut-on concevoir un régime socialiste dans lequel les syndicalistes, les libertaires, les socialistes... mêmes les communistes authentiques n'échappent à la prison et à la mort que par le silence, l'abdication ou la fuite ? » Après cette interrogation qui, en définitive, ne vise le régime de Castro qu'en fonction de ses caractères

(1) « *A travers la presse syndicale* ». *Programme communiste*, n° 20.

et méthodes politiques, et non pas en fonction de *sa nature de classe*, Hagnauer, sans transition, enchaîne : « Il est vrai que dans « Programme communiste », organe des communistes les plus intransigeants, on affirme péremptoirement : « *Les marxistes sont pour la démocratie syndicale chaque fois qu'elle peut permettre à l'impulsion la plus radicale et la plus prolétarienne (sic !) de se développer, ils ont le mépris le plus absolu de ses règles chaque fois qu'elle sert aux catégories privilégiées et qu'elle permet aux fonctionnaires syndicaux de noyer les poussées revendicatives dans la collaboration de classe.* » Et, après nous avoir ainsi cité, Hagnauer conclut : « Etant bien entendu qu'il suffit d'échapper au dogme marxiste pour être classé parmi les privilégiés ou les fromagistes on voit à quelles conditions reste soumise la démocratie syndicale, c'est-à-dire, en fait la démocratie ouvrière. Voilà qui justifierait Castro, si l'on pouvait démontrer l'authenticité et la pureté de son marxisme. »

Il nous a fallu quelques instants pour comprendre ce que notre prose pouvait être allé faire dans cette galère... des Caraïbes. Mais à la réflexion la manœuvre est bien claire. Aux yeux d'Hagnauer, comme à tous ceux des syndicalistes de l'école anarchiste, les stalinistes, les khrouchtcheviens et les divers « opposants » au communisme de Moscou sont tous de la même famille « autoritariste ». Nous ayant surpris, pense-t-il sans doute, en flagrant délit d'intransigeance dictatoriale à propos de la démocratie syndicale, il n'a pas voulu laisser perdre cette aubaine lui permettant de montrer que « même les marxistes les plus orthodoxes » sont prêts à couvrir toutes les violences répressives pourvu qu'elle s'accomplissent sous le couvert du « dogme » de Marx. Il ne vient pas à l'idée d'Hagnauer que nous puissions juger les violences du type de celles qu'exerce Castro en fonction de leur *caractère social* et non en fonction de leur grossier travestissement en socialisme « marxiste ».

Mais nous ne suivrons pas Hagnauer dans ses pérégrinations cubaines ; nous avons déjà traité et traiterons encore de cette question à propos de laquelle nous nous flattons d'avoir montré une plus grande clairvoyance que bien d'enthousiastes partisans des *barbudos*. Peut-être pourrions-nous simplement faire remarquer à Hagnauer que s'il est nécessaire de posséder quelques rudiments de marxisme pour comprendre pour quelles raisons Khrouchtchev, en parfaite cohérence avec la nature sociale de l'actuelle Russie, a « laissé tomber » Castro, il n'est pas nécessaire d'être initié à notre « dogme » pour savoir que le pacifisme de Stevenson est aussi hypocrite que celui de M. K. et que, dans la politique des prêts et « aide aux pays sous-développés », le dollar est une arme aussi efficace que les porte-avions ou les fusées.

Autrement dit, nous pourrions faire remarquer à Hagnauer qu'en marge de son amour pour la démocratie ouvrière il flirte outrageusement avec la démocratie en général et avec la démocratie sauce new-yorkaise en particulier. Il suffit de lire son article pour s'en convaincre. Mais, encore une fois, ce n'est pas cette question que nous voulons éclairer ici. La mise au point que nous voudrions faire ne concerne pour l'instant que l'utilisation abusive faite par Hagnauer de notre formule sur la *démocratie syndicale*. C'est là en effet que la manœuvre est perfide. Elle n'a pas d'autre but que de nous assimiler à ceux qui, par n'importe quel moyen, ont livré au patronat et à l'Etat capitaliste les derniers retranchements défensifs de la classe ouvrière. Et le coup n'est pas maladroit puisque les ouvriers n'ont certainement pas oublié la façon ignominieuse dont les staliniens se sont imposés dans les syndicats après la Libération : puisque nous déclarons « mépriser la démocratie syndicale » c'est donc que, marxistes orthodoxes ou pas, nous sommes bien de la même famille que ceux que patronne Moscou.

Il nous faut donc expliciter quelque peu la formule lapidaire dont notre adversaire s'est emparé. Dans l'article d'où la citation est tirée il s'agissait pour nous de montrer, à la lueur de la scission syndicale de 1921, que le mouvement syndical dans la phase impérialiste est tiré dans deux directions opposées selon que l'organisme est aux mains des révolutionnaires ou des agents de la bourgeoisie, et que le respect de la démocratie comme un principe absolu a conduit souvent les premiers à se trouver impuissants devant les manœuvres des seconds. Ainsi la minorité syndicaliste révolutionnaire de 1921 se laissa-t-elle exclure par la clique à Jouhaud sans pouvoir riposter et certains de ses membres poussèrent même à la scission. C'est une leçon qui, à nos yeux, a un caractère général et une valeur d'enseignement qui n'a fait que croître avec les décades passées.

Nous sommes donc pour la démocratie syndicale, comme nous l'avons dit, chaque fois qu'elle exprime cette impulsion prolétarienne profonde qui est toujours présente, à un certain degré de développement *collectif* de la lutte ouvrière. Mais nous com-

battons impitoyablement la tendance — non moins existante dans tout programme revendicatif — à transiger sur les points de principes fondamentaux, à *composer* avec les impératifs du patronat et à *traiter* avec ses représentants directs ou indirects. Nous sommes pour les revendications unitaires et pour les mouvements généralisés sur les deux objectifs immédiats essentiels de la lutte ouvrière : les augmentations générales de salaires et la réduction de la journée de travail. Dans cette voie nous faisons confiance à la volonté de la base et à sa plus large expression qui permet à la masse des travailleurs de les appuyer de tout son poids. Mais nous nous refusons à nous laisser lier par l'arithmétique des « majorités » lorsque, sous l'effet des manœuvres des dirigeants syndicaux, du découragement des salariés, du rapport de force défavorable dans lequel d'innombrables capitulations les ont enfermés, la surenchère entre catégories, la revendication du salaire au rendement et des primes, qui constituent autant d'éléments de *division* du prolétariat introduits par le patronat et ses complices, prennent le pas sur les revendications unitaires.

Est-ce là du « dogmatisme » ou le plus élémentaire respect de principes de classe que mille expériences ont vérifiés ? Sur ce point aucun syndicaliste ne peut contester le caractère *prolétarien* (sans « sic ») de notre position. La seule chose qui nous sépare c'est qu'ils croient, eux, que la « libre discussion » au sein des syndicats peut, en toutes circonstances et dans toutes les situations, aboutir à ces seules et vraies méthodes de lutte ouvrière. De ce fait ils placent la démocratie interne des syndicats *au-dessus* des luttes de tendances qui reflètent à *l'intérieur* de la classe ouvrière la lutte de classe qu'en de bonnes conditions les ouvriers exercent *au-dehors*. C'est pourquoi, à leurs yeux, la démocratie syndicale exprime toujours l'intérêt des travailleurs, et ils lui confèrent un caractère en quelque sorte sacré. Pour nous, au contraire, c'est seulement en certaines circonstances, lorsque la marée sociale est telle qu'elle bouscule tous les obstacles, lorsque l'appareil syndical, profondément secoué par cette poussée est contraint de fausser ou de bafouer cette démocratie *au lieu de s'en servir* comme c'est encore le cas aujourd'hui, que cela a un sens de réclamer la libre expressoin de la volonté de base. Toute la divergence entre les syndicalistes et nous se trouve là.

Ils font de la démocratie syndicale *un principe*, propre à assurer en tous temps et en tous lieux la volonté prolétarienne ; nous n'y voyons nous que l'expression du *rapport des forces* existant entre la classe ouvrière et les auxiliaires syndicaux du capitalisme.

Aujourd'hui, ce rapport de force est profondément défavorable au prolétariat et ce sont quelquefois les travailleurs eux-mêmes qui adhèrent aux revendications propres à les diviser et à les affaiblir encore davantage. Nous n'en voulons pour preuve qu'un exemple relativement récent sur lequel nous concluerons. Il y a quelques années, la Régie Renault proposa aux organisations syndicales une convention scélérate en vertu de laquelle les ouvriers, moyennant le paiement d'une prime annuelle, renonçaient durant ce même temps à l'usage de la grève. F.O. et C.F.T.C. acceptèrent d'emblée. La section C.G.T., soucieuse sans doute de sauvegarder ses derniers traits distinctifs à l'égard des centrales concurrentes, eut quelques velléités de refuser l'accord. Ce fut sous la pression de *ses propres adhérents* qu'elle dut, toute honte bue, solliciter (en vain d'ailleurs) le triste honneur d'apposer au bas de la convention la signature de ses représentants. Messieurs les syndicalistes, elle avait *démocratiquement* suivi la volonté de ses mandants. Eh bien, c'est *cette démocratie-là* que nous méprisons, nous réservant de respecter *l'autre*, c'est-à-dire l'expression impétueuse d'un prolétariat enfin tiré de sa torpeur quand il refusera les basses compromissions qu'on lui impose aujourd'hui. Il est vrai qu'à ce moment-là, quand les ouvriers s'élanceront dans la lutte avec les moyens radicaux qui leur sont propres, nous n'aurons même plus le temps de « compter les voix » !

DÉMOCRATIE FASCISANTE OU FASCISME DÉMOCRATIQUE ?

L'alternative classique, en France, de périodes de « gouvernement d'Assemblée » et de « pouvoir personel » semble liée à la nécessité dans laquelle s'est trouvée la grande bourgeoisie d'affaires, à chaque stade décisif de son développement, de refouler les intérêts des autres couches de la société et en particulier de la petite bourgeoisie, donc d'empêcher leur expression politique en écartant leurs représentants du pouvoir. Après Thermidor, alors qu'il fallait stabiliser les positions du grand né-

goce, face à la petite bourgeoisie jacobine, en vue de passer le compromis nécessaire avec l'Europe aristocratique, on vit s'opérer la concentration des pouvoirs entre les mains des cinq Directeurs, puis des trois Consuls et enfin de l'Empereur .Après 1848, la nécessité de procéder à une accumulation industrielle rapide pour tenir contre l'offensive libre-échangiste du capital anglais poussa le parti de l'ordre à faire confiance au petit-neveu du grand-oncle. Aujourd'hui, la nécessité d'accélérer encore et toujours cette sacro-sainte accumulation mène le capital financier à reléguer encore une fois à l'arrière-plan, avec l'aide d'un autre général glorieux, les porte-parole sans prestige, quoique fort utiles en d'autres temps, des classes moyennes condamnées à l'expropriation. Il s'agit, cette fois, d'affronter au sein du Marché Commun des concurrents aussi sérieux que l'Allemagne et peut-être l'Angleterre et, au-delà, sur le marché mondial, les colosses américain et russe.

Si les classes moyennes ont eu la vie dure en France (nous voulons parler des classes moyennes d'ancien type et non des « nouvelles » formées de salariés à hauts traitements engendrées par les structures monopolistes) le fait est dû, beaucoup plus qu'à leur résistance politique, qu'à leurs luttes de classe, aux conditions spécifiques du capitalisme français.

Nombreuses en 1789 à cause du retard relatif de l'accumulation capitaliste, conséquence de la rivalité anglo-française de l'époque mercantiliste, elles le demeurèrent jusqu'en 1850 tant en raison de la durée de la réaction aristocratique après 1815 que du développement relativement lent de l'industrialisation jusqu'en 1850. Après 1870, la stagnation relative de l'industrie et surtout le développement particulièrement remarquable du caractère usuraire du capital, dû à la possession monopoliste d'un vaste empire colonial, contribuèrent à leur conservation. Il faut attendre 1950, la décolonisation et la reprise rapide du développement industriel pour voir leur tranquillité remise en question.

En transformant les structures de l'Etat bourgeois par l'entremise gaulliste, le capital financier ne fait donc que prendre les dispositions préventives indispensables à la bonne exécution de ses tâches économiques pressantes. L'ironie de l'histoire a voulu que ce soit précisément une partie de ces classes moyennes, celle qui servait d'encadrement et de tampon à la domination du capital financier en Algérie, qui ait fourni l'occasion de ce bouleversement des structures, en appelant au pouvoir justement celui qui devait faire d'elle sa première victime.

Signalons en passant à nos khrouchtcheviens ce nouvel exemple de l'aveuglement congénital des classes moyennes — avec l'alliance desquelles ils espèrent pourtant « battre les monopoles » — puisque le souvenir de leur comportement en face de Mussolini et de Hitler semble avoir été perdu.

Mais si la concentration du capital, qui précède ou qui suit les mesures politiques prises par l'Etat bourgeois pour la favoriser, s'accélère à certaines époques, procédant par bonds plus ou moins importants, le fait essentiel reste qu'elle n'est pas un accident mais une tendance fondamentale, permanente de l'évolution économique, qui ne peut pas ne pas l'emporter à la longue, même si au cours de son développement elle suscite l'apparition de nouvelles couches moyennes plus ou moins parasitaires. Et la concentration du pouvoir politique « en un petit nombre de mains » est une tendance non moins inéluctable des sociétés de classe. Celle qui se poursuit dans notre société moderne, capitaliste, est identique en substance à celle que connurent les sociétés esclavagistes et féodales. La concentration de la propriété foncière aux mains des latifundia devait nécessairement, et malgré les efforts désespérés des Gracques, aboutir au passage de la démocratie patricio-plébéienne à la monarchie impériale. La même évolution devait transformer la féodalité démocratique et élective du haut moyen-âge en une monarchie héréditaire, puis absolue au XVIIe siècle. Le descendant du Capet qui s'entendait dire « Qui t'a fait roi ? » domestiquait la noblesse à Versailles et déclarait qu'il était l'Etat.

Dans toute société de classe on observe, parallèlement à la concentration des moyens de production, un recul de l'activité politique autonome des propriétaires individuels de ces moyens, et leur remplacement par une bureaucratie toujours plus envahissante et plus lourde. On constate aussi une divinisation du chef de cette bureaucratie. L'Empereur romain se fait adorer comme un dieu ; le roi très chrétien l'est de « droit divin » ; le président de la République bourgeoise se fait élire au suffrage universel. Et nous ne plaisantons pas : pour le démocrate, le respect de la personne humaine est un principe *sacré*, le principe de toute autorité est la souveraineté populaire, la volonté populaire, exprimé par le suffrage de *chaque individu*. Il n'y a aucune contradiction dans le fait que cette

volonté s'exerce par l'intermédiaire d'*un* seul individu. Au contraire, le pouvoir de cet individu est sacré puisqu'il est la somme de multiples volontés particulières, plus sacrées les unes que les autres.

Nos « communistes » nationaux ont beau se livrer à de pitoyables contorsions pour prouver que la « volonté populaire » n'est ni valable ni intelligente si elle ne passe pas par un intermédiaire : « Le représentant élu du peuple », le député. Ou l'on est démocrate et l'on considère la société comme un agrégat d'individus dont les intérêts se rejoignent dans un intérêt général, et il est alors impossible de refuser l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel, ou l'on est marxiste et l'on considère la société comme un ensemble contradictoire de classes antagonistes, et il est alors impossible de tenir comme légitime la « volonté populaire » même si elle s'exprime par l'intermédiaire de députés valablement élus à la représentation proportionnelle !

⁂

Mais bien qu'ils soient des démocrates authentiques (et nous ne nous moquons pas, ici, le moins du monde), ce n'est pas chez les khrouchtcheviens qu'on rencontre aujourd'hui les meilleurs représentants de ces nouveaux adeptes de l'autorité de l'Etat. Nos anciens staliniens sont en effet gênés non par leurs origines (très honorables au contraire, social-démocrates !), mais par ce qu'ils auraient pu devenir si la dégénérescence de la IIIe Internationale n'avait pas compromis leur transformation. C'est chez les « vrais » démocrates, ceux qui n'ont jamais flirté avec la lutte de classe et la dictature du prolétariat qu'on trouve aujourd'hui les nouveaux partisans de l'Etat Fort.

Et par exemple chez M. Sauvy qui, à l'occasion du référendum, a exprimé quelques considérations sur « Suffrage universel et groupes de pression » (*Le Monde*, 19 octobre 1962). M. Sauvy est pour la « défense de l'intérêt général et des victimes silencieuses » (sans-logis, « smigards », sans travail, sans voiture, vieux, jeunes, écoliers, etc.), écrasés par « le régime des groupes de pression ». Et il affirme « C'est pourquoi il apparaît qu'un président élu par les citoyens en tant que tels, par les individus pourra exercer un certain contre-poids ». Nous ne étonnons pas que M. Sauvy considère l'Etat et son chef comme devant être les interprêtes de l'intérêt général, puisqu'il est démocrate. Il ne peut pas partager l'opinion marxiste selon laquelle l'Etat n'est que l'instrument de l'oppression de la classe exploitée par la classe dominante. Mais M. Sauvy est aussi quelque peu économiste et il ne peut ignorer ce que chacun sait : que c'est le capital financier qui est au pouvoir. C'est pourquoi sa définition des groupes de pression est assez curieuse : « Par groupe de pression j'entends tout groupe, syndicat, association, chambre, etc., capable d'exercer une pression efficace, par exemple grève des services publics, exportation de capitaux, barrage de routes, grèves des investissements, refus de publicité à la presse, etc. » Peut-être le capital financier est-il compris dans les etc. Et dans ce cas peut-être, M. Sauvy peut-il expliquer comment le président élu au suffrage universel pourrait opposer à ce capital financier un contre-poids ?

Si nous ne pouvons trouver de lumières sur « cet aspect de la question » dans cet article, du moins trouvons-nous l'assurance, l'auteur s'en porte garant, que de Gaulle ne pourra pas exercer la dictature. Si, toutefois, de Gaulle venait à trahir l'intérêt général, la défense des victimes silencieuses, et s'il s'avisait d'exercer la dictature et bien, le pauvre ! il ne le pourrait pas.

« Je peux signaler quelles conditions exigerait sur le plan économique une dictature future. Il est impossible à un homme seul de diriger une économie même avec tous les pouvoirs politiques. Déjà Mussolini et Hitler n'avaient réussi en leur temps qu'avec l'aide d'un parti unique muni d'une doctrine. Que cette doctrine soit vraie ou fausse ne présente aucune importance : l'essentiel est que les ordres soient transmis et exécutés à tous les échelons grâce à des cellules ou des sections dans chaque secteur. Rien de cela n'existe en France. »

M. Sauvy n'est pas sérieux. Ce n'est pas avec un parti qu'on dirige l'économie, mais avec un appareil d'Etat. Le parti et sa doctrine servent à conquérir cet appareil et au besoin à lui fournir des cadres. Lorsqu'il s'agit d'une transformation des structures à l'intérieur du même ordre social, de réforme donc, le parti unique n'est même pas absolument nécessaire. La meilleure preuve c'est de Gaulle qui l'a donnée lui-même dans sa déclaration à l'Assemblée Nationale (*Le Monde*, 12 décembre). « Poursuivre d'après un plan fermement tracé et appliqué le développement de notre pays (soit en fait de capacité scientifique et technique, soit au point de vue économique, soit dans le domaine social, soit en matière d'éducation, de formation d'une jeunesse toujours plus nombreuse), de telle sorte que s'élèvent à la fois la condition de chacun, la prospérité nationale et la puissance de

la France, c'est là bien évidemment l'objectif intérieur que tout nous impose à présent. Sans doute peuvent différer les opinions quant à la voie à prendre pour l'atteindre. C'est pourquoi la conception d'un parti unique ne saurait se justifier. »

Puisque tout le monde est d'accord sur l'objectif essentiel, *et c'est vrai*, il n'est pas besoin d'un parti unique pour l'imposer. Si le parti unique fut nécessaire en Italie et en Allemagne à un moment donné, c'est qu'il existait en effet une « autre façon de voir les choses », un autre « objectif » pour une partie de la société que la « grandeur nationale ». Lorsque la révolution prolétarienne menaçait, quand il n'y avait plus le choix qu'entre dictature ouverte du capital et dictature du prolétariat, on conçoit que le capital ait eu recours au parti unique, seul moyen de bander les énergies contre la menace mortelle. Aujourd'hui, alors que le parti qui prétend défendre le prolétariat s'est rallié à la grandeur de la patrie, alors que toute autonomie du prolétariat a disparu, il n'est nul besoin d'un parti unique, une opposition légale vaut bien mieux.

Rien ne peut plus nous étonner. Qu'un économiste en 1962 en arrive à passer sous silence le rôle du capital financier, qu'un démocrate en vienne à attendre la défense des « victimes silencieuses » (et pour qu'elles restent silencieuses) d'un sauveur suprême : Voilà bien la preuve qu'il n'y a plus de place dans notre étouffant monde libre que pour le *Fascisme passif*.

Monsieur Martinet corrige l'Histoire

Comme il est très difficile, « de notre temps », de se tenir au courant de toutes les prodigieuses révélations que font en matière de marxisme des auteurs plus doués les uns que les autres, nous n'avons pas encore lu l'œuvre si importante, paraît-il, que vient de publier M. G. Martinet sur « Le marxisme de notre temps ».

Nous n'en connaissons pour l'instant que le titre et les extraits — assez étendus — qu'en a publiés *France Observateur*, et ceci nous suffit amplement. Car non seulement ce titre constitue à lui seul un programme (diamétralement opposé au programme communiste), mais en outre on trouve largement dans ces extraits de quoi apprécier les conclusions auxquelles arrive M. Martinet, et les procédés grâce auxquels il y parvient. Pour prôner une « démocratie socialiste » où ouvriérisme et croyance dans les vertus de l'électronique se confondent d'une confondante façon, M. Martinet emploie en effet une méthode dont la rigueur historique et scientifique, bien digne des découvertes auxquelles elle sert, est digne d'attirer aujourd'hui notre attention.

M. Martinet, rénovateur (ou renouvelliste ?) du marxisme, mais soucieux de justifier marxistement son rénovatisme, a voulu lui assurer un « précédent » marxiste. Et ce précédent (cf. *France Observateur* du 6 septembre 1962), il croit l'avoir trouvé là où nul, sauf Khrouchtchev et lui, n'aurait songé à le chercher, il croit l'avoir trouvé dans l'histoire de la révolution russe et la théorie de la révolution permanente.

Il y aurait eu vers 1905, d'après M. Martinet, un grand tournant du marxisme, une innovation formidable inspirée par l'expérience imprévisible et imprévue. Alors que jusque-là le marxisme avait pensé que la révolution prolétarienne ne pouvait triompher que dans les pays capitalistes pleinement développés, « un petit nombre de révolutionnaires russes en ont jugé autrement et ont bâti, à partir de l'étude de l'expérience de 1905, une théorie audacieuse... Cette théorie, plusieurs hommes — dont Lénine — l'ont conçue et peu à peu mise au point, mais c'est Léon Trotsky qui lui a donné son nom et qui en a fait l'exposé le plus clair. » Et de citer : « La théorie de la révolution permanente fait ressortir que dans les nations bourgeoises arriérées de notre époque, les tâches démocratiques reviennent à la dictature du prolétariat et que cette dictature met à son tour les tâches socialistes à l'ordre du jour : c'est ici que se trouve l'idée centrale de la théorie. Contrairement au point de vue traditionnel, selon lequel la route qui conduit à la dictature du prolétariat passe par une longue période de démocratie, la théorie de la révolution permanente met en lumière le fait que, pour des pays arriérés, la route de la démocratie passe à travers la dictature du prolétariat. Ainsi la démocratie ne devient pas un régime ancré pour des décades, mais plus exactement une introduction directe à la révolution socialiste ; chacune est liée à l'autre par une chaîne ininterrompue. De cette manière apparaît entre la révolution démocratique et la transformation socialiste de la société une sorte de permanence du développement révolutionnaire. »

Trotsky

Ce passage de Trotsky contient, tel quel, une inexactitude énorme, dont M. Martinet fait évidemment ses choux gras. Peu nous importe si cette erreur est due à Trotsky, à la traduction, ou à autre chose ; l'important, c'est que contrairement à ce qui est affirmé, cette définition de la révolution permanente est en réalité non pas opposée, mais *strictement conforme*, en son fond, *au point de vue traditionnel* du marxisme. A tel point que l'expression de « révolution permanente » n'a pas été imaginée par Trotsky (qui, à notre connaissance, n'en revendiquait d'ailleurs pas la paternité), mais bel et bien par Marx lui-même, non pas, évidemment, après la stupéfiante expérience de 1905, mais en 1850. Et ceci n'a rien d'extraordinaire.

Il faut ignorer autant le marxisme que l'histoire, pour croire que la situation de la Russie au début de ce siècle était une situation inédite, pour ne pas savoir que le problème de la double révolution, ou révolution permanente, s'était déjà posé vers 1848 en Allemagne. Marx et Engels auraient vraiment dû être non seulement ces immédiatistes myopes qu'on veut faire d'eux, mais des aveugles complets, pour ne pas le voir.

En réalité ils l'ont si bien vu qu'ils ont alors défini, une fois pour toutes et sans ambiguïté, les tâches du parti prolétarien dans une telle situation :

« En Allemagne, le Parti communiste lutte d'accord avec la bourgeoisie, toutes les fois que la bourgeoisie agit révolutionnairement contre la monarchie absolue, la propriété foncière féodale et la petite bourgeoisie.

Mais, à aucun moment, il ne néglige d'éveiller chez les ouvriers une conscience claire et nette de l'antagonisme violent qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat, afin que, l'heure venue, les ouvriers allemands sachent convertir les conditions politiques et sociales, créées par le régime bourgeois, en autant d'armes contre la bourgeoisie, afin que, sitôt détruites les classes réactionnaires de l'Allemagne, la lutte puisse s'engager contre la bourgeoisie elle-même.

C'est vers l'Allemagne surtout que se tourne l'attention des communistes, parce que l'Allemagne se trouve à la veille d'une révolution bourgeoise, parce qu'elle accomplira cette révolution dans des conditions plus avancées de la civilisation européenne et avec un prolétariat infiniment plus développé que l'Angleterre et la France au XVIIe et au XVIIIe siècle, et que, par conséquent, la révolution bourgeoise allemande ne saurait être que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne. » (Manifeste Communiste, 1848.)

Nous nous abstenons de souligner certaines phrases de cette citation, car elle dément à l'évidence, dans sa totalité, le postulat de M. Martinet. Il en va de même de l' « Adresse du Conseil Central à la Ligue des Communistes », de mars 1850 :

« Alors que les petits bourgeois démocrates veulent mettre aussi vite que possible un terme à la révolution, en réalisant tout au plus leurs propres aspirations, il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été chassées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis la puissance étatique, et que l'association des prolétaires soit suffisamment avancée, non seulement dans un pays mais dans les pays dominants du monde, pour qu'il n'y ait plus de concurrence entre les prolétaires de ces pays, et qu'au moins les forces de production décisives soient concentrées entre les mains des prolétaires. »

Et cette « Adresse », qui développe le programme complet de la double révolution en Allemagne, se termine par ces mots : « Leur cri de guerre doit être : la révolution en permanence. »

Voici qui devrait mettre fin à ces sortes d'élucubrations sur l'audacieuse conception de la théorie de la révolution permanente par plusieurs hommes — dont Lénine — et son baptême par Trotsky, non ? On aurait tort de penser que nous nous attachons ici à une stupide question d'antériorité littéraire : si nous insistons sur le fait que ces hommes n'ont rien inventé, c'est qu'eux-mêmes ne prétendaient à rien moins qu'à innover, mais bien à être des marxistes. Et c'était autrement plus audacieux !

Car à cette époque comme à la nôtre, les grands partis soi-disant marxistes avaient perdu le lien avec la doctrine révolutionnaire, et, ouvertement ou en catimini, leurs « théoriciens socialistes » s'efforçaient de réviser le marxisme qu'ils ne comprenaient plus. Non qu'ils fussent plus « bêtes » que d'autres ; mais eux et leurs partis exprimaient et représentaient de plus en plus ouvertement, comme aujourd'hui, les aspirations de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière. D'où cette rupture avec la doctrine prolétarienne, flagrante rien que dans leur façon de poser la question de la révolution sur le terrain *national* — tout comme M. Martinet.

C'est contre ces pseudo-marxistes, ces « marxistes de leur temps », ces « marxistes » à la Martinet, que le courant marxiste russe et international a dû rétablir et dé-

fendre le marxisme véritable. Il l'a fait, explicitement et intégralement. Il a rétabli le programme marxiste, tant pour les vieux pays capitalistes que pour les pays qui n'ont pas encore accompli leur révolution bourgeoise. Il a également rétabli la stratégie *internationale* du prolétariat, et montré que la tâche de la révolution dans un pays n'est pas d'y bâtir le socialisme, mais d'impulser la révolution mondiale (1).

Cette lutte pour le rétablissement de la doctrine révolutionnaire, seul fondement solide du parti révolutionnaire (suivant l'audacieuse conception commune à Engels, Lénine et plusieurs autres hommes), les marxistes l'avaient entreprise bien avant « l'expérience » de 1905. Il n'y a qu'à lire, pour s'en convaincre, les écrits de Lénine de 1894 à 1905, « Ce que sont les amis du peuple... », « Les tâches des social-démocrates russes », « Que faire ? », « Un pas en en avant, deux pas en arrière », « Deux tactiques », etc. Après avoir constaté la destruction définitive des restes des communautés rurales russes par le capitalisme (cf. " Le développement du capitalisme en Russie », 1898), Lénine développe le *vieux* programme de la révolution permanente. S'il n'en fait pas « une théorie » particulière, c'est avec juste raison, et ses formulations sont plus rigoureuses que celles données par Trotsky à la même époque (et qu'évidemment M. Martinet préfère).

Or c'est uniquement grâce à cette lutte longue et acharnée, non pas pour « adapter » le marxisme au goût du jour, mais pour rétablir au contraire l'intégralité de la doctrine et du programme marxistes contre tous leurs adaptateurs, que ce petit nombre de révolutionnaires — dont Lénine — a pu intervenir de façon révolutionnaire dans l'histoire, conduire à l'instauration de la dictature du prolétariat (et non du socialisme) en Russie en même temps qu'à la reconstitution du Parti Communiste International.

M. Martinet a été vraiment mal inspiré en choisissant son « précédent » : celui-ci va tout juste à l'encontre de sa thèse. Voulant justifier son révisionnisme par l'autorité de Trotsky et Lénine (pas moins-se !), il a dû se livrer pour cela, lui, l'honnête démocrate, à la falsification de l'histoire — tout comme l'abominable Staline. (D'ailleurs, quoi d'étonnant si ceux qui demandent à un Khrouchtchev la réhabilitation de Trotsky le calomnient eux-mêmes ?) Peu nous chaut de savoir si M. Martinet falsifie et calomnie, lui, de bonne ou mauvaise foi. Nous admettrions volontiers qu'il a, tout bonnement, oublié le Manifeste (il a pourtant bien dû le lire un jour), oublié même l'histoire qu'on lui a enseignée au lycée (« La révolution de 1848 en Europe »), et qu'écrivant un grand et important ouvrage sur le marxisme, il a simplement négligé Marx et Engels au profit des « théoriciens socialistes » de la social-démocratie.

Il n'y aurait là rien que de normal. Car M. Martinet défend une certaine thèse, comme l'avoue gentiment le titre qu'il a élu : « Le marxisme de notre temps » (2). En d'autres termes : « Un marxisme pour chaque temps, et chaque marxisme en son temps ». Le seul ennui, c'est que cette théorie si originale n'a rien de commun avec celle de la révolution permanente. Elle est juste son contraire : c'est la théorie de *l'opportunisme permanent.*

C'est pourquoi nous ne sommes guère curieux de lire les brillants développements que M. Martinet donne de sa théorie. Avant même d'avoir ouvert son livre nous savons ce qu'il y a dedans. Non, nous ne jouons pas aux voyants extra-lucides. Nous savons simplement que les « théories » ne sont pas des inventions gratuites d'esprits créateurs, mais l'expression et *la traduction de positions et d'aspirations de classes.* Nous savons ainsi qu'il n'y a « de notre temps » que trois théories possibles, et que le plus génial des génies ne pourrait en inventer une autre. Ce sont :

La théorie bourgeoise. Elle vise ouvertement à la conversation du capitalisme ; elle cherche à justifier et à défendre tous les impératifs de la domination du capital.

La théorie révolutionnaire du prolétariat. Elle vise ouvertement à la dictature du prolétariat, à la destruction violente du capitalisme, et au passage à la société communiste.

La théorie du « socialisme petit-bour-

(1) La définition de Trotsky citée par M. Martinet est à cet égard moins précise et complète que celle de l' « Adresse ». Mais Trotsky a suffisamment prouvé par la suite, et même lors de ses pires erreurs, son attachement farouche au caractère international de la révolution prolétarienne.

(2) Trotsky, lui, n'a jamais voulu qu'être marxiste (ce n'est pas à propos de M. Martinet que nous expliquerons nos divergences avec lui !) et il a écrit en 1939 : « Le marxisme *et* notre époque ». Comme quoi un petit changement de préposition peut traduire un changement radical de position.

geois ». Utopique, elle rêve *d'aménager* la société capitaliste selon les intérêts (idéaux!) mesquins du petit-bourgeois, *sans toucher à ses fondements.*

Cette dernière théorie, expression idéologique de la position de classe de la petite bourgeoisie, est opportuniste par essence, car, incapable de comprendre et de prévoir le développement du capitalisme, elle est obligée de s'adapter chaque jour aux « faits nouveaux » qui lui tombent dessus. Mais les aspirations fondamentales de la petite bourgeoisie ne peuvent que rester invariables, de Proudhon à Martinet en passant par Lassalle, Dühring et tutti quanti. Et à partir du moment où M. Martinet prend position contre le seul moyen de détruire le capitalisme, la dictature du prolétariat, il ne peut que réchauffer toutes ces vieilles fadaises dans une sauce de « sociologie moderne ».

Aussi nous importe-t-il peu de savoir combien « d'étatisme » M. Martinet met dans son « socialisme démocratique », combien de « liberté » dans sa « planification », « d'électronique » dans sa « démocratie » et vice-versa ; en un mot, quel dosage savant il voudrait établir entre les exigences fondamentales du capital et les aspirations des petits-bourgeois. Il pourra en discuter avec « Socialisme ou Barbarie », Khrouchtchev, ou qui cela amuse. Mais pas avec nous.

En effet, cette théorie de l'opportunisme permanent, nous la combattons *en permanence*, dans son ensemble et de façon radicale : il serait aussi inutile qu'impossible de démonter point par point chacune de ses sous-variantes.

Que M. Martinet écrive donc tranquillement de gros livres sur le « socialisme démocratique » — tant que l'histoire le lui permet — qu'il joue donc au grand « théoricien socialiste » du P.S.U., petit mais vaillant héritier des grands partis réformistes. Mais qu'il sache au moins ce qu'il fait. Qu'il se réclame au moins de ses véritables maîtres, qu'il ne mêle pas le marxisme à ses salades. Qu'il ne trafique pas l'histoire pour se cacher derrière Lénine et Trotsky. Car c'est vraiment un comble que d'essayer d'utiliser ces marxistes, qui ont rétabli et défendu le principe fondamental de la dictature du prolétariat, pour couvrir un si minable « pluralisme démocratique », de vouloir parer sa couardise réformiste avec les plumes de l'audace révolutionnaire.

LETTRE DE BELGIQUE

Il serait exagéré de prétendre que l'on assiste au début d'une offensive généralisée du patronat belge contre les conditions d'existence de la classe ouvrière. Dans la période présente de haute conjoncture économique, talonné par la concurrence de ses « partenaires » du Marché commun, en butte à certaines difficultés au point de vue du recrutement de la main-d'œuvre, il préfère laisser au très démocratique gouvernement de la coalition socialo-catholique le soin de mener contre les travailleurs une attaque insidieuse par le moyen du renforcement des mesures pour le maintien de l'ordre capitaliste. Il sera toujours temps d'aviser une fois qu'ils auront été poussés dans le piège par le Parti Socialiste Belge (dont la formule peut s'énoncer comme suit : socialiste - proudhonien- 1%, belge 99%) et aussi par toute la cohorte des « gauchistes » gauchocrates, gaucholâtre et gauchoïdes qui, tout en appelant les ouvriers à la résistance, sans toutefois donner des directives bien précises, les affaiblissent davantage en les entraînant sur le terrain du fédéralisme, en ajoutant, quoiqu'ils s'en défendent, aux divisions de métiers, de catégories et de sexe celle qui, selon eux, sépare les Wallons des Flamands.

Si la grande grève de décembre 60 - janvier 61 a abouti, on s'en souvent, au rejet de la Loi unique, le gouvernement social-chrétien-socialiste Lefèvre-Spaak, formé un peu plus de trois mois plus tard, parvient peu à peu à faire passer ce qu'Eyskens n'était pas arrivé à imposer en bloc, entre autres l'attaque directe contre les conditions d'existence des travailleurs par l'aggravation de la fiscalité et un tripatouillage éhonté de l'index des prix. Cependant le souvenir de son magnifique combat reste présent dans la mémoire du prolétariat belge et il amène dans la lutte des secteurs qui, en 1960, étaient restés à l'écart. Ainsi les métallurgistes d'Oolen, tous affiliés au syndicat chrétien, à la fin de l'été dernier, ont remporté la victoire après une grève de neuf semaines durant laquelle ils ont mené la vie dure aux jaunes et aux gendarmes.

Nous examinerons maintenant deux autres mouvements qui se sont produits dans le sud du pays. Ils n'ont certes pas eu le même caractère d'âpreté que celui d'Oolen, mais ils montrent ce que pourrait être la combativité du prolétariat s'il n'était pas dévoyé par les chiens de la social-démocratie, les socialistes (*sic*) de gauche

(*resic*), partisans de la « nouvelle démocratie », et les pseudo-communistes, commis-voyageurs de la « démocratie rénovée ».

Le 27 septembre, aux « Ateliers de Construction Electrique de Charleroi » — l'une des premières entreprises à partir en grève en 1960 avec « Ougrée-Marihay » et « Espérance-Longdoz » de Liège, le port d'Anvers, les centrales électriques de Gand et les cheminots de Charleroi — eut lieu une assemblée syndicale du secteur des transformateurs à propos de l'égalité des salaires des hommes et des femmes. Cette réunion n'ayant pas été autorisée par la direction qui ne consentait à accorder qu'une heure par mois à sa convenance et pour des assemblées de secteur seulement — voilà où mène le syndicalisme d'entreprise ! —, six délégués du personnel (quatre socialistes et deux chrétiens) furent mis à pied dès le lendemain pour une durée de quinze jours.

Le 1er ocotbre la grève était déclenchée dans le secteur et les syndicats (Fédération Générale du Travail et Confédération des Syndicats Chrétiens) au lieu de lancer immédiatement le mot d'ordre de son extension à toute l'entreprise, organisèrent un référendum donnant au personnel à choisir entre le soutien pécuniaire des grévistes par le versement d'une heure de salaire journalier et la grève dans toutes les divisions. Cette consultation, les directions syndicales avaient projeté de la faire à l'intérieur de l'usine, atelier par atelier, espérant ainsi éviter l'extension de la grève (en soumettant les assemblées à certaines conditions, le patronat ne se référait-il pas en effet sinon à des accords du moins à l'acceptation par les dirigeants syndicaux de ses exigences ?). Mais les éléments les plus combatifs, déjouant la manœuvre, parvinrent à faire voter au dehors.

Quatre-vingt cinq pour cent des travailleurs se prononcèrent en faveur de la grève. A partir du 2 octobre six mille ouvriers et ouvrières cessaient le travail. Quatre jours après la direction des A.C.E.C. cédait et levait les sanctions prises à l'encontre des délégués.

Le soir même de l'élargissement de la grève, le secrétaire de la Centrale des métallurgistes de Charleroi faisait savoir (à la radio !) que la direction régionale de la F.G.T.B. approuvait le mouvement... Résultat ? Les revendications générales au sujet des salaires et des cadences de travail ne furent pas liées à celle qui avait motivé la grève et ces problèmes non résolus, ouvriers et ouvrières les ont retrouvés en retournant aux machines.

Une fois de plus les opportunistes ont fait passer l'« intérêt général » et de l'économie de « notre » pays avant celui de la classe ouvrière.

Aux « Forges de Clabecq » la grève a duré vingt-six jours. Ce fut une grève sauvage déclenchée sans préavis ni intervention de l'organisation syndicale. Autre caractéristique : c'était la première grève dans cette entreprise depuis la fin de la guerre. Elle fut provoquée par la mise à pied d'un ouvrier qui, à la suite d'une fausse manœuvre, avait brisé un cylindre de machine. La course à la productivité réserve de ces surprises...

Spontanément les quatre mille travailleurs de l'usine arrêtent le travail, exigent le retrait de la sanction qui frappe leur camarade, le remplacement des primes de fin d'année, que la direction voulait diminuer, par le payement d'un treizième mois, l'abolition des retenues, mises à pied et amendes, ils se prononcent enfin contre l'accélération du rythme de la production. L'unanimité des ouvriers — Flamands, Wallons et Italiens — est telle que durant vingt-six jours les piquets de grève n'auront qu'un caractère symbolique.

Les grévistes manifestent dans la rue, leurs assemblées se déroulent sur la place principale de la localité.

Il n'aura pas fallu moins de quatre réunions de conciliation pour que les ouvriers reprennent le travail. Les deux premières présidées par un ingénieur des mines, la troisième par le directeur général des mines et la dernière par le ministre du travail en personne. Malgré des concessions de la direction des Forges, consenties dès le début — retrait de la sanction, pas de diminution de la prime de fin d'année — les grévistes se prononcent pour la poursuite de la lutte jusqu'à l'obtention d'un treizième mois.

Lors de la troisième réunion de conciliation, le comité de grève refuse de se prononcer sur la nouvelle proposition du patronat ; augmentation de 5 millions de primes pour les ouvriers. Il convoque l'assemblée des grévistes, le 15 octobre, où les permanents syndicaux s'efforcent de faire admettre le compromis par les ouvriers qui tout d'abord, s'en tenant à leur première revendication, s'opposent même à ce qu'il soit soumis au vote. Après bien des efforts, des manœuvres et des palabres, les délégués syndicaux parviennent à organiser un référendum. Les syndiqués de la F.G.T.B. vont voter à la Maison du Peuple, ceux de la C.S.C., dans leur local. Ça fait déjà deux

groupes au lieu d'un ! Autre fait à souligner : sur quatre mille grévistes, un peu plus de deux mille ont pris part au référendum, il y a tout lieu de croire — « Syndicats », organe central de la F.G.T.B., le reconnaît implicitement — que la différence représente les ouvriers non-syndiqués auxquels les bureaucraties syndicales refusèrent le droit de s'exprimer. Et voilà un troisième groupe !

Le vote donne les résultats suivants : 78 % pour la grève, 21 % pour la reprise du travail, 1 % de bulletins nuls. Le combat se poursuit.

Enfin après la dernière réunion de conciliation, nouveau référendum. Il y a toujours 4.000 grévistes ; mais 2.469 votants seulement ; 64,2 % se prononcent pour l'arrêt de la grève ; 38,3 % veulent la continuer, il y a 2,5 % de bulletins nuls.

Malgré les pressions des bonzes syndicaux, grands et petits, et malgré les divisions du front ouvrier créés par eux, un tiers des votants — 38 % des grévistes n'ont pas voté, une fois encore — sont partisans de poursuivre la lutte. Le travail reprendra le lendemain.

« Victoire ! » clame la direction de la F.G.T.B., le Mouvement Populaire Wallon (l'organisation « socialiste » de gauche — elle aussi... — et fédéraliste crée par Renard au lendemain de la grève de décembre 60 — janvier 61) renchérit : « Belle et importante victoire syndicale ! » Qu'on en juge, ce que le parti soi-disant communiste regarde comme « un compromis fort honorable » ce résume en peu de mots : au lieu du 13e mois, objectif principal de la grève une fois obtenue la réintégration du lamineur mis à pied, augmentation de 500 Fr de la prime de fin d'année qui reste applicable suivant des coefficients basés sur l'ancienneté (c'est-à-dire, en fait, bien souvent, suivant le degré de spécialisation). Ce qui donne, pour six coefficients différents, de 4.000 Fr (jusqu'à 5 ans) à 8.000 Fr. (plus de 25 ans dans l'usine). Autres victoires encore : une commission paritaire proposera des « mesures propres à rétablir de bonnes relations humaines au sein de l'entreprise ». Rien de tel pour augmenter la productivité !

Heureuse de s'en tirer à si bon compte, la direction de l'usine, saisie d'une touchante sollicitude à l'égard de son personnel, s'engage aussi à... « élargir progressivement la distribution des vêtements de travail » et à « examiner favorablement l'instauration d'une caisse d'entraide dont le règlement sera fixé paritairement.

⁂

La solidarité à l'égard des grévistes des Forges de Clabecq comme de ceux des A.C.E.B. a été surtout verbale et platonique : présence de délégations aux assemblées et aux manifestations, ordres du jour, articles dans les journaux, mais à aucun moment les opportunistes qui dirigent les syndicats n'ont tenté d'appuyer ces grèves par des arrêts de travail, ne fût-ce que dans la région ou même dans la localité.

Mais il y a mieux, si l'on peut dire. Dans « Syndicats » (organes des syndicats socialistes, rappelons-le), du 10 novembre, l'un des plantons de service à la page de la Centrale des Métallurgistes, indique que le mouvement de Clabecq « a été suivi par les non-syndiqués (en grand nombre) tout comme par les syndiqués » et plus loin : « Si une certaine solidarité a joué, elle a été spontanée, à cet égard, elle mérite d'être examinée de plus près. En effet, depuis tout un temps, les ouvriers syndiqués réclament à leur profit le bénéfice des avantages acquis par leurs organisations, cependant que par ailleurs ces mêmes travailleurs, dans un élan de solidarité profonde, versent au bénéfice de tout le monde, c'est-à-dire aussi bien aux non-syndiqués qu'aux syndiqués C.S.C. et qu'aux syndiqués F.G.T.B.

« A première vue, il y a dans cette pratique quelque chose d'insolite, sinon de choquant : en effet, en toute logique, ce sont les organisations qui doivent lancer l'appel à la solidarité.

« La forme de solidarité spontanée, si louable soit-elle, brise la solidarité syndicale tout court.

« Au pluralisme syndical convient le pluralisme de la solidarité, c'est-à-dire l'assistance des ouvriers F.G.T.B. par les F.G.T.B.-istes eux-mêmes, tout comme l'assistance des ouvriers C.S.C. par les ouvriers chrétiens eux-mêmes. »

Une semaine avant, dans le même journal, le Comité National de la Centrale des Métallurgistes faisait savoir qu'il avait décidé de « créer un fonds de solidarité au profit des seuls affiliés de la Centrale ».

Ainsi la solidarité prolétarienne spontanée, ces messieurs de la direction syndicale la trouvent insolite et choquente, ils veulent garder le monopole d'une caricature de solidarité, bureaucratisée et strictement pécuniaire dont ne bénéficient que les syndiqués en règle de cotisations.

Les fascistes, dès qu'ils se sont rendus maître de l'Etat, détruisent par la violence les syndicats ouvriers pour instaurer les leurs qu'ils rendent obligatoires. Cela a au

moins le mérite d'être net, pas d'hésitation possible, on sait à quoi s'en tenir. Les chefs syndicaux belges, socialistes et chrétiens, tout en jurant qu'ils sont contre l'affiliation obligatoire aux syndicats, s'efforcent, d'une manière jesuitique, d'arriver à ce résultat en obtenant — et ils y sont parvenus ça et là — que les avantages acquis au cours de leurs tractations avec les capitalistes ne profitent qu'aux seuls syndiqués. La solidarité, pour eux, on s'en rend compte en lisant l'extrait que nous venons de citer, n'est qu'un des éléments de leurs manœuvres dégoûtantes. (Cela n'empêchait pas Major, le caïd des caïds de la F.G.T.B. d'écrire, le 13 octobre : « Pour nous le plus important a toujours été la solidarité des travailleurs ». Ces faussaires ont tous les culots !) Et la « Gauche » (réformiste, nous le prouverons dans un prochain article), grand pourfendeur du réformiste de droite, là contre n'a rien trouvé à redire.

Pourtant, les opportunistes eux-mêmes l'avouent, la solidarité reste vivante au sein du prolétariat, la seule classe où, en cette époque infecte, l'on trouve encore de la générosité et de l'abnégation.

Et ce n'est pas par des combinaisons dignes d'agents d'assurance que les syndicats redeviendront un pôle d'attraction pour les ouvriers, mais en se replaçant sur le terrain de la lutte de classe, le jour où, loin de vouloir replâter le système capitaliste, ils s'efforceront de le démanteler davantage et se débarrasseront de leurs chefs traîtres.

THOREZ propose... et le CAPITAL dispose.

Suivant la ligne des voies nationales et parlementaires à... une démocratie « rénovée », « véritable », etc., et au cours de son agitation électorale qui a abouti à la « Grande victoire de l'union des forces démocratiques » que l'on sait, le P.C.F., afin de mieux faire connaître son programme, a généreusement distribué un numéro spécial de « L'Humanité ».

La page deux de ce numéro est divisée en deux parties : « Le pouvoir impose », « Le Parti Communiste propose ». Chapeau édifiant, qui dispenserait de lire la suite, puisqu'un parti communiste, censément, ou a le pouvoir et impose sa politique, ou ne l'a pas, et ne fait pas des propositions, mais travaille à le prendre. Lisons quand même. Car au risque — calculé — de toujours taper sur le même clou, il nous faut analyser la politique du Parti Français, aussi longtemps qu'il s'intitulera Communiste.

Tout de suite, d'ailleurs, le paradoxe de ce titre s'éclaire, et l'on comprend que le P.C.F. « propose » : c'est qu'il s'adresse au « peuple », « à ceux qui ont voté non » et « à ceux qui, bien que sincèrement républicains, ont cependant voté « oui ». A tout le monde, autrement dit ; sauf aux bourgeois conscients qui ont voté oui en sachant ce qu'ils faisaient. Les « propositions » du P.C.F. sont aussi faites pour plaire à tout le monde : pour barrer « la route de la dictature », il prône non la dictature du prolétariat (Chut !), mais « une démocratie réelle », dans laquelle « les libertés et les droits de l'homme sont garantis par la loi ».

Grâce à l'exercice de cette démocratie sans précédent, le « gouvernement... s'efforcera » de promouvoir « une économie au service de tous » (décidément, il y a beaucoup de chambres dans la maison du Père) et de l'orienter « en fonction des intérêts nationaux ». Chacun sait, en effet, que pour des communistes, c'est l'intérêt national qui « commande » ! Il commande : « L'exploitation intensive de toutes les ressources de la nation... charbon », etc, « Le développement des industries fondamentales » (si négligées par le capitalisme porté, lui, sur les Arts Décoratifs) « La nationalisation... » (inédite et combien révolutionaire !) « La gestion démocratique des entreprises nationalisées », « L'implantation d'entreprises industrielles dans les régions sous-développées du pays » (pour abolir la différence entre ville et campagne, peut-être ?), « L'extension des attributions des comités d'entreprise » (ou le « peuple » dormirait-il mieux que dans le lit qu'il aurait fait lui-même ?), enfin « une fiscalité réformée dans un sens démocratique ».

Obéissant à l'intérêt national, le peuple aurait « Une vie plus heureuse ». Grâce, en particulier, à « une augmentation générale des salaires et traitements », à la revalorisation des retraites, etc., qui ne devraient pas être inférieures à 20.000 (anciens) francs par mois (les vieux travailleurs vont être saisis par la débauche !), à une sollicitude poussée pour la famille, nombreuse surtout, qui, indéniablement, sert « l'intérêt national ».

Mais ce n'est pas tout. Non seulement les ouvriers jouiraient de « la semaine de 40 heures », non seulement leurs femmes

auraient le loisir de laver elles-mêmes les couches de leur progéniture, mais ils seraient assurés d'avoir des enfants instruits et cultivés. Contrairement au « pouvoir personnel » qui est « obscurantiste » (ce que le Professeur Aubel, candidat suppléant, dément explicitement à la page suivante du même journal... mais il ne faut pas y regarder de si près), le P.C.F. a lui à cœur de « combler le retard pris par la France dans le domaine de l'enseignement et de la culture », et ne reculerait pas devant les investissements nécessaires dans ledit domaine, pas même dans celui de « l'éducation physique et des sports ». On ferait autrement mieux que M. Herzog : jusqu'à des « centres populaires de ski et d'alpinisme » ; car quoi de plus réaliste, de plus urgent, et de plus révolutionnaire, aujourd'hui, dans les conditions où nous vivons, que l'entraînement du prolétariat sur les pistes blanches !

Mais il s'agit bien du prolétariat ! Le P.C.F. défend « La paysannerie laborieuse ». En « abaissant les prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture » (tout en augmentant, comme on a vu, les salaires des travailleurs industriels... Et pourquoi pas ? Tant qu'à « proposer » !). En soutenant « la coopération sous toutes ses formes », et en particulier en aidant, par des « crédits à long terme et à faible intérêt... les exploitations familiales » (forme moderne, progressive entre toutes, de la coopération). Mais le P.C.F., qui ne veut pas faire de jaloux, défend également l'artisanat (et prêche « l'adoption d'un véritable statut de l'artisanat » : ne sommes-nous pas dans une société « féodale », comme le dit un des électeurs « communistes » cités), et « le petit commerce » contre les méchants monopoles. Ouf ! On n'a oublié personne ? Alors, tous ensemble sur « Le chemin de la paix » nous redonnerons à la France « grandeur et dignité dans le monde » et coexisterons pacifiquement entre des « Etats ayant des systèmes économiques et sociaux différents ».

Ce programme n'oublie personne ? Presque : juste le prolétariat. Celui qui se fout de la grandeur de la France, parce que, comme le disait Voltaire, cet affreux bourgeois tellement moins affreux que nos petits-bourgeois nationalistes du P.C.F., « dans une patrie un peu étendue, il y a souvent plusieurs millions d'hommes qui n'ont point de patrie » ; ces millions d'hommes qui, pour des communistes, forment le prolétariat international.

Ces propositions n'oublient rien ? Que d'être réalistes. Ce P.C.F. qui prétend se réclamer du marxisme nage, à l'ère du socialisme scientifique, en pleine utopie.

Pourquoi ? Parce qu'il s'adresse aux petits-bourgeois, dont il est l'expression. Tout cet ensemble de réformes « démocratiques », « pacifiques », utopiques et rétrogrades, est fait pour caresser la nostalgie médiocre des prolétaires en veston, des petits propriétaires terriens, des petits intermédiaires menacés par la modernisation du capitalisme français.

C'est là que le P.C.F. cherche des électeurs. Et c'est parce qu'il est devenu l'organe de cette classe-là qu'il est frappé du crétinisme parlementaire. C'est parce qu'il n'a plus, ainsi, de communiste que le nom, qu'il propose des réformes (forcément utopiques) au lieu d'imposer la dictature du prolétariat : les petits-bourgeois proposent, le capital dispose — tant que les prolétaires ne le renverseront pas.

Mais que le P.C.F. continue donc à tartiner ses feuilles de chou électorales ! Le prolétariat s'apercevra bientôt, comme Guy Mollet, que rien n'est moins dangereux pour le pouvoir (« personnel » ou non) du capital que le Parti de Maurice Thorez — et dès lors il ne sera plus dangereux pour lui.

Compte-rendu des réunions de lecteurs

Il est sans doute indiqué de faire dans ce numéro un petit bilan des diverses réunions de lecteurs organisées par *Programme Communiste* depuis plus d'un an, à chaque sortie de notre revue trimestrielle. Cela nous permet de faire le point sur cet effort pour exposer les positions de *Programme Communiste* à l'extérieur, et de souligner la cohérence qui existe entre ses conceptions théoriques et son travail pratique. En outre, un tel bilan indique quelle est à nos yeux la hiérarchie des urgences ou, en d'autres termes, quels sont les points les plus importants à développer dans la situation politique actuelle. On peut donc en déduire à la fois notre appréciation de la situation d'aujourd'hui et les tâches qui en découlent dans l'œuvre de restauration révolutionnaire.

Dans notre première réunion, nous avons fait une présentation générale des positions politiques de *Programme Communiste*. Ce mouvement est le seul à se réclamer du marxisme orthodoxe, qui a fixé les points cardinaux du communisme, il y a plus d'un siècle déjà. Son originalité consiste à revendiquer *l'intégralité* du marxisme en rejetant

tout enrichissement quel qu'il soit. Le marxisme seul représente le programme de classe du prolétariat, dont la tâche est l'édification révolutionnaire de la société communiste. Tout ce que notre mouvement a « appris », c'est que la doctrine est invariante. La continuité historique est son fil conducteur pratique et théorique.

Les deux séries d'exposés suivants caractérisent pour ainsi dire *a contrariori Programme communiste*. Le premier de ceux-ci se rattache aux différents articles sur le fascisme et la démocratie (cf. notamment n° 19). Nous rejetons le faux dilemne démocratie-fascisme, la trique comme la carotte bourgeoise, car il ne dépasse pas la forme de gouvernement de la bourgeoisie, c'est-à-dire sa dictature à laquelle nous opposons la dictature de prolétariat. Les trotskystes rejoignent en fait les « staliniens », lorsqu'ils proposent au prolétariat de lutter pour un aménagement démocratique (que contredit tout le développement historique réel et *inévitable* vers la socialisation des moyens productifs et la concentration du pouvoir politique), en lui assignant des tâches bourgeoises voire prébourgeoises, c'est-à-dire réactionnaires, en sacrifiant, à la manière de Bernstein, le programme pour le mouvement.

A la réunion suivante, nous avons exposé nos critiques du parti communiste français, qui est non seulement tout à fait dégénéré, mais s'est mis au service du capitalisme national et mondial (tout autant que russe), car il sert les intérêts contrerévolutionnaires de la bourgeoisie et sème la confusion dans les rangs du prolétariat, en le démoralisant. D'ailleurs, ce parti dégénéré refuse même au prolétariat l'étiquette de classe indépendante ayant ses buts et ses intérêts propres en l'enfonçant dans la catégorie bourgeoise du *peuple*. Ceci est pour nous le symbole du travail de sape entrepris par le parti communiste français contre le prolétariat, dont il détruit et les principes et les traditions révolutionnaires en aggravant encore la période contrerévolutionnaire objective que nous vivons actuellement et par là les conditions de la reprise révolutionnaire.

Les divers groupes d'opposition « communiste », au sein ou à l'extérieur de ce parti de « masse » communiste, sont le produit de la décomposition théorique, et organisationelle aussi, des partis officiels. Ils vivent comme la vermine sur leur corps en décomposition, se faisant tantôt le porte parole des Yougoslaves, des Chinois, des Albanais, des Polonais ou des Khrouchtchev contre Staline. La régénération de ce cadavre puant leur sert de programme : un membre en est opposé à l'autre et proposé à la guérison de l'autre. L'Algérie leur a, un moment, servi de « programme d'action », mais le bilan de cette action immédiate révèle qu'aucun programme n'a dirigé ce mouvement de « direction des masses ».

La dernière réunion de lecteurs a porté sur une caractérisation positive de notre mouvement, avec le thème fondamental : Parti et classe. Notre organisation se définit par son programme basé sur l'action autonome du prolétariat — et donc sur la reconnaissance de son existence en tant que classe autonome et opposée à toutes les autres en ce qui concerne ses intérêts et son but. Il suffit de rappeler ici les Statuts de la Première Internationale rédigés par Marx pour nous résumer : Considérant que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes : ... Pour ces raisons... Art. 7. Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes. Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême : l'abolition des classes...

Afin de mieux éclairer encore notre position sur cette question fondamentale de la classe et du parti, notre prochaine réunion de lecteurs portera sur la question syndicale. Nous montrerons d'une part quelle doit être l'action du Parti politique dans les syndicats en caractérisant le rôle de ceux-ci ; d'autre part, nous soulignerons l'unité nécessaire entre les revendications économiques et politiques du prolétariat revendications qui n'ont rien d'antagoniques, mais sont complémentaires sitôt que l'on se place dans la perspective révolutionnaire communiste.

Si l'assistance était plutôt clairsemée aux premières réunions, par suite les lecteurs sont venus plus nombreux et les ont animés davantage aussi par leurs interventions.

Cet écho croissant que rencontre notre œuvre de restauration des principes révolutionnaires nous est un encouragement. Mais il faut que nos lecteurs nous aident dans notre tâche. Qu'ils ne se contentent pas de lire *Programme Communiste* et de le diffuser. Qu'ils viennent nous retrouver à ces réunions. Qu'ils n'hésitent pas à nous demander d'en faire en province : nous ferons tous nos efforts pour en organiser et joindre nos lecteurs.

Imp. M. G., 45, rue Ramey (18e) Dépôt légal N° 23.970 Mars 1960 Paris

SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N° 17. — Une femme de ménage, 5,00 ; Un retraité P. et T., 10,00 ; François saluant Jacques et Oscar, 30,00 ; Brun, 20,00 ; Nino, 10,00 ; Pierre, 10,00 ; Maurice, 35,00 ; Lasté, 10,00 ; Riche, 20,00 ; Martin, 55,00 ; Sequin, 10,00 ; Pierre, 10,00 ; Lancry, 31 octobre, 108,30 ; Lancry, 23 novembre, 114,00.

Total liste N° 17	F	**467,30**
Total des listes précédentes	F	**4.874,90**
	F	**5.342,90**

"Programme Communiste" est en vente dans toutes les bibliothèques de gares et dans les principales librairies, notamment :

PARIS

Librairie de Paris, 7, place Clichy.
Kiosque place du Théâtre Français.
Librairie du XXe Siècle.
Librairie 73, 73, boulevard Saint-Michel.
Kiosque du 23, boulevard Saint-Michel.
Presses Universitaires de France.
Librairie Montchrétien, 158, rue Saint-Jacques.

Les librairies et kiosques désirant figurer sur cette liste sont priés de nous écrire.

Directeur-Gérant :

F. GAMBINI

Adresser toute correspondance à : PROGRAMME COMMUNISTE, Boîte Postale N° 375, Marseille-Colbert. C.C.P. 2202-22 Marseille.

ou à Boîte postale n° 24 Paris (19e)

Envoi franco des seize derniers numéros parus jusqu'ici contre paiement en mandat-poste de la somme de 32 FR à verser à F. GAMBINI, C. C. P. 2202 22 Marseille

ABONNEMENTS ANNUELS (4 n^os) ordinaire : 9 F

de soutien : 20 F